

Table des matières

- 3 Introduction
- 4 Message du président
- 6 Message des administrateurs
- 9 Opposer une riposte à la pandémie de COVID-19
- 17 Perspectives régionales
- 43 Appliquer l'expérience et les analyses pour obtenir des résultats appréciables dans les pays
- 65 Promouvoir les savoirs, les travaux de recherche et les données au service du développement
- 67 Soutenir le développement national par l'intermédiaire des marchés financiers
- 69 Forger des partenariats pour renforcer l'impact sur le développement
- 71 Améliorer les opérations pour obtenir des résultats au niveau des pays
- 75 Nos valeurs et notre personnel
- 79 Donner une orientation à l'institution
- 81 Assurer la surveillance et la responsabilité à l'égard de nos opérations
- 85 Déployer les ressources de manière stratégique
- 98 Une volonté de résultats

PRINCIPAUX TABLEAUX

- 91 Principaux indicateurs financiers de la BIRD, exercices 16-20
- 95 Principaux indicateurs financiers de l'IDA, exercices 16-20

Le présent rapport annuel couvre la période allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020. Il a été établi par les Administrateurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (IDA) — qui, réunies, prennent le nom de Banque mondiale — conformément aux règlements respectifs de ces deux institutions. M. David Malpass, Président du Groupe de la Banque mondiale et Président du Conseil des Administrateurs, a soumis ce rapport ainsi que les budgets administratifs et les états financiers vérifiés au Conseil des Gouverneurs.

Les rapports annuels des autres institutions du Groupe de la Banque mondiale — Société financière internationale (IFI), de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) — sont publiés séparément.

Tout au long de ce rapport, le terme *Banque mondiale* et sa forme abrégée *Banque* désignent exclusivement la BIRD et l'IDA. Le terme *Groupe de la Banque mondiale* et sa forme abrégée *Groupe de la Banque* font référence aux cinq institutions. Sauf indication contraire, tous les montants en dollars figurant dans le présent rapport sont en dollars courants des États-Unis. Les fonds affectés aux projets multirégionaux sont comptabilisés pour les pays bénéficiaires dans les tableaux et dans le texte lorsqu'il est fait référence aux répartitions par région. Pour les répartitions par secteur et par thème, les fonds sont comptabilisés par opération. Les données relatives aux engagements et aux décaissements de l'exercice cadrent avec les chiffres vérifiés rapportés dans les États financiers de la BIRD et de l'IDA et dans le Rapport de gestion de l'exercice 20. Les chiffres des tableaux ayant été arrondis, leur somme peut différer du total indiqué, et la somme des pourcentages cités dans les figures n'est pas toujours égale à 100 %.

RIPOSTE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Le Groupe de la Banque mondiale fournira jusqu'à 160 milliards de dollars d'ici fin juin 2021 pour aider les pays à faire face aux effets sanitaires, sociaux et économiques de la COVID-19 tout en gardant en ligne de mire leurs objectifs de développement à long terme. L'aide ainsi apportée sera guidée par le cadre présenté ci-après, qui peut être adapté au contexte de chaque pays. Cette approche nous permettra de faire en sorte que notre riposte s'appuie sur nos avantages comparatifs, puisse être élargie de manière sélective pour avoir un impact réel, et contribue à la réalisation de nos objectifs qui consistent à mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

La pandémie de COVID-19 pourrait faire basculer **environ 100 millions** de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté.

SECOURS

RESTRUCTURATION

REDRESSEMENT RÉILIENT



SAUVER DES VIES

Urgence de santé publique

- Programme mondial d'urgence du Groupe de la Banque mondiale pour la santé et nouveaux projets de la Banque
- Restructuration de projets existants de la Banque

Restructuration des systèmes de santé

- Programme mondial d'urgence du Groupe de la Banque mondiale pour la santé et nouveaux projets de la Banque
- Mobilisation des investissements privés pour combler les déficits de fourniture de services de santé

Systemes de santé parés contre les pandémies

- Programme mondial d'urgence du Groupe de la Banque mondiale pour la santé et nouveaux projets de la Banque
- Financements à long terme d'IFC pour les entreprises privées



PROTÉGER LES PAUVRES ET LES PLUS VULNÉRABLES

Urgence sociale

- Transferts en espèces et en nature
- Développement de proximité
- Restructuration de projets existants de la Banque
- Garanties accordées à des institutions de microfinance (IMF)

Restauration du capital humain

- Transferts en espèces et en nature
- Développement de proximité
- Nouveaux projets de la Banque
- Recapitalisation des IMF avec l'aide d'IFC

Promotion de l'équité et de l'inclusion

- Transferts en espèces et en nature
- Développement de proximité
- Services d'analyse et de conseil (ASA) portant sur les politiques du marché du travail
- Prêts d'IFC aux IMF



ASSURER UNE CROISSANCE DURABLE DES ENTREPRISES ET LA CRÉATION D'EMPLOIS

Urgence économique

- Nouveaux projets et programmes de la Banque
- Aide d'IFC pour le commerce et les fonds de roulement
- Instruments de la MIGA
- Financements issus de partenariats public-privé (PPP)

Restructuration d'entreprises et règlement de dettes

- Nouveaux projets de la Banque
- Appui d'IFC pour la recapitalisation d'entreprises
- Financements à long terme d'IFC
- Instruments de la MIGA
- PPP

Croissance verte des entreprises et création d'emplois

- Nouveaux projets de la Banque
- Instruments d'IFC et de la MIGA
- PPP



RENFORCER LES POLITIQUES, LES INSTITUTIONS ET LES INVESTISSEMENTS POUR RECONSTRUIRE EN MIEUX

Maintien du cap sur les objectifs à long terme

- Nouveaux projets de la Banque sur le renforcement des finances publiques et la prestation de services
- Services d'analyse et de conseil (ASA) portant sur la viabilité et la transparence de la dette
- Garanties pour les petites et moyennes entreprises et les IMF

Réformes des politiques publiques et des institutions

- Nouveaux projets de la Banque
- Services d'analyse et de conseil (ASA) portant sur la restructuration et le suivi des progrès vers les objectifs de développement communs

Investissements pour reconstruire en mieux

- Toute la panoplie d'instruments du Groupe de la Banque, avec un accent mis sur les PPP et les solutions du secteur privé
- Services d'analyse et de conseil (ASA) pour le suivi des progrès vers les objectifs de développement communs

Pour de plus amples informations, lire notre document de politique générale intitulé ***Saving Lives, Scaling-up Impact, and Getting Back on Track***

RESPECT

La mission du Groupe de la Banque mondiale s'articule
autour de deux objectifs primordiaux :

IMPACT

Mettre fin à l'extrême pauvreté...

INTÉGRITÉ

en abaissant le pourcentage de la population mondiale
qui dispose de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre.

TRAVAIL EN ÉQUIPE

Promouvoir une prospérité partagée...

INNOVATION

en augmentant les revenus des 40 % les plus pauvres
de la population dans chaque pays.



INTRODUCTION

Les pays se heurtent à des défis sans précédent

dans leur poursuite d'un développement durable. La pandémie de COVID-19 met en péril des vies, des moyens d'existence et des économies entières, et anéantit des décennies de progrès économique, de recul de la pauvreté et de progression du développement humain. Ces dernières décennies, le monde a accompli des progrès remarquables dans la réduction de l'extrême pauvreté, mais n'était pas sur la bonne voie pour y mettre fin à l'horizon 2030 avant même que le coronavirus ne frappe — la pandémie pourrait faire basculer environ 100 millions de personnes de plus dans l'extrême pauvreté en 2020. Et d'ici à 2030, non moins des deux tiers des personnes extrêmement pauvres dans le monde vivront dans des pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence.

La Banque mondiale travaille en étroite collaboration avec les pays pour prêter assistance là où celle-ci est le plus nécessaire. Outre les ressources financières qu'elle fournit, nous nous fondons sur l'expérience et des connaissances concernant des régions et des secteurs tout entiers pour apporter des informations factuelles et un appui aux politiques publiques afin d'aider les pays à réaliser leurs priorités de développement et de faciliter les échanges d'idées et de meilleures pratiques. Nous augmentons notre soutien aux pays les plus pauvres à travers l'IDA, qui a reçu un solide vote de confiance et 82 milliards de dollars de financement lors de la dernière reconstitution triennale de ses ressources en décembre 2019. Notre présence dans les pays IDA — et dans les pays touchés par la fragilité, le conflit et la violence (FCV) — continue de croître, même si la distanciation physique pose des défis inédits à la collaboration avec les clients et les populations dont nous sommes au service.

En ces temps sans précédent, nous restons déterminés à apporter des solutions flexibles, innovantes et rapides. Le Groupe de la Banque mondiale prévoit de déployer jusqu'à 160 milliards de dollars sur 15 mois se terminant le 30 juin 2021 au titre de financements adaptés aux chocs sanitaires, économiques et sociaux que les pays subissent à la suite de la pandémie de COVID-19. La combinaison de financements, de connaissances, d'expérience et de partenariat mondial place la Banque mondiale dans une position unique pour aider les pays à répondre à la crise, à protéger les acquis de développement obtenus d'âpre lutte et à planifier la relance.

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Cette année, la pandémie de COVID-19 a posé aux pays des défis sans précédent qui les ont obligés à réagir rapidement aux fortes perturbations qu'ont connues les soins de santé, l'activité économique et les moyens de subsistance. Le Groupe de la Banque mondiale a été à l'avant-garde de la riposte. Il s'est rapidement mobilisé pour apporter un soutien indispensable aux pays afin d'assurer l'approvisionnement en fournitures essentielles, de réduire les pertes en vies humaines et les difficultés économiques, de protéger les acquis du développement à terme obtenus et de remplir notre mission, à savoir mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Notre objectif dans tous ces efforts est d'améliorer les conditions de vie des populations les plus pauvres et les plus vulnérables, dans l'immédiat et à long terme.

Au début de la pandémie, le Groupe de la Banque a pris des mesures décisives de vaste portée pour mettre en place un mécanisme de financement accéléré en vue d'aider les pays à apporter une réponse rapide face à cette crise. Nous prévoyons de déboursier jusqu'à 160 milliards de dollars au cours des 15 mois se terminant le 30 juin 2021, à travers de nouvelles opérations et la restructuration de celles existantes afin d'aider les pays à répondre aux divers besoins découlant de la pandémie. Ce montant comprendra plus de 50 milliards de dollars de ressources de l'IDA sous forme de dons et de prêts à des conditions très favorables.

En mai, nous avons franchi un jalon important : la réalisation d'opérations sanitaires d'urgence dans 100 pays. Nos projets initiaux visaient à limiter la propagation de la pandémie et à renforcer la capacité des services de santé. Nous avons aidé les pays à accéder à des fournitures et matériels médicaux essentiels par un appui aux achats et à la logistique, y compris des négociations avec les fournisseurs en leur nom. De nombreux pays en développement sont tributaires des importations pour leurs approvisionnements, ce qui les expose fortement aux fluctuations de prix et aux restrictions commerciales. Par l'entremise d'IFC et de la MIGA, nous avons fourni des fonds de roulement et des financements du commerce essentiels au secteur privé des pays en développement, en particulier aux entreprises des secteurs d'activité de base, et aidé les secteurs financiers à continuer de prêter aux entreprises locales viables.

En mars, la Banque mondiale et le FMI ont appelé les créanciers bilatéraux publics à suspendre les paiements de la dette des pays IDA. En avril, les dirigeants du G20 ont rendu public un accord historique portant suspension des paiements du service de la dette bilatérale du 1^{er} mai à la fin de 2020 et demandé aux créanciers commerciaux d'accorder un traitement comparable, offrant ainsi un exemple édifiant de coopération internationale pour aider les pays les plus pauvres.

Au-delà des préoccupations sanitaires immédiates, le Groupe de la Banque aide les pays à reprendre l'activité économique, rétablir les emplois et les services et ouvrir la voie à une reprise durable. Bon nombre de nos pays clients ont amélioré leur transparence et leur attractivité pour les nouveaux investissements en divulguant de façon plus complète les engagements financiers de leur secteur public. La Banque aide les pays les plus vulnérables à évaluer la viabilité et la transparence de leur dette, facteurs essentiels pour obtenir de bons résultats en matière de développement.

Le Groupe de la Banque soutient les pays dans les efforts qu'ils déploient pour renforcer leurs dispositifs de sécurité sociale, notamment grâce à des opérations de transfert d'argent en personne et par voie numérique afin que les pouvoirs publics puissent fournir efficacement cet appui essentiel aux populations les plus vulnérables. Par ailleurs, nous collaborons avec les gouvernements pour éliminer ou réorienter les subventions au carburant, coûteuses et préjudiciables à l'environnement, et réduire les barrières commerciales pour les produits alimentaires et les fournitures médicales.

Durant l'exercice 20, les engagements nets de la BIRD se sont montés à 28 milliards de dollars, tandis que les décaissements sont restés élevés. Les engagements nets de l'IDA se sont établis à 30,4 milliards de dollars, soit 39 % de plus que l'exercice précédent. La 19^e reconstitution des ressources de l'IDA a été approuvée en mars, garantissant ainsi une enveloppe financière de 82 milliards de dollars sur trois ans pour les 76 pays les plus pauvres du monde. Ces ressources nous permettront d'accroître notre soutien aux pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence et de renforcer la transparence de la dette et les pratiques d'emprunt viables.

Au cours de l'exercice écoulé, nous avons réorganisé le personnel et la direction de la Banque en vue de favoriser des programmes de pays coordonnés et de placer les

connaissances de grande qualité au centre de nos opérations et de notre politique de développement. Nous élargissons notre empreinte mondiale pour nous rapprocher de nos opérations sur le terrain. Nous avons également renforcé notre intérêt pour l'Afrique en créant deux vice-présidences de la Banque, l'une pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale et l'autre sur l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, qui entreront en fonction durant l'exercice 21. J'ai nommé quatre nouveaux hauts dirigeants : Anshula Kant, directrice générale et directrice financière, Mari Pangestu, directrice générale de la politique de développement et des partenariats, Hiroshi Matano, vice-président exécutif de la MIGA, et Axel van Trotsenburg, directeur général des opérations, suite au départ de Kristalina Georgieva, nommée à la tête du FMI. Outre ces nominations, 12 vice-présidents ont été nommés ou réaffectés au cours de l'exercice écoulé. Ensemble, la solide équipe de direction et un personnel hautement dévoué et motivé s'efforcent de bâtir l'institution de développement la plus efficace du monde, en suivant un modèle opérationnel résilient et réceptif permettant d'aider chaque pays et chaque région à obtenir de meilleurs résultats sur le plan du développement.



Lors de nos Assemblées annuelles d'octobre, nous avons présenté un nouvel indice pour suivre la pauvreté des apprentissages — le pourcentage d'enfants de 10 ans qui ne peuvent ni lire ni comprendre un récit élémentaire. La réduction de la pauvreté des apprentissages exigera des réformes globales, mais la rétribution — à savoir le fait de doter les enfants des compétences dont ils ont besoin pour réussir et réaliser leur potentiel en tant qu'adultes — est essentielle pour le développement.

En aidant les pays à tirer parti des nouvelles technologies numériques, nous élargissons l'accès aux transactions financières à faible coût, en particulier pour les femmes et d'autres groupes vulnérables. La connectivité numérique est l'une des nombreuses étapes essentielles à franchir pour aider les femmes à exploiter pleinement leur potentiel économique. L'Initiative pour le financement des femmes entrepreneurs (We-Fi), hébergée par le Groupe de la Banque, s'efforce d'éliminer les obstacles réglementaires et juridiques auxquels les femmes sont confrontées et de les aider à accéder au financement, aux marchés et aux réseaux dont elles ont besoin pour réussir. Les opérations de la Banque visent également à donner aux femmes une plus grande capacité d'agir et une plus grande voix dans leurs communautés, à faire en sorte que les filles puissent apprendre effectivement et en toute sécurité dans les écoles et à promouvoir des soins de santé de qualité pour les mères et les enfants.

Nous aidons les pays à renforcer leur secteur privé, qui joue un rôle essentiel dans la création d'emplois et la stimulation de la croissance économique. Durant l'exercice 20, les engagements financiers à long terme d'IFC ont augmenté, passant à 22 milliards de dollars, dont 11 milliards de dollars d'engagements propres et 11 milliards de dollars de ressources mobilisées, d'engagements d'investisseurs privés et autres. En outre, IFC a octroyé 6,5 milliards de dollars de financements à court terme. Les engagements de la MIGA se sont élevés à 4 milliards de dollars, pour des projets d'une valeur moyenne de 84 millions de dollars. Pour l'avenir, la gamme de produits, la dotation en personnel et les efforts en amont de la MIGA sont bien adaptés pour contribuer à la riposte du Groupe de la Banque face à la COVID-19, l'accent étant mis notamment sur des projets de plus petite envergure dans les pays IDA et les pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence.

Aucune de ces réalisations n'aurait été possible sans le travail acharné de notre personnel et son adaptation réussie au travail à domicile pendant la pandémie. Travaillant dans le monde entier et à tous les niveaux, le personnel a continué de proposer des solutions pour répondre aux besoins les plus urgents des pays. Je suis profondément reconnaissant de leur dévouement et de leur flexibilité, en particulier dans ces circonstances difficiles.

Alors que les populations des pays en développement du monde entier sont aux prises avec la pandémie et des récessions profondes, le Groupe de la Banque mondiale reste attaché à leur avenir et leur apporte le soutien et l'assistance dont elles ont besoin pour surmonter cette crise et assurer une reprise durable et inclusive.

A handwritten signature in blue ink that reads "David Malpass".

DAVID MALPASS

*Président du Groupe de la Banque mondiale
et Président du Conseil des Administrateurs*



MESSAGE DES ADMINISTRATEURS

Nous traversons l'une des périodes les plus difficiles pour le développement depuis la création de la Banque mondiale en 1944. La pandémie de COVID-19 n'a épargné aucun pays ni aucune couche de la société ; elle a gravement affecté la vie de millions de personnes, les petites comme les grandes entreprises à travers le monde et l'économie mondiale moderne telle que nous la connaissons. Grâce à des efforts conjugués pour lutter contre cette pandémie, le Groupe de la Banque mondiale a pris des mesures rapides et intégrées. Nous exprimons nos sincères remerciements au personnel, qui a travaillé sans relâche pour mobiliser des ressources aux fins de la lutte contre ces crises sanitaires, sociales et économiques mondiales sans précédent. Guidé par son double objectif de mettre fin à la pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée et par le document d'orientation intitulé *COVID-19 Crisis Response Approach Paper: Saving Lives, Scaling-up Impact and Getting Back on Track* (Riposte à la crise de la COVID-19 : sauver des vies, renforcer l'impact et se remettre sur les rails), le Groupe de la Banque s'est engagé à fournir jusqu'à 160 milliards de dollars sur 15 mois pour aider les pays à faire face à la crise — à la fin de l'exercice 20, nous fournissions déjà un soutien dans plus de 100 pays. Nous estimons que ces financements contribueront à améliorer la résilience et l'inclusion, ainsi qu'à favoriser des investissements porteurs de changement qui, à leur tour, aideront les pays à reconstruire en mieux. Nous pensons que notre coopération continue avec les gouvernements, les partenaires des secteurs privé et public et un large éventail de parties prenantes est essentielle pour retrouver une voie durable de relèvement et de développement.

Conscients de l'impact grave de la pandémie sur la capacité des pays à répondre efficacement à la crise, la Banque mondiale et le FMI ont appelé à une suspension du service de la dette des pays les plus pauvres, que les ministres des Finances du G20 ont approuvée en avril 2020. Cette mesure aidera les pays à dégager des ressources pour pouvoir augmenter les dépenses sociales, économiques sanitaires en réponse à la COVID-19. En outre, notre Politique de financement durable du développement récemment approuvée permettra d'inciter les pays admis à emprunter à l'IDA à évoluer vers un financement transparent et durable et à renforcer la coordination des créanciers. La reconstitution d'IDA-19 récemment approuvée est un volet essentiel de cet effort. À compter du 1^{er} juillet 2020, l'enveloppe historique de 82 milliards de dollars obtenue au cours de l'exercice 20 aidera les pays IDA à investir dans les besoins immédiats et la croissance économique à plus long terme et à renforcer leur résilience aux chocs climatiques et aux catastrophes naturelles.

Pour soutenir de nouveaux progrès vers nos deux objectifs et les objectifs de développement durable, nous avons approuvé la Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de fragilité, de conflit et de violence (FCV). S'appuyant sur la mise en œuvre continue et satisfaisante de la Vision d'avenir adoptée en 2016 et du programme d'augmentation et de réforme du capital de 2018, la stratégie vise à améliorer l'efficacité en aidant les pays à lutter contre les facteurs de fragilité, de conflit et de violence et leurs effets et à renforcer la résilience, l'accent étant mis sur les populations les plus vulnérables et marginalisées.



De gauche à droite, rangée du haut : DJ Nordquist, *États-Unis* ; Masanori Yoshida, *Japon* ; Richard Hugh Montgomery, *Royaume-Uni* ; Arnaud Buissé, *France* ; Juergen Karl Zattler, *Allemagne* ; Shahid Ashraf Tarar, *Pakistan* ; Louise Levonian, *Canada* ; Adrián Fernández, *Uruguay* ; Kunil Hwang, *Corée* ; (de gauche à droite, rangée du milieu) Guenther Schoenleitner, *Autriche* ; Merza Hussain Hasan, *Koweït (doyen)* ; Aparna Subramani, *Inde* ; Jean-Claude Tchatchouang, *Cameroun* ; Anne Kabagambe, *Ouganda* ; Elsa Agustin, *Philippines (Administratrice suppléante)* ; Kulaya Tantitemit, *Thaïlande* ; Yingming Yang, *Chine* ; Jorge Alejandro Chávez Presa, *Mexique* ; (de gauche à droite, rangée du bas) Koen Davidse, *Pays-Bas* ; Geir H. Haarde, *Islande* ; Patrizio Pagano, *Italie (co-doyen)* ; Hesham Alogeel, *Arabie saoudite* ; Roman Marshavin, *Fédération de Russie* ; Werner Gruber, *Suisse* ; Larai Hajara Shuaibu, *Nigéria*.

Au début de l'exercice 20, nous avons examiné les questions stratégiques et opérationnelles liées à l'emploi et à la transformation économique, aux migrations, aux chaînes de valeur mondiales et à la transformation numérique. Nous avons repris la coopération avec la Somalie et avons discuté des réformes à apporter à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Nous avons concentré notre attention sur les progrès du Projet sur le capital humain ; sur la thématique « les femmes, l'entreprise et le droit » ; et sur la lutte contre les violences basées sur le genre.

Nous avons accueilli avec satisfaction le fait que le Groupe de la Banque soit devenu le principal bailleur de fonds multilatéral pour les investissements climatiques dans les pays en développement et avons continué d'encourager les progrès en matière d'adaptation et de résilience au changement climatique et d'action climatique, ainsi qu'en ce qui concerne la prise en compte systématique de la gestion des risques de catastrophe.

Nous avons examiné des questions cruciales pour notre organisation, notamment le rapprochement du personnel de nos clients et la façon dont nous mesurons les résultats de développement ; nos mécanismes indépendants de responsabilisation ainsi que la panoplie d'outils du Panel d'inspection, dont nous avons approuvé l'examen au cours de l'exercice 20 ; et le cadre de gouvernance relatif aux droits de vote au sein de l'IDA et l'examen de la répartition du capital de 2020. En outre, nous avons examiné et approuvé la stratégie et les perspectives d'activité de la Banque mondiale pour les exercices 21-23 et le budget de l'exercice 21 qui contribuent à définir l'orientation du Groupe de la Banque au cours de l'année à venir.

Le Conseil soutient fermement la justice et l'égalité raciales au sein du Groupe de la Banque et dans notre travail. Nous continuerons de faire de la diversité et de l'inclusion une priorité dans l'ensemble de l'institution et dans notre soutien aux clients et aux communautés. Nous pensons qu'il est essentiel d'intégrer les préoccupations concernant la race et l'origine ethnique dans notre travail et nos programmes de développement à travers le monde, et que la promotion de la diversité et de l'inclusion sur le lieu de travail reflète les valeurs fondamentales de notre institution. Ces efforts resteront un centre d'intérêt important au cours de l'année à venir.

Outre les opérations et les engagements dans les pays que nous avons examinés et approuvés, nous avons visité des sites de projets afin de nous entretenir avec les autorités gouvernementales, la société civile, des représentants du secteur privé et d'autres parties prenantes sur l'efficacité du modèle d'intervention du Groupe de la Banque. En novembre 2019 et janvier 2020, des Administrateurs se sont rendus au Bangladesh, à Djibouti, en Égypte, en Jordanie, aux Maldives, au Népal et en Cisjordanie.



OPPOSER UNE RIPOSTE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Début 2020, la pandémie de coronavirus (COVID-19) a frappé les pays du monde entier, posant d'énormes problèmes aux systèmes de santé et provoquant des confinements généralisés, des fermetures d'écoles et d'entreprises, et des pertes d'emplois. Presque tous les pays connaissent un ralentissement de l'activité économique sans précédent.

Le Groupe de la Banque mondiale a été à l'avant-garde de la riposte mondiale. En mars, le Conseil des Administrateurs a approuvé un nouveau mécanisme de financement accéléré pour aider les pays à répondre à leurs besoins sanitaires immédiats et soutenir la reprise économique. En avril, la Banque mondiale a déployé la première série de projets au titre de ce mécanisme, qui visent à renforcer les systèmes de santé, la surveillance des maladies et les interventions de santé publique. Pour amortir le coup économique, IFC et la MIGA se sont empressées de fournir des financements et d'accroître l'accès aux capitaux afin d'aider les entreprises à continuer de mener leurs activités et payer leurs salariés.

Le Groupe de la Banque prévoit de déboursé jusqu'à 160 milliards de dollars sur 15 mois se terminant le 30 juin 2021 pour soutenir les ripostes des pays face à la COVID-19 à travers une série de nouvelles opérations, la restructuration d'opérations existantes, le déclenchement d'options de tirage en cas de catastrophe et le soutien à des solutions viables du secteur privé qui favorisent la restructuration et le relèvement. La pandémie pourrait plonger environ 100 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté en 2020. Les pays touchés par des problèmes de fragilité, de conflit et de violence sont particulièrement vulnérables aux effets sanitaires, sociaux et économiques de la pandémie. Notre soutien dans ces contextes met l'accent sur les investissements dans la prévention, le maintien des activités dans les situations de crise et la protection du capital humain et le soutien aux groupes les plus vulnérables et marginalisés, notamment les populations déplacées de force. Les pays les plus pauvres et les plus vulnérables sont également confrontés à l'insécurité alimentaire, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les restrictions à l'exportation mettant en péril l'approvisionnement alimentaire. Pour y remédier, nous avons exhorté les pays à veiller à ce que les chaînes d'approvisionnement alimentaire restent actives et continuent de fonctionner en toute sécurité, et nous les avons aidés à surveiller l'impact de la pandémie sur la capacité des personnes à acheter des denrées alimentaires. Nous avons plaidé pour la mise en place de programmes efficaces de protection sociale pour les plus pauvres et les plus vulnérables afin de garantir que les populations puissent avoir les moyens de se nourrir et de se procurer les produits alimentaires de base, tout en aidant à protéger les moyens de subsistance.

Nos produits de recherche et de savoir ont porté sur l'impact généralisé de la pandémie — et comprenaient notamment des notes faisant le point sur la situation économique, un rapport sur la baisse des flux de transferts de fonds mondiaux et une note d'orientation sur le coup porté à l'éducation et à l'avenir des enfants. Toutefois, lorsque la crise immédiate se sera estompée, les pays auront besoin d'aide pour atténuer ses effets sanitaires, économiques et sociaux et stimuler la croissance à long terme. Nos recommandations proposaient aux pays des moyens d'y parvenir, notamment en améliorant la gouvernance et l'environnement des affaires, en luttant contre les perturbations des marchés financiers, en investissant dans l'éducation et la santé pour obtenir de meilleurs résultats sur le plan du capital humain, en facilitant les nouveaux investissements grâce à une plus grande transparence de la dette, en élargissant les filets de protection monétaire pour les pauvres, en revoyant les politiques de tarification de l'énergie et en mettant en œuvre des réformes permettant au capital et à la main-d'œuvre de s'adapter rapidement aux structures de l'après-pandémie.

La collaboration avec le secteur privé est essentielle à la riposte d'urgence et IFC entend fournir une aide financière de 47 milliards de dollars jusqu'en juin 2021 au titre de la riposte du Groupe de la Banque mondiale. Pour son apport initial, IFC fournit 8 milliards de dollars pour aider les entreprises à continuer de fonctionner et à préserver des emplois pendant la crise. Cette enveloppe va permettre de soutenir les clients existants dans les secteurs vulnérables, notamment l'infrastructure, l'industrie manufacturière, l'agriculture et les services, et d'accorder des liquidités à des institutions financières afin qu'elles puissent fournir des financements pour le commerce aux

entreprises importatrices et exportatrices et accorder des crédits aux entreprises pour les aider à consolider leur fonds roulement.

IFC prépare également la seconde phase de sa riposte, durant laquelle elle apportera son aide à ses clients anciens et nouveaux. Cette aide comprend notamment la Plateforme mondiale pour la santé, qui vise à accroître l'accès à des fournitures médicales essentielles telles que les masques, les respirateurs, les kits de test et, à terme, les vaccins. Elle fournira des financements aux fabricants, aux fournisseurs de matières premières cruciales et aux prestataires de services pour augmenter les capacités de fourniture de produits et services aux pays en développement. IFC contribuera 2 milliards de dollars pour son propre compte et mobilisera 2 autres milliards de dollars auprès de partenaires du secteur privé. Elle aidera en outre à restructurer et à recapitaliser des sociétés et des institutions financières dans leur processus de relance.

Pour sa part, la MIGA a lancé un mécanisme de financement accéléré de 6,5 milliards de dollars pour aider les investisseurs et les prêteurs du secteur privé à lutter contre la pandémie dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

Le mécanisme permet l'émission de garanties suivant des procédures rationalisées et accélérées. Il offre des solutions de rehaussement de crédit aux gouvernements et à leurs organismes pour acheter du matériel médical urgent, des équipements de protection, des médicaments et des services, et pour financer les initiatives de relance économique. Il offre également des solutions de réduction des risques pour les banques commerciales et les institutions financières, ainsi qu'un appui au financement du commerce pour les banques locales.

En soutenant le financement du commerce, IFC et la MIGA complètent les efforts plus larges déployés par le Groupe de la Banque pour garantir la préservation des chaînes d'approvisionnement mondiales, en particulier en ce qui concerne la production et la distribution de fournitures médicales vitales. Nous nous sommes mobilisés rapidement pour aider les pays à se procurer ces fournitures en contactant les fournisseurs au nom des États. Nous avons aussi mis en garde les États contre les mesures protectionnistes, qui peuvent réduire l'offre mondiale, entraîner une hausse des prix et empêcher les pays en développement d'obtenir les fournitures dont ils ont besoin.

La Banque, de concert avec le Fonds monétaire international (FMI), a appelé à la suspension des remboursements de la dette bilatérale des pays IDA afin de s'assurer que ceux-ci disposent des liquidités nécessaires pour relever les défis posés par la pandémie et permettre d'évaluer leurs besoins de financement. Le 15 avril, répondant favorablement à cet appel, les dirigeants des pays du G20 ont rendu public un accord d'allègement du poids de la dette portant suspension des paiements bilatéraux du service de la dette par les pays pauvres à compter du 1^{er} mai. Dans son allocution à l'adresse du Comité du développement lors des Réunions de printemps virtuelles du Groupe de la Banque et du FMI, le Président David Malpass a salué cet acte historique en déclarant que l'allègement de la dette était une très bonne initiative à effet rapide qui sera réellement bénéfique aux populations des pays pauvres.

En juin 2020, le Conseil des Administrateurs a approuvé un document d'orientation qui présentait en détail notre riposte face à la pandémie de COVID-19. Intitulé *Saving Lives, Scaling-up Impact and Getting Back on Track*, ce document explique comment nous organisons notre réponse à la crise en trois phases : secours, restructuration et relèvement résilient. La première consiste à apporter une réponse d'urgence aux effets sanitaires, sociaux et économiques immédiats de la COVID-19. Ensuite, pendant que les pays maîtrisent la pandémie et commencent à reprendre l'activité économique, la phase de restructuration consiste à renforcer les systèmes de santé en vue de crises futures, à restaurer les conditions de vie et les moyens de subsistance des populations par l'éducation, l'emploi et l'accès aux soins de santé, et à aider les entreprises et les institutions financières à retrouver une assise solide. La phase de relèvement résilient consiste à aider les pays à bâtir un avenir plus durable, inclusif et résilient dans un monde transformé par la pandémie.

Nous continuerons de fournir un soutien à une échelle et une vitesse sans précédent, tout en concentrant nos efforts pour obtenir le plus grand impact possible et en préservant notre capacité financière pour assurer une réponse vigoureuse. Œuvrant au niveau de toutes les institutions du Groupe de la Banque, nous continuerons de rechercher la bonne combinaison de solutions des secteurs public et privé et de collaborer avec les clients et les partenaires pour lutter contre la pandémie.

Malgré l'ampleur sans précédent de la crise et la façon dont nous avons recentré notre soutien aux pays, notre mission à long terme reste inchangée. Nous restons attachés à nos objectifs, à savoir mettre fin à l'extrême pauvreté et stimuler une prospérité partagée de manière durable. Pour y parvenir, nous nous emploierons à aider les pays à œuvrer pour un relèvement résilient après la pandémie et, à terme, à assurer une reconstruction en plus solide.



NIGÉRIA : 50 millions de dollars

de prêt d'IFC à une banque nationale pour aider à accorder des prêts aux petites et moyennes entreprises afin qu'elles puissent poursuivre leurs activités et préserver les emplois, dans le cadre des efforts continus de soutien à un relèvement résilient.



MONGOLIE : 27 millions de dollars

de financement de la Banque mondiale pour la formation de médecins, infirmiers et personnel paramédical des services d'urgence, l'achat de matériel et fournitures médicaux et de laboratoire, la remise en état des structures de santé et le renforcement de la capacité du pays à répondre aux crises sanitaires.



RÉPUBLIQUE KIRGHIZE : 12 millions de dollars

de financement de la Banque mondiale pour le renforcement des capacités des équipes d'intervention rapide, des hôpitaux et des laboratoires en octroyant des fournitures médicales et de laboratoire, du matériel de soins intensifs et des fonds de préparation préalable aux hôpitaux.

COLOMBIE : 385 millions de dollars

de garanties de la MIGA pour soutenir le financement à court terme de très petites, petites et moyennes entreprises éprouvant des difficultés d'accès au crédit en raison de la pandémie.



YÉMEN : 27 millions de dollars

de financement de la Banque mondiale pour aider le pays à limiter la propagation de la COVID-19 et à atténuer les risques qui y sont associés, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).



INDE : 2,8 milliards de dollars

de financement de la Banque mondiale pour le renforcement des services de santé, l'appui aux petites et moyennes entreprises et l'amélioration de la protection sociale des plus pauvres et vulnérables, en particulier les femmes et les travailleurs migrants.



LES INSTITUTIONS DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de financement et de savoir pour les pays en développement. Il est composé de cinq institutions qui partagent la détermination à lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir le développement durable.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) prête aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables.

L'Association internationale de développement (IDA) accorde des financements à des conditions extrêmement favorables aux gouvernements des pays les plus pauvres.

La Société financière internationale (IFC) fournit des prêts et des services-conseil et procède à des prises de participation afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) fournit des assurances contre les risques politiques et des services d'amélioration des termes du crédit aux investisseurs et prêteurs afin de favoriser les investissements directs étrangers dans les économies émergentes.

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) fournit des facilités internationales pour l'arbitrage et le règlement des différends liés aux investissements.

FINANCEMENTS ACCORDÉS PAR LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE À SES PAYS PARTENAIRES

TABLEAU 1
ENGAGEMENTS, DÉCAISSEMENTS ET ÉMISSIONS BRUTES DE GARANTIES
DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
PAR EXERCICE, EN MILLIONS DE DOLLARS

	2016	2017	2018	2019	2020
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE					
Engagements ^a	64 185	61 783	66 868	62 341	77 078
Décaissements ^b	49 039	43 853	45 724	49 395	54 367
BIRD					
Engagements ^c	29 729	22 611	23 002	23 191	27 976
Décaissements	22 532	17 861	17 389	20 182	20 238
IDA					
Engagements ^c	16 171	19 513 ^d	24 010 ^e	21 932 ^e	30 365 ^e
Décaissements	13 191	12 718 ^d	14 383	17 549	21 179 ^e
IFC					
Engagements ^f	11 117	11 854	11 629	8 920	11 135
Décaissements	9 953	10 355	11 149	9 074	10 518
MIGA					
Emissions brutes	4 258	4 842	5 251	5 548	3 961
FONDS FIDUCIAIRES EXÉCUTÉS PAR LES BÉNÉFICIAIRES					
Engagements	2 910	2 962	2 976	2 749	3 641
Décaissements	3 363	2 919	2 803	2 590	2 433

a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC et les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires, ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Étant donné que les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires englobent tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le montant total des engagements du Groupe de la Banque mondiale est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle, lequel ne se rapporte qu'à un sous-ensemble d'activités exécutées au moyen de fonds fiduciaires.

b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires.

c. Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées approuvées durant le même exercice.

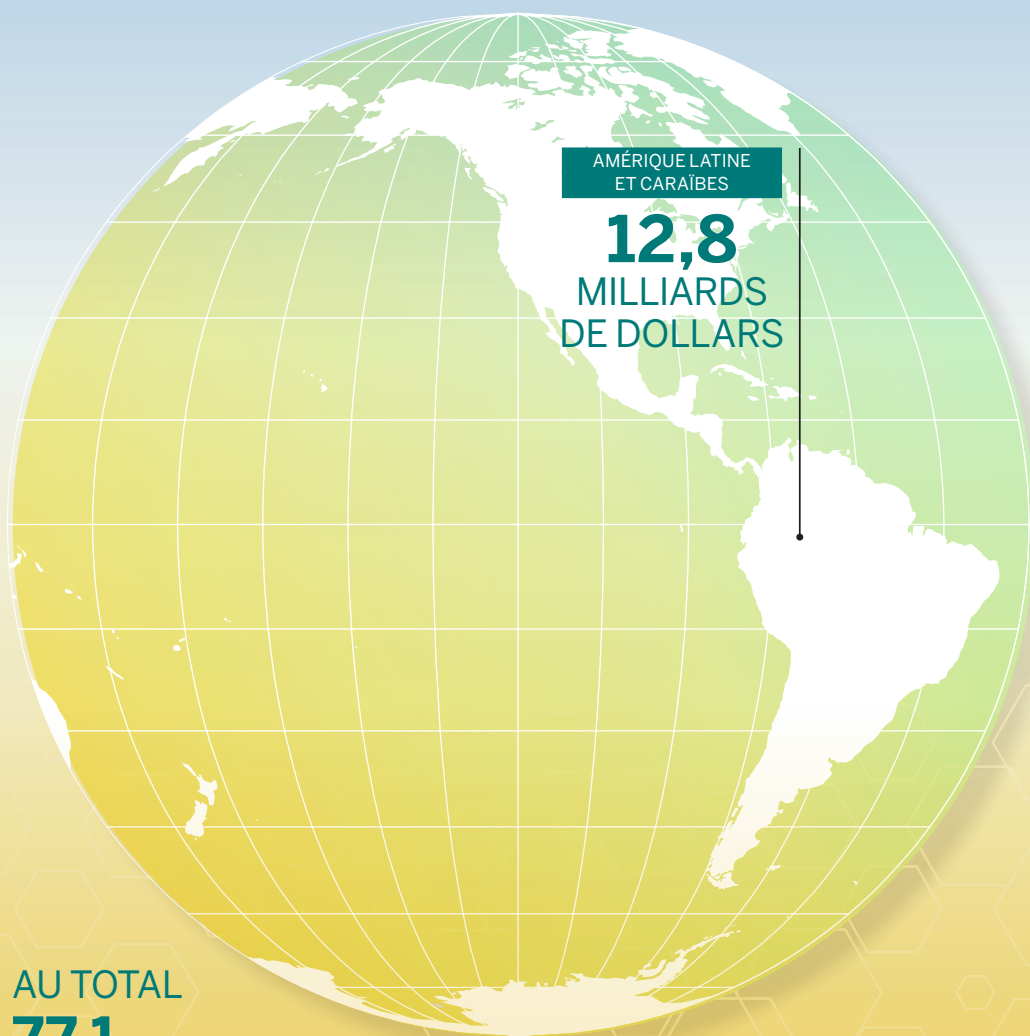
d. Ces chiffres incluent l'engagement et le décaissement au titre d'un don de 50 millions de dollars pour le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

e. Les engagements et décaissements n'incluent pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé d'IFC et de la MIGA.

f. Engagements à long terme pour le propre compte d'IFC. N'inclut pas les financements à court terme ou les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

ENGAGEMENTS MONDIAUX

Le Groupe de la Banque mondiale a prêté soutien aux pays en développement au cours de l'exercice 20 en obtenant des résultats pour les clients, en mobilisant des partenaires clés et en faisant face à une pandémie et à un défi économique mondial sans précédent.



de prêts, dons, prises de participation et garanties en faveur de pays partenaires et d'entreprises privées.

Le montant total inclut les opérations multirégionales et mondiales. La répartition par région tient compte de la classification des pays par la Banque mondiale.



EUROPE ET ASIE CENTRALE

9,2
MILLIARDS
DE DOLLARS

ASIE DE L'EST
ET PACIFIQUE

10,5
MILLIARDS
DE DOLLARS

4,8
MILLIARDS
DE DOLLARS

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE
DU NORD

14,4
MILLIARDS
DE DOLLARS

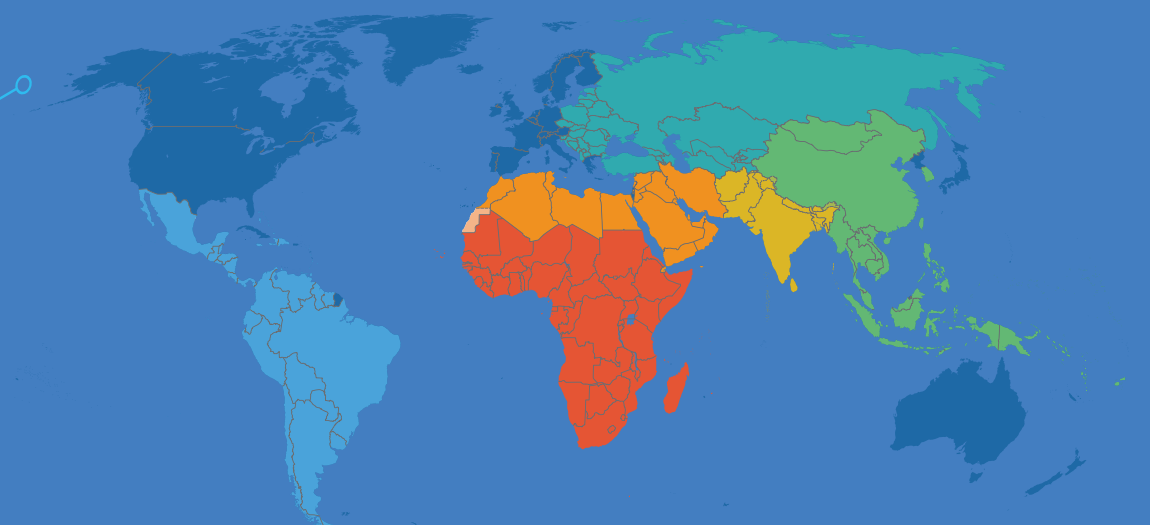
ASIE DU SUD

25,4
MILLIARDS
DE DOLLARS

AFRIQUE
SUBSAHARIENNE



PERSPECTIVES RÉGIONALES



La Banque mondiale opère à partir de 145 représentations nationales dans le monde. Cette présence accrue sur le terrain aide l'institution à mieux comprendre ses partenaires dans ces pays, à travailler plus efficacement avec eux et à leur fournir plus rapidement les services dont ils ont besoin. Quatre-vingt-seize pour cent des directeurs des opérations et chefs-pays et 46 % des agents de la Banque sont en poste dans des pays des six régions géographiques. La section suivante présente des exemples remarquables de l'aide apportée aux pays durant l'exercice 20.



AFRIQUE

L'INSTABILITÉ DE LA CONJONCTURE MONDIALE DUE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

a un impact négatif sur l'Afrique subsaharienne. Les effets sanitaires, économiques et sociaux coûtent à la région entre 37 et 79 milliards de dollars de pertes de production en 2020, réduisent la productivité agricole, fragilisent les chaînes d'approvisionnement, limitent les perspectives d'emploi et réduisent les envois de fonds, autant de facteurs qui contribuent à l'incertitude. En outre, des essaims de criquets pèlerins sans précédent perturbent la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance en Afrique de l'Est. La croissance économique devrait se contracter, de 2,4 % en 2019 à entre -2,1 et -5,1 % en 2020, entraînant ainsi la première récession de la région en 25 ans. La pandémie est susceptible de plonger des millions de ménages dans la pauvreté et pourrait déclencher une crise alimentaire, la production agricole africaine pouvant connaître un recul de l'ordre de 2,6 à 7 %. Étant que pratiquement 90 % des travailleurs de la région occupent des emplois informels, nous entendons également aider les pays à leur apporter l'appui dont ils ont besoin.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 20, la Banque a approuvé des prêts d'un montant de 20,8 milliards de dollars pour la région Afrique au titre de 156 opérations, dont 1,7 milliard de dollars d'engagements de la BIRD et 19,1 milliards de dollars d'engagements de l'IDA. Les revenus générés par les accords de services de conseil remboursables conclus avec huit pays s'élevaient à 11 millions de dollars.

Nous entendons aider la région à promouvoir le capital humain, autonomiser les femmes, tirer parti des technologies numériques pour le commerce et l'efficacité de l'administration publique, préserver les investissements publics et mobiliser des financements privés dans des secteurs essentiels, encourager la création d'emplois et s'attaquer aux facteurs et aux effets du changement climatique et des conflits.

Durant l'exercice 20, en riposte à la COVID-19, la Banque a approuvé 28 nouvelles opérations (493 millions de dollars) et réaffecté des financements de 27 projets existants (476 millions de dollars) pour l'Afrique dans le cadre du Programme stratégique mondial de préparation et de riposte.

Stimuler le potentiel de l'Afrique à travers sa population

En avril 2019, nous avons procédé au lancement du Plan pour le capital humain en Afrique, qui définit des objectifs et des engagements pour doper le potentiel de la région à travers son capital humain — la santé, les connaissances, les compétences et la résilience de ses habitants. Le plan vise à réduire la mortalité infantile et le retard de croissance et à améliorer les résultats d'apprentissage des enfants de 20 %. Il vise également à fournir une protection sociale à 13 millions de personnes supplémentaires, à autonomiser les femmes, à réduire les taux de fécondité des adolescents et à améliorer les pratiques d'assainissement.

Depuis le lancement du plan, nous avons doublé nos engagements en vue d'améliorer les résultats en matière de capital humain dans la région, dont 2,2 milliards de dollars pour l'autonomisation des femmes. Le projet sur l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel touchera bientôt neuf pays, pour un financement de la Banque de 675 millions de dollars. Ce projet phare aide à autonomiser les femmes et les filles dans la région du Sahel en améliorant leur accès à l'éducation et à des soins de santé de qualité, en augmentant les possibilités d'emploi et en mobilisant les chefs religieux et les dirigeants des communautés pour amplifier ces résultats. À ce jour, il a permis d'aider plus de 100 000 filles à aller à l'école, de former plus de 6 600 sages-femmes et de dispenser une formation professionnelle à près de 100 000 femmes.

Soutenir une gouvernance inclusive et transformer les économies

Le travail que nous entreprenons sur la gouvernance et l'inclusion consiste à permettre la fourniture efficace et sans exclusive des services publics et la mise en place d'institutions et de systèmes résilients face aux pressions économiques, sociales et environnementales. Nous aidons les pays à créer des conditions propices à l'investissement et à assurer la continuité des services gouvernementaux, en favorisant ainsi les progrès vers le développement durable.

TABLEAU 2 AFRIQUE

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 18-20

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 18	EX. 19	EX. 20
BIRD	1 120	820	1 725	734	690	1 087
IDA	15 411	14 187	19 095	8 206	10 190	13 373

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2020 : 88,2 milliards de dollars.

Par ailleurs, la technologie ayant affecté la manière dont les gouvernements fonctionnent et interagissent avec les citoyens, la transparence et la prestation des services s'en trouvent améliorées.

Nous mettons à profit toutes les sources de financement et de compétences pour contribuer à créer un environnement propice pour les investisseurs, en particulier ceux du secteur privé. Cette approche offrira davantage de possibilités aux pouvoirs publics et aux entreprises pour développer les infrastructures essentielles, élargir l'accès aux services numériques et créer des emplois. En outre, nous œuvrons de concert avec les pays à la réalisation d'une transition rapide vers l'économie numérique, susceptible de stimuler la productivité, d'accroître l'inclusion financière et de créer des emplois. La région s'emploie à connecter tous les individus, entreprises et gouvernements africains à l'Internet d'ici à 2030.

En mars 2020, la Somalie a commencé à bénéficier d'un allègement de sa dette dans le cadre de l'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), dont le but est d'aider le pays à réduire sa dette en la ramenant de 5,2 milliards de dollars à la fin de 2018 à 557 millions de dollars une fois qu'il aura atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTÉ dans environ trois ans. La Banque a joué un rôle important en aidant la Somalie à atteindre cette étape, notamment en octroyant 140 millions de dollars de dons pour l'apurement avant arriérés durant l'exercice 19 et 475 millions de dollars au titre du financement à l'appui de la politique de développement pour renforcer les moyens d'action de l'État, la gestion financière et la transparence, et pour promouvoir une croissance inclusive tirée par le secteur privé.

S'attaquer aux facteurs de fragilité et de conflit

La lutte contre la fragilité, le conflit et la violence est une priorité du Plan pour le capital humain de la région, car ces problèmes continuent de freiner les opportunités. L'accès à l'éducation et à la formation professionnelle étant limité, de nombreux jeunes ont peu de compétences commercialisables. Le secteur privé connaît une croissance atone, ce qui offre peu de possibilités aux demandeurs d'emploi. Par ailleurs, les problèmes de sécurité limitent l'offre et la qualité de la prestation des services publics.

Durant l'exercice 20, nous avons investi 2,5 milliards de dollars dans les pays touchés par la fragilité, le conflit et la violence. En République centrafricaine, pays qui connaît des cycles de violence et de conflit depuis son accession à l'indépendance en 1960, nous avons contribué à renforcer la gouvernance, la gestion des finances publiques et la prestation de services suite à la signature d'un accord de paix en février 2019. Nous avons aussi produit un travail analytique décrivant les moyens propres à permettre au pays de réaliser une croissance inclusive, notamment en améliorant les services publics, en renforçant le contrat social, en élargissant l'assiette fiscale et en modernisant le régime fiscal.

Forts de ces progrès, nous réaliserons davantage d'investissements et d'interventions de haute qualité, y compris l'octroi de financements supplémentaires au titre d'IDA-19 à l'appui de programmes transfrontaliers au Sahel, dans la région du lac Tchad et dans la Corne de l'Afrique. Ces efforts porteront également sur les différents risques et opportunités auxquels font face les femmes et les hommes dans les situations de fragilité, de conflit et de violence.

Soutenir l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets

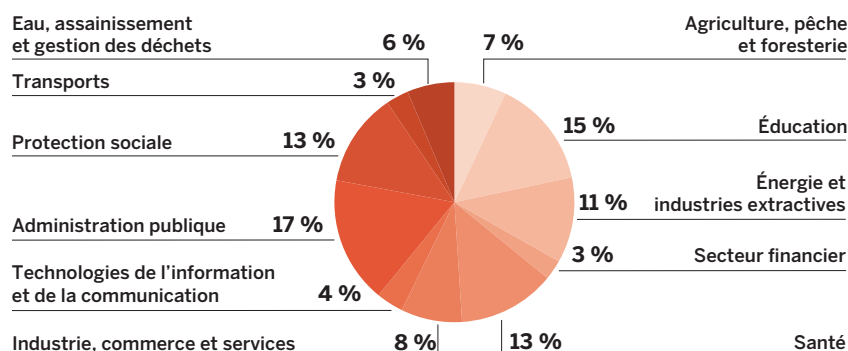
Les pauvres en Afrique étant les plus durement touchés par le changement climatique, les investissements dans la résilience climatique sont une priorité absolue. La région a fixé de nouveaux objectifs en vue d'appuyer la gestion intégrée du paysage de plus de 60 millions d'hectares dans 20 pays, d'améliorer les moyens de subsistance de 10 millions d'agriculteurs grâce à une agriculture climato-intelligente et d'augmenter la capacité de production d'énergie renouvelable de 28 à 38 gigawatts.

Le Business plan pour le climat en Afrique (ACBP), lancé en 2015, et sa version actualisée reposent sur l'engagement du Groupe de la Banque à intégrer le climat dans le développement. Au mois de décembre 2019, plus de 30 milliards de dollars de financement de la Banque avaient été fournis à l'appui de 312 projets, dépassant l'objectif de mobilisation des ressources du plan pour 2020. Le plan actualisé s'appuie sur les réalisations et les enseignements du plan original pour promouvoir une vision audacieuse de l'action climatique à grande échelle.

FIGURE 1 AFRIQUE

PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 20

PART DU TOTAL DE : 20,8 MILLIARDS DE DOLLARS















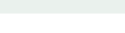






Redoubler d'efforts pour soutenir l'intégration régionale en Afrique

Le Groupe de la Banque élargit son soutien à l'intégration régionale, notamment en favorisant les liens avec l'Afrique du Nord, afin de répondre aux principales priorités des 54 pays du continent. Nos efforts visent principalement à : renforcer la connectivité grâce au développement des infrastructures dans les secteurs des transports, de l'énergie et de la technologie numérique ; soutenir le commerce et créer des marchés ; améliorer le capital humain en offrant des possibilités de perfectionnement des compétences, autonomiser les femmes et gérer les maladies et les pandémies ; et promouvoir la résilience par une action touchant l'agriculture et l'élevage, la sécurité alimentaire, le changement climatique, les déplacements de populations et les eaux transnationales. Nous entendons aussi lutter contre les facteurs de fragilité dans la Corne de l'Afrique, la région du lac Tchad et le Sahel.

Le Programme régional de renforcement des systèmes de surveillance des maladies, couvrant 16 pays, fournit 629 millions de dollars de financement. Il renforce les systèmes de santé et la collaboration entre pays en vue de détecter les flambées de maladies transmissibles et d'y riposter. La Banque a aussi fourni 250 millions de dollars pour aider l'Éthiopie, la Zambie et l'Union africaine à mettre en œuvre le projet des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies, afin de lutter contre la propagation des maladies infectieuses et de résoudre les problèmes de santé publique régionaux et continentaux. Les deux projets ont à ce jour mobilisé des ressources pour aider les pays à acquérir du matériel de laboratoire et à accroître leurs capacités pour faire face à la pandémie de COVID-19.

Les essaims de criquets pèlerins compromettent la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de millions de personnes dans la région. Nous aidons les pays à répondre à cette menace par le biais du Programme d'intervention d'urgence antiacridienne de 500 millions de dollars, qui fournit un soutien à la surveillance et à la lutte contre des populations acridiennes, aide les populations à protéger leurs actifs et à faire face aux effets économiques, et renforce les systèmes nationaux de préparation. Ce programme a fourni un financement à l'Éthiopie, au Kenya, à l'Ouganda et à la Somalie pour soutenir leur riposte.

TABEAU 3 AFRIQUE : LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	DONNÉES			TENDANCE
	2000	2010	ACTUELLES ^a	
Population totale (millions)	664	868	1 106	
Croissance démographique (% annuel)	2,7	2,8	2,7	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	550	1 434	1 536	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	0,8	2,6	(0,4)	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	388 ^b	405	420	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	52	58	63	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	49	55	60	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	565	765	848	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	55,4 ^b	46,6	42,3	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et services	9	3	8	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	84	85	86	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	78	76	74	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	153	101	78	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	54	68	69	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	<1	7	25	
Accès à l'électricité (% de la population)	26	34	48	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	73	72	70	
Personnes utilisant les services d'eau au moins de base, 2015 (en % de la population)	23	27	31	
Personnes utilisant au moins des services d'eau de base (% de la population)	46	55	61	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2013 et 2019 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002. Pour les estimations de la pauvreté, voir les groupes régionaux à l'adresse <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/data.aspx>.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/afr.

Soutenir les réfugiés et les communautés d'accueil en Ouganda

AVEC 1,4 MILLION DE RÉFUGIÉS SUR SON TERRITOIRE, l'Ouganda est le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés en Afrique et le troisième au monde. Bien que les politiques du pays en matière de protection des réfugiés figurent parmi les plus progressistes et les plus généreuses du monde, les réfugiés éprouvent des difficultés pratiques à se procurer des moyens de subsistance et à obtenir des services sociaux, en partie en raison de leur présence prolongée et de la fluidité des nouveaux arrivants. Du fait de ces tendances, la demande de services locaux dans les zones d'accueil et dans les communautés, qui sont elles-mêmes mal desservies, a augmenté, d'où la nécessité d'investissements à long terme.

La Banque soutient l'Ouganda à travers le Projet sur la réponse aux effets des déplacements par le développement, d'une valeur de 150 millions de dollars, qui a obtenu un financement du sous-guichet de l'IDA pour l'aide aux réfugiés et aux communautés d'accueil. Le projet améliore l'accès aux services sociaux de base, élargit les opportunités économiques et modernise les infrastructures sociales et économiques. En outre, il soutient la gestion des ressources naturelles et la régénération de l'environnement.

Couvrant les 14 districts qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés en Ouganda, le projet a une plus grande empreinte dans le nord, où l'accent est mis sur le passage d'une intervention d'urgence à une perspective à moyen terme ; dans l'ouest et le sud-ouest, il se concentre sur l'amélioration des opportunités économiques et l'intégration des systèmes de prestation de services au niveau du district et au niveau national. Un mécanisme de réponse aux crises de déplacement fournit un financement qui permet au gouvernement d'étendre rapidement les services d'éducation, de santé et d'approvisionnement en eau aux communautés pauvres et vulnérables susceptibles de faire face à un afflux rapide de réfugiés.

À Koboko, dans le nord-ouest de l'Ouganda, nous atténuons les effets du surpeuplement et améliorons l'environnement d'apprentissage dans l'école primaire de Lobule en construisant de nouvelles salles de classe, avec des améliorations telles que des réservoirs de récupération des eaux de pluie, un meilleur éclairage et des latrines vidangeables. Au total, environ 80 installations ont été construites et près de 100 sont en construction ; elles comprennent des salles de classe équipées de meubles modernes, des maisons d'enseignants, des centres de santé, des latrines publiques, des réservoirs de collecte d'eau et des cliniques vétérinaires. Le projet aide également à réhabiliter les terres dégradées, à améliorer la durabilité des sources d'eau et à entretenir des terres cultivées fertiles et des forêts. Les rénovations deviennent de plus en plus conviviales, du fait de l'utilisation d'énergies de substitution, notamment l'énergie solaire pour l'éclairage et le pompage de l'eau, et de meilleurs fourneaux domestiques.

Pour aider les réfugiés et les communautés d'accueil à prospérer, un programme sur les moyens de subsistance aide à créer, développer et améliorer les possibilités propres à permettre aux populations d'obtenir un revenu, notamment dans l'agriculture à valeur ajoutée, la pêche et la production de charbon de bois et de briques.

Le projet fait partie d'une initiative régionale plus vaste visant à soutenir les communautés accueillant des réfugiés à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda. Grâce à une approche de développement axée sur la communauté, il garantit la participation et l'engagement des citoyens dans la définition et la hiérarchisation des sous-projets qui répondent aux besoins urgents de la communauté ; ainsi, il autonomise non seulement la communauté, mais aussi les institutions de base et les organismes publics décentralisés. Le projet vise également à lutter contre les risques sociaux sous-jacents, notamment la violence sexiste et la violence contre les enfants. L'objectif primordial est de renforcer la cohésion sociale entre les réfugiés et les communautés d'accueil, d'améliorer la responsabilité sociale et d'intégrer les programmes humanitaires et de développement dans l'intérêt de tous.



ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

MÊME AVANT LA PANDÉMIE DE COVID-19, la croissance dans la région Asie de l'Est et Pacifique marquait un ralentissement, de 6,3 % en 2018 à 5,9 % en 2019. En Chine, la croissance a été ramenée de 6,6 % en 2018 à 6,1 % en 2019 ; dans les autres pays en développement d'Asie de l'Est et du Pacifique, elle a décliné de 5,2 % en 2018 à 4,7 % en 2019. La croissance dans la région devrait ralentir à 0,5 % en 2020, selon l'édition de juin du rapport *Perspectives économiques mondiales* de la Banque. Les risques d'assombrissement des perspectives demeurent résolument prépondérants. Il s'agit notamment d'une pandémie qui dure plus longtemps que prévu, des tensions financières prolongées et d'une contraction du commerce mondial plus prononcée et plus longue que prévu, aggravée par la recrudescence des différends commerciaux.

En 2019, le nombre estimé de pauvres (personnes disposant de moins de 5,50 dollars par jour pour vivre) dans les pays en développement d'Asie de l'Est et du Pacifique (hors Chine) était de 271 millions ; la Chine en comptait environ 225 millions, même si elle représente environ 65 % de la population totale des pays en développement de l'Asie de l'Est. Ceci étant, les effets économiques de la COVID-19 pourraient entraîner une augmentation considérable de la pauvreté dans la région.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 20, la Banque mondiale a approuvé une enveloppe de 7,3 milliards de dollars au titre de 77 opérations dans la région, dont 4,8 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 2,5 milliard de dollars d'engagements de l'IDA. Nous avons également signé des accords de conseil remboursables avec trois pays pour un montant total de 4 millions de dollars.

La Banque mondiale intervient principalement dans trois domaines dans la région : le capital humain et l'inclusion, la croissance tirée par le secteur privé, et la résilience et la durabilité.

Durant l'exercice 20, en riposte à la COVID-19, la Banque a approuvé 11 nouvelles opérations (500 millions de dollars) et réaffecté des financements de neuf projets existants (42 millions de dollars) pour la région Asie de l'Est et Pacifique dans le cadre du Programme stratégique mondial de préparation et de riposte.

Développer le capital humain et promouvoir l'inclusion économique

La promotion du capital humain est une priorité pour l'Indonésie, où nous fournissons 600 millions de dollars à l'appui du programme gouvernemental baptisé *Family Hope* pour renforcer les systèmes d'assistance sociale et aider à rompre le cycle de la pauvreté dans certaines des communautés les plus pauvres du pays. Le programme fournit des transferts monétaires conditionnels et encourage un changement de comportement auprès de 10 millions de familles afin de promouvoir l'investissement dans l'éducation et la santé de leurs enfants. Nous soutenons également le Projet de renforcement institutionnel pour une meilleure prestation de services dans les villages afin d'aider à garantir la dépense efficace des quelque 8 milliards de dollars de transferts budgétaires destinés à environ 75 000 villages, touchant près de 176 millions d'Indonésiens. Pendant la pandémie de

TABLEAU 4 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 18-20

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 18	EX. 19	EX. 20
BIRD	3 981	4 030	4 770	3 476	5 048	4 679
IDA	631	1 272	2 500	1 252	1 282	1 589

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2020 : 35,5 milliards de dollars.

COVID-19, les autorités publiques utilisent ces fonds pour soutenir les revenus, fournir des informations sur la santé et apporter une aide aux communautés afin d'atténuer les effets sanitaires, économiques et sociaux de la crise.

En République démocratique populaire lao, les taux de malnutrition maternelle et infantile représentent une perte de capital humain susceptible de coûter environ 2,4 % du PIB par an. Une enfant née en RDP lao aujourd'hui ne sera productive qu'à 45 % de son plein potentiel si elle bénéficiait d'une éducation complète et de la pleine santé. Nous soutenons une approche multisectorielle à long terme pour lutter contre la malnutrition en menant plusieurs opérations complémentaires dans les provinces qui souffrent de taux de retard de croissance supérieurs à 40 %.

Aux Philippines, nous soutenons le Projet de développement rural à hauteur de 570 millions de dollars pour aider à augmenter les revenus ruraux et améliorer la productivité des exploitations agricoles et des pêcheries dans tout le pays. Le projet a fourni à environ 323 500 personnes — dont 46 % de femmes — l'accès à des routes reliant les exploitations agricoles aux marchés, à des installations d'irrigation, à de l'eau potable, à des projets d'entreprise agricole et à des activités de conservation des ressources côtières et marines. Il ressort des enquêtes que le revenu des ménages des agriculteurs et des pêcheurs qui ont bénéficié de ces initiatives a augmenté de 36 % en moyenne.

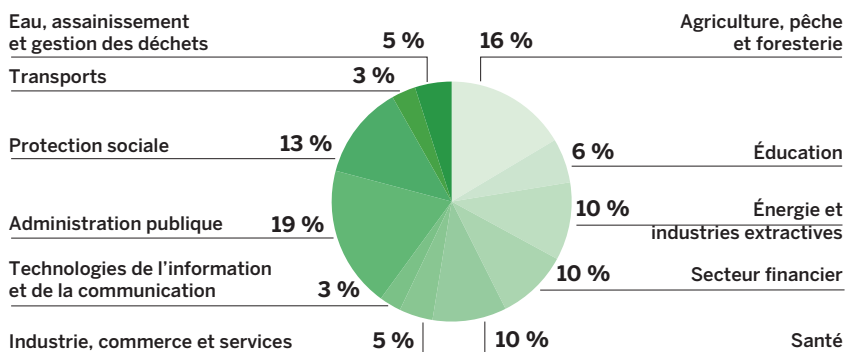
Promouvoir une croissance tirée par le secteur privé

Pour la croissance durable de la région, il est essentiel d'offrir plus d'opportunités au secteur privé et de créer un cadre propice à l'investissement et l'innovation. La Banque aide des pays comme les Fidji, l'Indonésie et les Philippines à mettre en œuvre des réformes qui favorisent la croissance du secteur privé. Nous fournissons également des services de conseil pour aider des pays comme la Chine, la Malaisie et la Thaïlande à améliorer l'environnement des affaires. Nous promovons l'esprit d'entreprise et l'innovation à travers des politiques et des programmes qui soutiennent les très petites, petites et moyennes entreprises aux Philippines, ainsi que des investissements dans la compétitivité et le commerce en RDP lao et au Myanmar. Nous aidons à élargir l'accès au financement en mettant en œuvre le Programme Fintech de Bali afin que les pays puissent tirer parti des avantages de la technologie financière — la fintech — tout en gérant les risques potentiels. Nous menons également des évaluations de la technologie financière aux Philippines et au Viet Nam et promovons l'accès au crédit pour les agriculteurs et les petites et moyennes entreprises au Cambodge et dans l'État indépendant des Samoa.

Renforcer la résilience et la durabilité



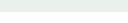


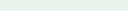



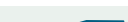
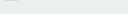


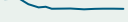


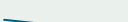
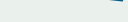

Les pays de la région sont fortement exposés aux effets du changement climatique, mais ils innovent pour accélérer l'atténuation. Nous travaillons avec la Chine pour promouvoir une croissance sobre en carbone en soutenant le système national d'échange de droits d'émissions, la réforme du secteur de l'électricité et les mécanismes de lutte contre la pollution atmosphérique basés sur les résultats. Par ailleurs, nous soutenons des réformes en RDP lao et au Viet Nam grâce à un financement à l'appui des politiques de développement axé sur la croissance verte et l'action climatique et aidons la Thaïlande et le Viet Nam à réaliser des travaux d'analyse et de conseil sur la tarification du carbone.

FIGURE 2 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE
PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 20
 PART DU TOTAL DE : 7,3 MILLIARDS DE DOLLARS



Grâce à des mécanismes de financement innovants, nous aidons les pays à investir dans une agriculture climato-intelligente pour garantir la sécurité alimentaire et dans des infrastructures climato-intelligentes pour s'assurer qu'elles peuvent résister aux phénomènes météorologiques extrêmes. Le delta du Mékong, densément peuplé et de faible altitude, est l'épicentre de la vulnérabilité du pays au changement climatique. Il abrite 20 millions de personnes, dont beaucoup sont tributaires de la riziculture pour leur subsistance. Le Projet intégré de résilience climatique et de moyens de subsistance durables de 310 millions de dollars œuvre en faveur de la transition vers des méthodes de gestion de l'eau et des terres plus résilientes au changement climatique, tout en améliorant le bien-être économique des communautés rurales. Il introduit également une planification climato-intelligente intégrée dans la région du delta.

TABLEAU 5 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE : LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	DONNÉES			TENDANCE
	2000	2010	ACTUELLES ^a	
Population totale (millions)	1 816	1 966	2 094	
Croissance démographique (% annuel)	1,0	0,7	0,6	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	911	3 759	8 299	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	6,4	9,0	5,2	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	550 ^b	219	28	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	72	75	78	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	68	71	73	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	4 189	10 004	11 421	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	29,7 ^b	11,2	1,3	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et services	8	2	1	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	82	79	78	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	62	54	47	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	42	23	16	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	92	96	98	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	2	29	51	
Accès à l'électricité (% de la population)	92	95	98	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	32	16	16	
Personnes utilisant les services d'eau au moins de base, 2015 (en % de la population)	56	72	82	
Personnes utilisant au moins des services d'eau de base (% de la population)	80	88	92	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2013 et 2019 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002. Pour les estimations de la pauvreté, voir les groupes régionaux à l'adresse <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/data.aspx>.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/eap.

Comblent le fossé numérique aux Tonga

DEPUIS 2011, LE PROGRAMME DE CONNECTIVITÉ RÉGIONALE POUR LE PACIFIQUE

de la Banque travaille avec les gouvernements des pays du Pacifique pour accroître l'accès aux technologies de l'information et des communications (TIC) et en améliorer l'accessibilité financière, la fiabilité et la qualité. Aux Tonga, pays géographiquement éloigné comptant 176 îles réparties sur 700 000 kilomètres carrés de l'océan Pacifique Sud, la première phase a eu des effets positifs considérables.

Avant le programme, les Tonga dépendaient de liaisons par satellite onéreuses pour la connectivité Internet, qui n'était accessible qu'à 2 % de la population. L'accès au haut débit était encore plus faible (0,9 %). Cette capacité limitée ne pouvait pas répondre aux demandes croissantes d'une population à la recherche d'une meilleure connectivité pour les affaires et le commerce, la santé, l'éducation et la communication avec la diaspora du pays.

En investissant dans les infrastructures et l'assistance technique, le programme a profité à plus de 101 000 personnes, dont près de 20 000 dans les deux principales îles extérieures de Ha'apai et Vava'u. Il a réduit les coûts de la connectivité internationale et renforcé le cadre réglementaire des télécommunications, ce qui a amélioré l'environnement propice aux TIC, favorisé une concurrence plus saine sur le marché et amélioré l'accès aux infrastructures et aux services gouvernementaux et de santé. Le coût de détail moyen de l'Internet à large bande a diminué de 97 % et le coût moyen par minute des appels téléphoniques internationaux de 37 %. Cet effort a permis de réduire considérablement les prix de gros du haut débit et de multiplier par 118 la bande passante Internet internationale disponible, à 4 400 mégabits par seconde. Le programme a également permis de financer la construction d'un réseau de 1 217 kilomètres de câbles sous-marins à fibre optique, reliant les Tonga et les Fidji, ainsi que l'île principale des Tonga à Ha'apai et Vava'u.

Les effets positifs s'en ressentent au-delà des télécommunications. « Ce câble à fibre optique permettra à nos médecins de communiquer plus facilement avec les agents de santé d'autres îles et avec des médecins à l'étranger », a expliqué D^{re} Paula Vivili, directrice de la santé publique de la Communauté du Pacifique et seul chirurgien oculaire des Tonga. Elle a ajouté : « La visioconférence nous offre de grandes possibilités, en particulier en tant que pays insulaire reculé. Des spécialistes internationaux peuvent ainsi nous joindre et fournir des conseils et des avis immédiats pendant une opération, ce qui réduit quelque peu la pression sur notre équipe ici. »

Pour promouvoir la participation du secteur privé, le projet a prêté concours pour la privatisation partielle de l'opérateur de câble monopoliste du pays en vendant 16,7 % de la société à un opérateur privé. Il a également contribué à l'élaboration de la loi sur les communications, adoptée en 2016.

Cette double approche consistant à fournir des infrastructures essentielles et à renforcer l'environnement réglementaire est désormais reproduite aux Fidji, à Kiribati, dans les États fédérés de Micronésie, aux Palaos, aux Samoa et à Tuvalu. L'amélioration de la connectivité a jeté les bases du nouveau Projet d'appui à l'administration numérique des Tonga, qui vise à améliorer l'accès aux services gouvernementaux et à renforcer l'accès numérique, l'efficacité et la sécurité dans la fonction publique.



EUROPE ET ASIE CENTRALE

LA CROISSANCE RÉGIONALE A RALENTI À ENVIRON 2,2 % EN 2019, reflétant la faiblesse des deux plus grandes économies de la région, à savoir la Russie et la Turquie. Elle devrait enregistrer un taux négatif en 2020 à la suite de la pandémie de COVID-19. Si les incidences économiques de la COVID-19 sont, dans une large mesure, incertaines, il ressort des scénarios que la croissance régionale reculera de -4,7 % en 2020 avant de rebondir en 2021, à mesure que des politiques sont mises en œuvre, que les cours mondiaux des produits de base se redressent et que le commerce se renforce.

La pandémie survient à une période déjà fragile pour les économies des pays émergents et en développement d'Europe et d'Asie centrale. Depuis février, la région a dû livrer une bataille acharnée face à la crise sanitaire immédiate et aux problèmes à long terme causés par la pandémie. La plupart des économies connaissent d'importantes perturbations de l'activité sociale et économique et des chaînes d'approvisionnement mondiales et régionales, ainsi qu'une limitation considérable de la mobilité, une réduction des voyages et du tourisme et une baisse de la demande d'exportations.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 20, la Banque mondiale a approuvé des prêts d'un montant de 7,2 milliards de dollars pour la région au titre de 64 opérations, dont 5,7 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 1,5 milliard de dollars d'engagements de l'IDA. La Banque a également signé 39 accords de services de conseil remboursables avec sept pays pour un montant total de 75 millions de dollars.

Nous entendons soutenir les objectifs de développement des pays, en mettant l'accent sur l'amélioration des résultats en matière de santé, l'amélioration des systèmes d'éducation, la promotion du développement des compétences et la réalisation d'une croissance durable et résiliente. En réponse à la pandémie de COVID-19, nous accordons la priorité au renforcement des capacités et de l'efficacité du secteur de la santé, ainsi qu'à la protection sociale. L'amélioration des résultats en matière d'éducation complète les initiatives dans le secteur de la santé, et aide les clients à renforcer le développement du capital humain en vue d'assurer de meilleures conditions de vie aux populations tout au long de leur existence. Nous travaillons en partenariat avec les pays de la région pour garantir que leurs voies de croissance soient à la fois équitables et durables, et qu'ils puissent renforcer leur résilience au changement climatique et en atténuer les causes potentielles. En plus du financement, nous prêtons conseil aux pays pour les aider à faire face aux effets de la pandémie et influencer sur la portée, les axes d'action et l'impact des réponses gouvernementales dans toute la région.

Durant l'exercice 20, en riposte à la COVID-19, la Banque a approuvé 11 nouvelles opérations (740 millions de dollars) et réaffecté des financements de neuf projets existants (689 millions de dollars) pour la région Europe et Asie centrale dans le cadre du Programme stratégique mondial de préparation et de riposte.

Améliorer les systèmes de soins de santé pour accroître l'efficacité et sauver des vies

La Banque aide les pays à améliorer leurs systèmes de soins de santé par l'augmentation de l'efficacité et la modernisation des installations et équipements. L'écllosion de la pandémie de COVID-19 au début de 2020 a rendu plus urgente la nécessité de disposer de meilleurs systèmes de santé qui puissent réduire les pertes de vie et produire de meilleurs résultats de santé pour tous. En avril 2020, nous avons activé une opération d'option de tirage différé en cas de catastrophe de 15 millions d'euros pour la Serbie, qui contribue à renforcer les cadres institutionnels et juridiques du pays afin de lui permettre de gérer efficacement les effets physiques et budgétaires des urgences sanitaires et des aléas naturels. Grâce à cette option, le pays peut accéder rapidement à des financements pour lutter contre la COVID-19.

TABLEAU 6 EUROPE ET ASIE CENTRALE
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 18-20

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 18	EX. 19	EX. 20
BIRD	3 550	3 749	5 699	4 134	2 209	3 100
IDA	957	583	1 497	298	931	365

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2020 : 29,8 milliards de dollars.

Durant l'exercice 20, le Tadjikistan est devenu le premier pays de la région à adhérer au Mécanisme mondial de financement pour les femmes, les enfants et les adolescents, une plateforme mondiale qui vise à traiter plus efficacement les problèmes de santé et de nutrition en améliorant la coordination des bailleurs de fonds et en favorisant une utilisation plus rationnelle des ressources nationales et internationales.

Les services de conseil et d'analyse de la Banque recommandent des politiques propres à aider les gouvernements à prendre des décisions éclairées pour répondre aux priorités de développement. Dans notre bulletin faisant le point économique régional d'avril 2020, nous avons évalué l'impact de la COVID-19 sur la croissance économique et recommandé des mesures pour renforcer les systèmes de santé, soutenir les petites entreprises et améliorer les filets de sécurité, en particulier pour les pauvres et les plus vulnérables.

Accroître le potentiel en investissant dans le capital humain

Assurer des soins de santé de qualité et dispenser une éducation appropriée sont les pierres angulaires du développement du capital humain et des éléments essentiels pour préparer les enfants au succès et à la prospérité à l'âge adulte dans un monde en mutations rapides. Comme l'indique l'indice de capital humain, dans la région Europe et Asie centrale, les individus peuvent atteindre un niveau élevé de productivité au cours de leur vie, du fait d'un investissement solide dans le capital humain pendant leur enfance et leur adolescence. Nous travaillons avec des partenaires pour générer des investissements ciblés susceptibles d'améliorer les résultats en matière de santé et d'éducation et de donner aux individus la possibilité de se développer pleinement.

Le Projet sur l'innovation, l'inclusion et la qualité en Géorgie permet de fournir 103 millions de dollars pour élargir l'accès à l'éducation préscolaire et améliorer la qualité de l'éducation et l'environnement d'apprentissage à tous les niveaux. Grâce à ce projet, 116 000 élèves à travers le pays auront accès à un meilleur environnement d'apprentissage, 1 600 enseignants et formateurs recevront une formation avancée et 65 nouvelles écoles seront construites.

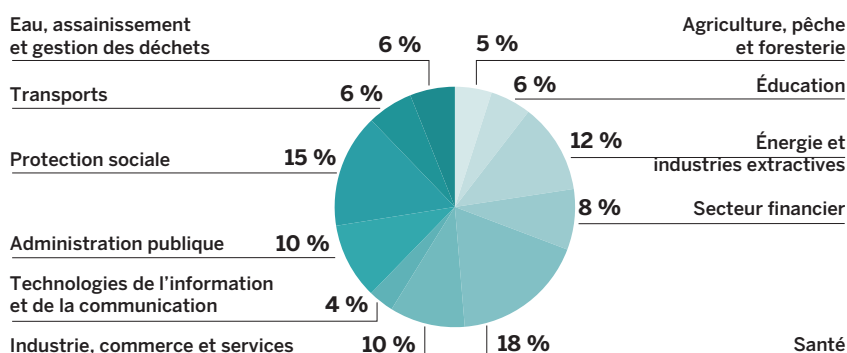
Le Projet de promotion du développement de la petite enfance, d'une valeur de 60 millions de dollars, aide l'Ouzbékistan à améliorer l'éducation préscolaire, promouvoir des partenariats avec le secteur privé et mesurer systématiquement la qualité de l'éducation pour mieux éclairer l'élaboration des politiques, la planification stratégique et le suivi. Plus d'un million d'enfants — dont 540 000 filles — bénéficieront d'équipements, de meubles et de matériel d'apprentissage modernes et adaptés à leur âge. Plus de 20 000 éducateurs et membres du personnel de l'enseignement préscolaire sont également formés aux nouvelles méthodes de développement de la petite enfance.

Renforcer la résilience face au changement climatique et aux catastrophes naturelles

Ces 30 dernières années, les pays d'Europe et d'Asie centrale ont connu environ 500 inondations et tremblements de terre importants, qui ont fait 50 000 morts et touché 25 millions de personnes. Près d'un tiers des capitales de la région ont été dévastées par un tremblement de terre ou une inondation à un moment donné, tandis que les sécheresses et autres catastrophes naturelles continuent de détruire les moyens de subsistance, les plus pauvres et les plus vulnérables étant touchés de manière disproportionnée par ces phénomènes.

Plusieurs opérations aident les pays à atténuer les effets des catastrophes liées à l'impact climatique, à améliorer leur état de préparation et à renforcer les efforts de relèvement en cas de catastrophe. La Banque mondiale a été la première institution financière internationale à venir en aide à la Croatie après un tremblement de terre en mars 2020. Nous avons contribué à une évaluation rapide des besoins et approuvé, en juin 2020, le Projet de relèvement après un tremblement de terre et de préparation aux urgences de santé publique, à hauteur de 200 millions de dollars. Ce projet permettra de remettre en état les services publics essentiels et de concevoir un programme d'appui financier pour la reconstruction des logements.

FIGURE 3 EUROPE ET ASIE CENTRALE
PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 20
 PART DU TOTAL DE : 7,2 MILLIARDS DE DOLLARS



En Turquie, le Projet sur les villes durables, d'une valeur de 133 millions de dollars, contribue à améliorer le développement urbain durable grâce à une assistance technique, à des études de faisabilité et des évaluations environnementales, et à des investissements dans les infrastructures. La Turquie utilise également 325 millions de dollars supplémentaires dans le cadre du Projet d'intégration des énergies renouvelables pour développer et renforcer les infrastructures afin de pouvoir intégrer des centrales éoliennes au réseau de transport d'énergie électrique et raccorder différentes parties du pays à l'énergie éolienne.

Le Projet d'efficacité énergétique du secteur public de la Macédoine du Nord fournit 27 millions de dollars pour réduire la consommation d'énergie et soutenir la mise en place et l'exécution d'un mécanisme de financement durable de l'efficacité énergétique dans le secteur public, au profit de près de 97 000 personnes. Ce projet contribuera à des économies d'énergie annuelles représentant près de 4 millions de dollars et réduira la consommation d'environ 2,5 milliards de mégajoules sur 20 ans.

Promouvoir la coopération dans la région

Grâce à des initiatives régionales, nous contribuons à favoriser la coopération, renforcer la connectivité et promouvoir le commerce transfrontalier. Le Projet de transport et de commerce d'électricité en Asie centrale et en Asie du Sud, d'une valeur de 592 millions de dollars, crée les conditions d'un commerce d'électricité durable entre l'Afghanistan, le Pakistan, la République kirghize et le Tadjikistan. Le Projet régional de modernisation de l'hydrométéorologie en Asie centrale, d'une valeur de 32 millions de dollars, contribue à améliorer la précision des services hydrologiques et météorologiques à travers l'Asie centrale, tandis que le Programme de liaisons régionales pour l'Asie centrale, à phases multiples, aide à renforcer la connectivité, le commerce et la logistique, et soutient le tourisme durable dans la région.

TABLEAU 7 EUROPE ET ASIE CENTRALE : LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	DONNÉES			TENDANCE
	2000	2010	ACTUELLES ^a	
Population totale (millions)	369	378	399	
Croissance démographique (% annuel)	0,0	0,6	0,5	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	1 795	7 391	8 014	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	8,3	5,0	1,2	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	28 ^b	12	6	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	73	75	78	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	62	66	70	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	2 610	2 935	2 979	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	6,0 ^b	2,5	1,2	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et services	11	6	9	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	72	72	71	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	23	20	18	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	36	19	13	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	94	98	97	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	2	35	73	
Accès à l'électricité (% de la population)	100 ^b	100	100	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	5	5	6	
Personnes utilisant les services d'eau au moins de base, 2015 (en % de la population)	86	91	94	
Personnes utilisant au moins des services d'eau de base (% de la population)	93	95	96	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2013 et 2019 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002. Pour les estimations de la pauvreté, voir les groupes régionaux à l'adresse <http://research.worldbank.org/PovcalNet/data.aspx>.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/eca.

Promouvoir l'inclusion des femmes et l'égalité des sexes en Europe et en Asie centrale

AUCUN PAYS NE PEUT EXPLOITER TOTALEMENT SON POTENTIEL lorsqu'une grande partie de sa population ne peut participer pleinement à l'économie. Or, dans la région Europe et Asie centrale, les femmes, qui représentent un peu moins de la moitié de la population active, gagnent en moyenne 30 % de moins que les hommes. En outre, elles ont un accès limité au financement et sont moins susceptibles que les hommes d'avoir des comptes bancaires officiels, d'épargner dans des institutions financières ou d'obtenir des prêts. Les femmes sont également confrontées à des risques liés à la violence domestique, au harcèlement sexuel sur le lieu de travail et aux restrictions dans l'emploi, toutes choses qui limitent leur aptitude à faire entendre leur voix et capacité d'agir.

Nous aidons les pays de la région à éliminer les barrières économiques et sociales auxquelles les femmes sont confrontées et à accroître leur participation formelle à la main-d'œuvre afin d'améliorer les moyens de subsistance et de stimuler la croissance économique. Nous avons élaboré un plan d'action régional pour le genre afin de nous assurer que nos opérations promeuvent effectivement l'égalité des sexes. Ce plan repose sur trois piliers : i) intégration stratégique des questions de genre à l'initiative des pays ; ii) recherche, innovation et production de données ; et iii) communications, renforcement des capacités et établissement de rapports.

Durant l'exercice 20, nous avons engagé 5,3 milliards de dollars au titre de 42 opérations dans la région, qui permettent de recenser les écarts entre les sexes dans leur conception et de s'employer à les combler tout au long du cycle du projet. En Albanie, le Projet sur l'égalité des sexes dans l'accès aux opportunités économiques, d'une valeur de 10 millions de dollars, est la première opération à l'appui des politiques de développement de la Banque exclusivement axée sur le genre. Il soutient les efforts visant à améliorer les politiques d'égalité des sexes par la reconnaissance de la propriété foncière, la création de possibilités d'activités génératrices de revenus pour les femmes et le renforcement de l'élaboration de politiques tenant compte du genre. En Ouzbékistan, le Projet de développement du secteur de l'élevage, d'une valeur de 150 millions de dollars, aide à intégrer les petites exploitations agricoles dans les chaînes d'approvisionnement modernes afin d'accroître les possibilités pour les femmes de gagner un revenu. À Moldova, le Projet sur l'enseignement supérieur, d'une valeur de 36 millions d'euros, encourage l'inscription des femmes dans des programmes d'enseignement supérieur en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques en les sensibilisant et en leur offrant une orientation professionnelle. Ces initiatives ont permis de réduire les disparités entre les sexes aux niveaux local, national et régional partout dans la région Europe et Asie centrale.



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

UNE SÉRIE DE CHOCS A FRAPPÉ L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES au cours de l'année écoulée, notamment des troubles sociaux, l'effondrement des prix internationaux du pétrole et la crise de COVID-19. La croissance du PIB dans la région (à l'exclusion du Venezuela, où les données sont insuffisantes) était de 0,8 % en 2019 et devrait baisser à -7,2 % en 2020. La croissance devrait repartir à 2,8 % en 2021.

Nous entendons préserver les acquis engrangés pendant la période de transformation sociale profonde qui s'est opérée au cours de la première décennie du XXI^e siècle, lorsque le boom des produits de base et une croissance généralisée ont permis de réduire de moitié les taux de pauvreté. Entre 2003 et 2016, la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté a chuté, ramenée de 24,5 % à 9,9 %. Depuis lors, cependant, les perspectives économiques se sont assombries, et de nombreuses personnes pourraient basculer à nouveau dans la pauvreté. Ces risques sont encore exacerbés par la pandémie.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 20, la Banque a approuvé des prêts d'un montant de 7,8 milliards de dollars pour la région au titre de 67 opérations, dont 6,8 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 1 milliard de dollars d'engagements de l'IDA. Nous avons signé six accords de services de conseil remboursables avec deux pays pour un montant total de 2 millions de dollars.

Notre travail dans la région repose sur trois piliers. Le premier pilier porte sur la croissance inclusive par la promotion de l'accroissement de la productivité, la compétitivité, la transparence et la responsabilisation ; l'inclusion des groupes traditionnellement victimes d'exclusion, notamment les peuples autochtones, les populations d'origine africaine et les communautés rurales ; et l'attraction des investissements privés. Le deuxième pilier concerne l'investissement dans le capital humain pour préparer les populations à faire face aux défis et à saisir les opportunités dont s'accompagnent l'évolution de la nature du travail. Le troisième pilier vise à renforcer la résilience afin de donner aux pays les moyens de mieux gérer les chocs et y résister, notamment les catastrophes naturelles, les bouleversements économiques, les migrations, la criminalité et la violence, et les maladies infectieuses.

Durant l'exercice 20, en riposte à la COVID-19, la Banque a approuvé 10 nouvelles opérations (215 millions de dollars) et réaffecté des financements de dix-sept projets existants (703 millions de dollars) pour la région Amérique latine et Caraïbes dans le cadre du Programme stratégique mondial de préparation et de riposte.

Promouvoir une croissance solidaire

Nous sommes déterminés à promouvoir une croissance économique et sociale inclusive en aidant à augmenter la productivité, renforcer le devoir de responsabilité et créer des opportunités. Nous avons aidé le Mexique à accroître la connectivité de ses corridors biologiques pour conserver et protéger sa biodiversité. Cet effort a permis de conserver plus de 81 000 hectares grâce à des pratiques respectueuses de la biodiversité, a été bénéfique à près de 13 000 producteurs, a aidé à créer plus de 42 alliances commerciales avec des acheteurs et aidé à établir des normes pour des produits respectueux de la biodiversité. Au Honduras, le Projet de compétitivité rurale, d'une valeur de 30 millions de dollars, a contribué à accroître la productivité et la compétitivité des petits producteurs en

TABLEAU 8 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 18-20

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 18	EX. 19	EX. 20
BIRD	3 898	5 709	6 798	4 066	4 847	5 799
IDA	428	430	978	223	340	466

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2020 : 31 milliards de dollars.

les aidant à nouer des alliances productives. En conséquence, ces producteurs ont vu leurs revenus augmenter de 28 %, ce qui a été bénéfique à 7 200 familles rurales. En Colombie, des réformes soutenues par la Banque ont favorisé une réduction de la pollution de l'air dans les grandes villes de 24 %, une augmentation de la production d'énergie propre dans les zones rurales et une amélioration de l'accès à l'eau potable pour un demi-million de personnes.

Investir dans le capital humain

Nous nous employons à faire en sorte que chacun ait accès à la santé et à l'éducation dont il a besoin pour prospérer et profiter des opportunités qu'offrent une croissance inclusive et un marché de l'emploi en évolution rapide. Nous avons contribué à améliorer les services d'éducation et de santé en Haïti, ce qui a permis d'améliorer l'accès à une éducation de qualité pour 240 000 enfants et aux services de santé maternelle et infantile pour plus de 1,2 million de personnes. Nos interventions ont également conduit à une interruption significative de la transmission du choléra — depuis janvier 2019, aucun cas confirmé en laboratoire n'a été enregistré. Au Brésil, nous avons renforcé le programme de transferts monétaires conditionnels Bolsa Família, dont ont bénéficié près de 47 millions de personnes. Le programme a également contribué à des taux plus élevés de fréquentation scolaire, qui ont atteint 91 %.

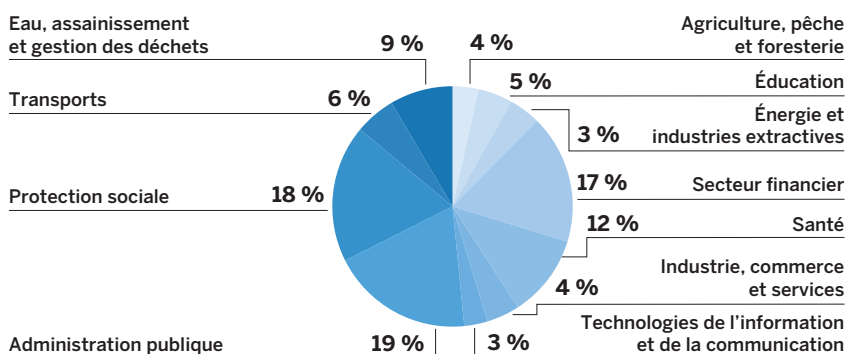
En riposte à la pandémie de COVID-19, nous avons approuvé de nouveaux projets en Argentine, en Équateur, en Haïti et au Paraguay, à concurrence de 100 millions de dollars au total, dans le cadre du mécanisme de financement accéléré du Groupe de la Banque. Ces interventions visent à réduire les pertes en vies humaines et à renforcer les systèmes de santé. Les autres interventions comprenaient l'activation des options de tirage différé en cas de catastrophe en Colombie, en République dominicaine, au Honduras et au Panama.

Renforcer la résilience

La pandémie de COVID-19 souligne la nécessité de renforcer la résilience aux pandémies et crises sanitaires futures. En mai 2020, nous avons approuvé un prêt à l'appui de la politique de développement de 500 millions de dollars pour aider l'Équateur à faire face à la pandémie, éliminer les contraintes qui pèsent sur le développement du secteur privé, soutenir la reprise économique et promouvoir l'efficacité du secteur public et la viabilité des finances publiques.

La région Amérique latine et Caraïbes est également confrontée à la fréquence la plus élevée de catastrophes naturelles au monde, une vulnérabilité encore plus exacerbée par le changement climatique. Face à cette situation, nous nous employons principalement à aider à réaliser des infrastructures de meilleure qualité à même de résister aux tempêtes et autres catastrophes. En République dominicaine, nous avons amélioré la qualité des services d'assainissement pour près de 143 000 personnes grâce à des investissements dans de nouvelles infrastructures d'assainissement, de traitement des eaux usées et d'évacuation. En Haïti, nous avons aidé à améliorer les infrastructures et la préparation aux catastrophes, à élargir l'accès à l'électricité pour plus de 233 000 personnes et à construire des routes praticables par tout temps qui profiteront à plus de deux millions de personnes. Le projet a également donné accès à une eau potable plus sûre à plus de 60 000 personnes.

FIGURE 4 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES
PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 20
 PART DU TOTAL DE : 7,8 MILLIARDS DE DOLLARS



Recourir à des services de conseil, à l'assistance technique et au pouvoir de mobilisation

Outre les financements, la Banque fournit des services de conseil remboursables, de l'assistance technique et des travaux d'analyse approfondie pour aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement. Un rapport de novembre 2019 a attiré l'attention sur les défis auxquels sont confrontés les pays qui absorbent le flux sans précédent de migrants en provenance du Venezuela. Il constituait un bon outil fondé sur des données factuelles pour concevoir des politiques qui aident aussi bien les migrants que les communautés d'accueil. En Équateur, nous nous sommes associés à l'ONU pour recueillir des données permettant de répondre aux besoins en matière d'éducation et de santé des quelque 400 000 migrants vénézuéliens présents dans le pays.

Nous avons travaillé avec le Système d'intégration centraméricain, la NASA et le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe dans le but de renforcer la résilience en Amérique centrale en mettant en évidence les liens entre la gouvernance, la planification urbaine, le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe. Travaillant en coopération avec la Banque interaméricaine de développement, nous avons aidé le Honduras à mettre à jour la méthode qu'il utilise pour mesurer la pauvreté, ouvrant la voie à un meilleur ciblage des programmes de protection sociale. En Colombie, nos services de conseil ont permis d'améliorer la gestion du système éducatif du pays et d'accroître la participation des parents. En février 2020, nous avons également accueilli au Costa Rica la conférence de l'Amérique centrale sur la maîtrise des risques, qui a réuni plus de 700 participants venus de 22 pays dans le but de promouvoir les innovations dans la gestion des risques de catastrophe et la résilience.

TABLEAU 9 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES : LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	DONNÉES			TENDANCE
	2000	2010	ACTUELLES ^a	
Population totale (millions)	493	559	614	
Croissance démographique (% annuel)	1,5	1,1	0,9	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	4 021	7 832	8 355	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,3	4,8	(0,1)	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	63 ^b	36	28	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	75	77	78	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	68	71	72	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	1 237	1 562	1 658	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	11,9 ^b	6,2	4,4	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et services	22	7	10	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	60	66	68	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	36	33	34	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	33	25	17	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	98	100	99	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	3	34	66	
Accès à l'électricité (% de la population)	91	96	98	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	28	29	28	
Personnes utilisant les services d'eau au moins de base, 2015 (en % de la population)	72	81	86	
Personnes utilisant au moins des services d'eau de base (% de la population)	90	94	96	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2013 et 2019 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002. Pour les estimations de la pauvreté, voir les groupes régionaux à l'adresse <http://research.worldbank.org/PovcalNet/data.aspx>.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/lac.

Répondre à la crise des migrants vénézuéliens

LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES a connu un exode de réfugiés sans précédent en raison de la crise humanitaire, économique et sociale au Venezuela. En fin 2019, près de cinq millions de personnes avaient quitté le pays. Environ 80 % de ces migrants sont établis dans d'autres pays de la région, principalement en Colombie (1,6 million), au Pérou (863 300) et en Équateur (385 000).

La Banque s'emploie à venir en aide aux migrants et aux communautés qui les accueillent en apportant analyses, soutien technique et ressources financières. Nous nous employons également à partager nos connaissances et à mobiliser notre pouvoir de rassemblement autour de cette crise, notamment à travers le processus de Quito organisé en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, un événement parrainé par TEDx au Pérou, et plusieurs manifestations de haut niveau de la Banque.

En Colombie, nous avons préparé la première évaluation pour le pays de l'impact de la migration vénézuélienne afin d'éclairer la réponse nationale apportée par les pouvoirs publics et le Plan de développement national de la Colombie. En janvier 2019, la Colombie est devenue admissible au Mécanisme mondial de financement concessionnel (GCFF). La Banque accorde un prêt à l'appui de la politique de développement d'un montant de 750 millions de dollars, qui a permis de mobiliser 32 millions de dollars de cofinancement du Mécanisme pour soutenir la viabilité des finances publiques et la compétitivité de la Colombie dans le contexte de la crise migratoire. Nous soutenons également un projet de santé, composé d'un prêt de la Banque de 150 millions de dollars et d'un financement du GCFF de 38 millions de dollars, destiné à renforcer le système de santé du pays et à favoriser l'inscription des migrants et des réfugiés au système de sécurité sociale.

En novembre 2019, nous avons lancé une analyse similaire des effets de la migration vénézuélienne au Pérou. Avec les institutions spécialisées des Nations Unies, nous avons aidé à financer une enquête nationale sur les migrants et les réfugiés menée par l'Institut national de statistique et d'information, et soutenu d'autres analyses institutionnelles, sectorielles et qualitatives. Compte tenu de l'impact disproportionné de la pandémie de COVID-19 sur les migrants et les réfugiés, nous mobilisons des ressources pour répondre à leurs besoins croissants, notamment par la fourniture d'une assistance technique au gouvernement.

Nous achevons par ailleurs une analyse de l'impact de la migration vénézuélienne sur le budget de l'Équateur. En collaboration avec six institutions spécialisées des Nations Unies, nous avons conçu, mis en œuvre et financé une enquête nationale et des discussions de groupe pour étayer l'analyse des communautés d'accueil et de migrants. L'Équateur est également devenu admissible au GCFF en 2019 et a obtenu un financement concessionnel de 6 millions de dollars en mai 2020.



MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

LA CROISSANCE DANS LA RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD s'est contractée de 0,2 % en 2019 et devrait se tasser de 4,2 % en 2020, même si cette projection est extrêmement incertaine dans le contexte de la pandémie de COVID-19, de l'effondrement consécutif des cours pétroliers mondiaux et du tourisme, et de la baisse des envois de fonds. La production des pays en développement exportateurs de pétrole de la région devrait reculer de 5 %, tandis que la production économique des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) devrait chuter de 4,1 %. Du côté des importateurs de pétrole de la région, on s'attend à un repli de la croissance de 0,8 % dû à la décélération générale du tourisme, des envois de fonds et d'autres sources de revenus essentielles.

Dans une région où les deux tiers de la population ont moins de 35 ans, le taux de chômage des jeunes était déjà proche de 25 % avant la pandémie. Près de la moitié de la population de la région (42 %) dispose de moins de 5,50 dollars par jour pour vivre. L'extrême pauvreté (moins de 1,90 dollar par jour pour vivre) a doublé, passant de 2,4 % en 2011 à 4,2 % en 2015 en raison des conflits et des inégalités d'accès à l'éducation et aux infrastructures de base. La tendance devrait s'aggraver sous l'effet de la COVID-19.

Les coûts anticipés de la pandémie s'élèvent à environ 3,7 % du PIB 2019 de la région, soit largement plus de 100 milliards de dollars. Au Yémen, le conflit en cours aggrave la pauvreté et accentue la pression sur le système de santé dont les capacités sont limitées, compliquant davantage les mesures d'urgence.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 20, la Banque a approuvé des prêts d'un montant de 3,6 milliards de dollars pour la région au titre de 22 opérations, dont 3,4 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 203 millions de dollars d'engagements de l'IDA. À ces montants s'ajoutent 103 millions de dollars alloués à des projets en faveur de la Cisjordanie et Gaza. Nous avons fourni 140 produits d'analyse et de conseil, et les revenus générés par les accords de services de conseil remboursables ont atteint 65 millions de dollars. Le programme élargi de services de conseil continue d'apporter un soutien régulier au processus de réforme dans les pays du CCG.

Nous aidons les pays de la région à stabiliser leurs économies face aux multiples chocs provoqués par la COVID-19, l'effondrement des cours pétroliers mondiaux, et le ralentissement de l'activité économique locale. En parallèle, nous restons déterminés à les accompagner dans la transformation de leurs modèles de croissance grâce à des réformes structurelles visant à ouvrir les marchés et à créer davantage de meilleures opportunités économiques pour l'immense population de jeunes de la région. Pour ce faire, nous aidons les pays à mobiliser le capital humain, à exploiter les technologies numériques et à créer des marchés compétitifs. Nous travaillons également en faveur de la paix et de la stabilité dans la région en aidant à renforcer le contrat social entre les citoyens et les gouvernements, en soutenant les marchés régionaux et en renforçant la résilience afin de prévenir et d'atténuer les effets des conflits et du changement climatique.

Durant l'exercice 20, en riposte à la COVID-19, la Banque a approuvé sept nouvelles opérations (177 millions de dollars) et réaffecté des financements de 10 projets existants (464 millions de dollars) pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord dans le cadre du Programme stratégique mondial de préparation et de riposte.

Renouveler le contrat social

La Banque mondiale s'attache à renforcer les liens entre les citoyens et l'État en élargissant les perspectives d'emploi et les opportunités économiques dans le secteur privé, en encourageant la mobilisation citoyenne, en autonomisant les groupes vulnérables, en améliorant les services publics et en renforçant la gouvernance. En Tunisie, la Banque a apporté un concours de 100 millions de dollars pour aider les pouvoirs publics à exploiter les technologies numériques

TABLEAU 10 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 18-20

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 18	EX. 19	EX. 20
BIRD	5 945	4 872	3 419	3 281	4 790	2 415
IDA	430	611	203	569	647	151

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2020 : 20,1 milliards de dollars.

et améliorer les services de protection sociale et d'éducation. Le but du projet est de faire en sorte que ces services soient plus accessibles aux populations vulnérables — petits revenus, femmes vivant en milieu rural, personnes analphabètes ou handicapées — et que les systèmes gouvernementaux permettent davantage de retours d'information de la part des citoyens afin d'améliorer la responsabilisation. En Jordanie, le Projet jeunes, technologies et emploi, d'un montant de 200 millions de dollars, dont 37 millions de dollars provenant du Mécanisme mondial de financement concessionnel, vise à améliorer l'accès des jeunes à des emplois et à développer les services gouvernementaux numériques. Il doit permettre au pays d'exploiter son potentiel de développement de son économie numérique et d'absorber de la main-d'œuvre qualifiée pour favoriser la croissance économique et la création d'emplois. En Cisjordanie et Gaza, un projet de 9 millions de dollars va aider l'Autorité palestinienne à investir dans le développement de la petite enfance en finançant des soins prénatals pour les femmes enceintes, des services de nutrition infantile et de suivi de la croissance, et des possibilités d'apprentissage précoce. Le projet comportera des interventions destinées à permettre à un plus grand nombre d'enfants palestiniens de fréquenter des écoles maternelles, et à améliorer la qualité de l'enseignement dispensé dans ces établissements.

En février 2020, la Banque a publié le rapport *Convergence: Five Critical Steps Toward Integrating Lagging and Leading Areas in the Middle East and North Africa (Convergence : cinq étapes essentielles pour intégrer les régions retardataires et avancées au Moyen-Orient et Afrique du Nord)*. Il met en évidence l'importance d'améliorer les opportunités et les services sociaux dans les villages économiquement éloignés des grands centres urbains pour parvenir à accélérer la croissance économique et l'inclusion sociale.

Étendre la coopération régionale

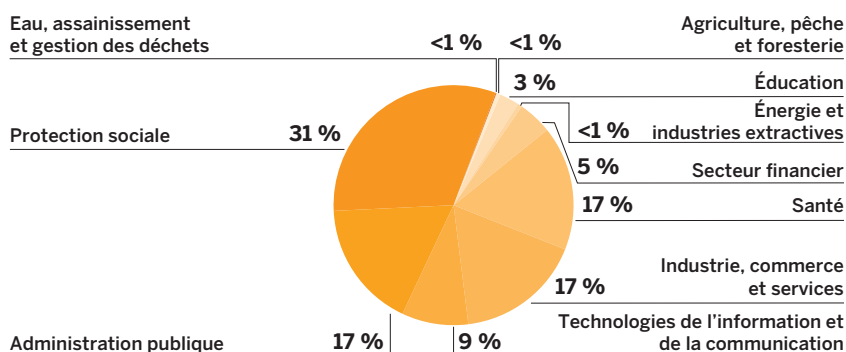
La région Moyen-Orient et Afrique du Nord reste la moins intégrée du monde sur le plan économique, le commerce intrarégional n'y représentant que 10 % du total des échanges. La Banque aide à développer les marchés régionaux en mettant à contribution les ressources, la main-d'œuvre et le capital de la région. Avec l'appui du Groupe de coordination des institutions arabes d'aide au développement (Arab Coordination Group) et d'autres partenaires, nous contribuons à la mise en place d'un marché régional de l'énergie ; la première phase est le marché panarabe de l'électricité, qui vise à raccorder les réseaux électriques des pays. Une fois totalement interconnecté et développé, ce marché régional de l'énergie serait le deuxième en taille après celui de l'Europe. Nous élargissons également la coopération régionale et encourageons l'intégration économique dans le cadre de l'Initiative pour la Corne de l'Afrique, qui est actuellement présidée par Djibouti et comprend aussi l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie.

Renforcer la résilience face aux chocs

Les vulnérabilités liées au climat et les répercussions des conflits continuent de peser lourdement sur la région. La Banque mondiale aide les pays à renforcer leurs capacités pour leur permettre de faire face à ces chocs. Au Maroc, un projet de 275 millions de dollars va aider le pays à mieux gérer l'impact financier des catastrophes naturelles et des chocs liés au climat, et à moderniser son cadre institutionnel en matière de gestion des risques de catastrophes.

Face à la pandémie de COVID-19, la Banque a publié un appui aux pays qui lancent des opérations d'urgence pour approvisionner leurs systèmes de santé en fournitures médicales essentielles. Cet appui comprend des financements ainsi que des conseils et une assistance technique destinés à aider les pays à répondre à des besoins sanitaires urgents et à ralentir la propagation de la maladie. Nous travaillons aussi aux côtés de partenaires pour fournir des aides aux personnes, aux populations et aux entreprises de la région afin de stabiliser les revenus et de stimuler la reprise économique.

FIGURE 5 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 20
 PART DU TOTAL DE : 3,6 MILLIARDS DE DOLLARS



Favoriser le relèvement et la reconstruction

Nous apportons une aide au développement vitale à des populations dévastées par les conflits. Par exemple, nous avons un programme en cours au Yémen. Ce pays, qui était déjà l'État le plus pauvre de la région, est en proie aux conflits depuis début 2015 et traverse aujourd'hui la plus grave crise humanitaire de la planète d'après les Nations Unies. Les affrontements ont ravagé son économie, détruit des infrastructures essentielles et conduit à une situation d'insécurité alimentaire à la limite de la famine. Les perspectives du Yémen sont menacées encore davantage par la propagation de la COVID-19, des inondations massives et des invasions de criquets, qui risquent de mener le pays à la catastrophe.

Notre travail consiste ici à protéger les moyens de subsistance et à favoriser le relèvement en stimulant les capacités institutionnelles, en améliorant la fourniture des services, en apportant une aide aux personnes pauvres ou vulnérables, en créant des emplois temporaires, et en soutenant le secteur privé. En partenariat avec les Nations Unies, nous avons débloqué 1,8 milliard de dollars pour financer ces efforts.

La Banque continue à soutenir les initiatives de reconstruction en Iraq, où le Projet d'opération d'urgence à l'appui du développement a pour but d'aider à restaurer les services et les infrastructures à Mossoul, la deuxième plus grande ville du pays avec 4 millions d'habitants. Ce projet comprend la reconstruction de trois ponts, qui a permis de redonner à 1,5 million de personnes accès à des services de santé et d'éducation, à des marchés et à des entreprises, et créé des opportunités d'emploi. Le projet prévoit aussi la fourniture et l'installation de groupes électrogènes et de câbles pour rétablir l'alimentation électrique d'un million de personnes et d'entreprises.

TABLEAU 11 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD : LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	DONNÉES			TENDANCE
	2000	2010	ACTUELLES ^a	
Population totale (millions)	279	333	389	
Croissance démographique (% annuel)	1,8	1,8	1,7	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	1 568	3 993	3 861	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,6	3,4	1,2	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	10 ^b	7	28	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	71	74	76	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	68	70	72	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	873	1 282	1 475	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	3,4 ^b	2,0	7,2	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et services	12	6	10	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	24	26	26	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	35	32	31	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	45	29	24	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	81	89	90	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	<1	21	60	
Accès à l'électricité (% de la population)	89	96	96	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	3	3	3	
Personnes utilisant les services d'eau au moins de base, 2015 (en % de la population)	82	86	89	
Personnes utilisant au moins des services d'eau de base (% de la population)	86	91	93	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2013 et 2019 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002. Pour les estimations de la pauvreté, voir les groupes régionaux à l'adresse <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/data.aspx>.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/mena.

Comblent le déficit de capital humain en Égypte

LE PLAN POUR LE CAPITAL HUMAIN DANS LA RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD MIS EN ŒUVRE PAR LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE vise à améliorer la situation dans ces pays au moyen d'interventions prioritaires, notamment en augmentant les investissements dans le développement de la petite enfance, en remédiant au faible niveau des apprentissages, en améliorant les compétences, en réduisant l'impact des maladies non transmissibles, en protégeant les groupes vulnérables, en renforçant la résilience aux crises, et en éliminant les retards observés dans les apprentissages chez les garçons et dans le taux d'activité chez les filles. La stratégie régionale s'accompagne de plans d'action établis pour chaque pays, qui sont ciblés sur les grands enjeux nationaux et précisent les domaines devant bénéficier de concours du Groupe de la Banque. L'Égypte, l'un des premiers pays à avoir adopté cette stratégie, offre un excellent exemple de la manière dont les pays de la région peuvent améliorer la qualité des services de santé et d'éducation et étendre la couverture des dispositifs de protection sociale.

Le projet d'appui aux réformes de l'éducation en Égypte, d'un montant de 500 millions de dollars, vise à améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage dans les établissements scolaires. Il vient aider à élargir l'accès à une école maternelle de qualité, à développer les capacités des enseignants et des cadres de l'éducation, à élaborer un système d'évaluation des élèves fiable, et à étendre l'utilisation des technologies modernes et des moyens d'apprentissage numériques chez les enseignants et les élèves. Le projet a pour objectif d'atteindre 500 000 nouvelles inscriptions en école maternelle, dont 50 % d'enfants issus des quartiers les plus pauvres, d'améliorer les pratiques pédagogiques, de faire bénéficier 2 millions d'élèves du nouveau système d'évaluation, et de réformer la structure des diplômes dans le secondaire dans l'optique de développer les compétences.

Nous avons par ailleurs accordé un financement complémentaire de 500 millions de dollars pour une deuxième phase du Projet de renforcement des dispositifs de protection sociale, qui finance le programme national de transferts monétaires de l'Égypte. Ce dernier est le plus grand programme de transferts monétaires de toute la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, et fait partie des investissements les plus importants du pays dans la promotion du capital humain. Il a touché plus de 3 millions de ménages à ce jour, soit plus de 8 millions de personnes. Plus de 67 % des montants distribués sont allés à des personnes pauvres ou vulnérables, et 74 % des bénéficiaires sont des femmes. Dans ce cadre, le programme Takaful verse des compléments de revenu mensuels conditionnels aux familles afin de protéger les ménages pauvres des conséquences négatives immédiates des chocs et des réformes économiques. Il encourage aussi les familles à continuer de scolariser leurs enfants et dispense des soins de santé, notamment des services de santé prénatals et postnatals et un suivi de la croissance des enfants. Le programme complémentaire Karama verse des aides monétaires mensuelles non conditionnelles aux personnes âgées pauvres, aux personnes atteintes de handicaps ou de maladies graves, et aux orphelins. Dans le cadre du cycle de financement le plus récent, le gouvernement prépare également une initiative destinée à donner un coup de pouce aux revenus et à stimuler l'inclusion économique dans les huit gouvernorats.

D'autre part, nous soutenons le système d'assurance maladie égyptien en apportant 400 millions de dollars destinés à aider le pays à mettre en place une couverture de santé universelle et à améliorer ses indicateurs de santé. Le projet permettra aux pouvoirs publics de poser les fondements d'une assurance maladie universelle, de l'expérimenter, et d'assurer une protection financière temporaire aux plus vulnérables afin de les aider à payer les dépenses liées à la COVID-19. Il complétera les initiatives déjà engagées pour améliorer les services dans les structures de soins de santé primaires et les hôpitaux, soutenir la planification familiale, étendre un programme d'agents sanitaires locaux, et faciliter le dépistage de l'hépatite C, des maladies non transmissibles et d'autres facteurs de risque.

En mars 2020, la Banque a activé 8 millions de dollars de la composante d'intervention d'urgence conditionnelle de ce projet pour financer des mesures d'urgence face à l'éruption de COVID-19 en Égypte, notamment le déploiement d'un plan de prévention pour contrer la pandémie. Cette somme s'ajoute aux 50 millions de dollars d'un projet lancé au titre du mécanisme de financement accéléré face à la COVID-19, qui vise à renforcer la prévention, la détection et la riposte face à la pandémie.



ASIE DU SUD

EN 2020, DANS LE CONTEXTE DES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES MONDIALES

de la pandémie de COVID-19, l'Asie du Sud connaît sa pire performance économique de ces 40 dernières années. La croissance régionale devrait se contracter de 2,7 % en 2020, à comparer au taux de croissance précédemment projeté de 6,3 %. Cette prévision négative devrait être maintenue en 2021, avec une croissance estimée à environ 2,5 %.

La croissance rapide de ces dernières années s'est traduite par un recul de la pauvreté et des progrès remarquables en matière de santé et d'éducation. Pour autant, en fin 2015, la proportion de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre était toujours estimée à 12,4 %, soit environ 216 millions de personnes — c'est-à-dire le tiers du nombre total de pauvres dans le monde. L'Asie du Sud devrait connaître la plus forte augmentation du nombre de personnes extrêmement pauvres en raison de la crise de la COVID-19. Le niveau de pauvreté multidimensionnelle en Asie du Sud est également plus élevé que la moyenne mondiale, et de nombreux pays souffrent de formes extrêmes d'exclusion sociale et de gros déficits d'infrastructures. La région a également enregistré l'un des plus importants afflux de réfugiés de l'ère moderne, avec plus de 740 000 réfugiés rohingyas qui ont fui vers le Bangladesh depuis août 2017, selon les estimations de l'ONU.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 20, la Banque a approuvé des prêts d'un montant de 11,7 milliards de dollars pour la région au titre de 61 opérations, dont 5,6 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 6,1 milliards de dollars d'engagements de l'IDA. Nous avons également fourni 122 services d'analyse et de conseil et produits d'analyse à huit pays, représentant au total 83 millions de dollars, donnant des avis techniques sur des questions telles que la réforme du secteur de l'énergie, la participation des femmes à la vie active et le changement climatique.

Notre nous attachons à promouvoir une croissance durable et inclusive, l'investissement dans les ressources humaines et le renforcement de la résilience. Notre aide consiste essentiellement à soutenir des réformes favorables à une création d'emplois tirée par le secteur privé, à s'attaquer au retard de croissance dans le développement du jeune enfant, à accroître la participation des femmes au marché de l'emploi, à venir en aide aux réfugiés, rapatriés et déplacés internes, et à prendre en compte les risques climatiques, grâce à la préparation aux catastrophes et à leur gestion.

Dans le cadre de notre soutien aux ripostes des pays face à la COVID-19, nous les aidons à s'approvisionner en équipements de protection vitaux et en fournitures médicales, à dispenser des apprentissages aux enfants, à assurer des transferts d'argent et de nourriture aux plus vulnérables, à accompagner les petites et moyennes entreprises, à créer des emplois, et à renforcer les institutions en vue d'un relèvement plus résilient.

Durant l'exercice 20, en riposte à la COVID-19, la Banque a approuvé neuf nouvelles opérations (1,7 milliard de dollars) et réaffecté des financements de 10 projets existants (110 millions de dollars) pour l'Asie du Sud dans le cadre du Programme stratégique mondial de préparation et de riposte.

Promouvoir une croissance durable et créer des emplois

Alors qu'elle se fraye un chemin vers le relèvement, l'Asie du Sud ne peut soutenir une forte croissance que si les investissements et les exportations augmentent. La création d'emplois est essentielle au regard des quelque 1,5 million de personnes qui feront leur entrée sur le marché du travail chaque mois au cours des deux prochaines décennies. Un projet de 120 millions de dollars au Népal permettra d'améliorer les services d'emploi et les résultats sur le marché du travail pour près de 100 000 jeunes, en particulier les femmes. Au Pakistan, un montant supplémentaire de 700 millions de dollars pour le Projet hydroélectrique de Dasu aidera à réduire le coût global de la production d'énergie du pays, ce qui sera bénéfique à des millions

TABLEAU 12 ASIE DU SUD

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 18-20

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 18	EX. 19	EX. 20	EX. 18	EX. 19	EX. 20
BIRD	4 508	4 011	5 565	1 698	2 598	3 158
IDA	6 153	4 849	6 092	3 835	4 159	5 235

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2020 : 58,3 milliards de dollars.

d'usagers et rendra le coût de l'électricité plus abordable. La centrale hydroélectrique produira de l'électricité pendant les mois d'été pour l'essentiel, lorsque la demande est le plus élevée, ce qui contribuera à réduire les coupures d'électricité. En Afghanistan, un plan de financement de 99 millions de dollars soutient deux projets de production d'énergie à partir du gaz afin d'augmenter la quantité d'électricité produite dans le pays tout en mobilisant des financements privés à l'appui du secteur de l'énergie. Cette enveloppe d'aide comprend des garanties de l'IDA et un financement provenant du Guichet de promotion du secteur privé d'IDA-18, et met à contribution des prêts d'IFC et des garanties de la MIGA.

En Inde, un projet de 210 millions de dollars dans l'État du Maharashtra aidera les petits agriculteurs à accéder aux nouveaux marchés intérieurs et d'exportation, à accroître les investissements du secteur privé dans les chaînes de valeur agricoles, à augmenter la productivité, à répondre aux fluctuations des prix et à renforcer la résilience des cultures. Il sera mis en œuvre dans les 36 districts de l'État et bénéficiera à plus d'un million de ménages agricoles. Au moins 43 % des agriculteurs et des travailleurs participants devraient être des femmes.

Investir dans les ressources humaines et promouvoir une croissance inclusive

Pour stimuler le capital humain, considéré comme moteur de la croissance, la Banque aide la région à améliorer l'accessibilité et la qualité de l'éducation, à lutter contre le retard de croissance et la malnutrition infantile, à renforcer les systèmes et services de santé, et à élargir la couverture des dispositifs de protection sociale pour les plus démunis. Au Pakistan, nous avons engagé 436 millions de dollars pour améliorer les services de santé et d'éducation et la protection sociale des ménages pauvres et vulnérables du Balouchistan, du Khyber Pakhtunkhwa et du Pendjab. Ces projets aideront à augmenter la qualité et l'utilisation des services de santé, améliorer l'éducation de la petite enfance, offrir des possibilités d'apprentissage aux enfants des écoles primaires et secondaires et mettre en place des programmes d'inclusion économique et sociale plus efficaces. En décembre 2019, nous avons également organisé la campagne de 100 jours baptisée « *Girls Learn, Women Earn* » (*Les filles apprennent, les femmes gagnent*), qui visait à créer de meilleures opportunités d'apprentissage et d'emploi pour les filles et les femmes pakistanaises.

Au Bangladesh, le Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement des municipalités d'un montant de 100 millions de dollars permettra à au moins 600 000 personnes d'accéder à des sources d'eau et des services d'assainissement plus propres. Il favorisera également la mise en place de stations de lavage des mains dans plusieurs municipalités pour améliorer l'hygiène, à la fois dans le cadre de l'effort de lutte contre la COVID-19 et à plus long terme.

Promouvoir la résilience face aux conflits et au changement climatique

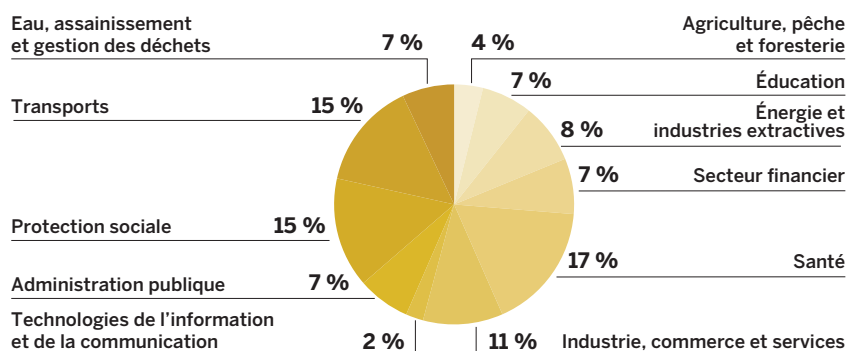
Les risques de conflit et de fragilité augmentent en Asie du Sud, entraînant un accroissement des déplacements. Nous travaillons avec des partenaires pour fournir des services de base aux communautés déplacées et d'accueil. Au Bangladesh, nous avons approuvé des opérations totalisant 350 millions de dollars pour aider à répondre aux besoins des communautés d'accueil et des Rohingyas déplacés. À travers trois projets, nous aiderons près de 4 millions de personnes à accéder aux services de santé, de nutrition et de planification familiale et nous attaquerons au problème de la violence sexiste grâce à des services de prévention et d'intervention.

La région est également très vulnérable aux effets du changement climatique, notamment les catastrophes naturelles et l'élévation du niveau de la mer et la hausse des températures. Pour y remédier, il faut renforcer la résilience au niveau local. En Inde, un projet de 80 millions de dollars permettra d'améliorer la gestion de l'eau et d'augmenter la productivité agricole de plus de 400 000 petits agriculteurs, femmes et communautés pastorales de l'Himachal Pradesh. Pour la première fois en Asie du Sud, nous avons accordé une option de tirage différé pour les risques liés aux catastrophes (CAT-DDO) d'un montant de 10 millions de dollars, qui aidera les Maldives à atténuer les risques et les vulnérabilités associés à la COVID-19. Au Bhoutan, un

FIGURE 6 ASIE DU SUD

PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 20

PART DU TOTAL DE : 11,7 MILLIARDS DE DOLLARS












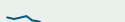
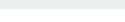




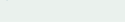

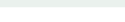
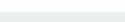
financement de 15 millions de dollars assorti d'une telle option soutiendra les réformes visant à gérer les risques liés au climat et aux catastrophes, y compris les épidémies. Au Népal, nous avons fourni 200 millions de dollars supplémentaires à l'appui du Projet de reconstruction des logements après les tremblements de terre. Cette somme financera près de 87 000 habitations supplémentaires dans 32 districts touchés par les tremblements de terre de 2015 et permettra de fournir des subventions aux familles pour s'assurer que les logements reconstruits sont résistants aux tremblements de terre. En Inde, un projet de 400 millions de dollars aidera le gouvernement à mettre en place un cadre institutionnel pour gérer le bassin du Gange et financer des investissements visant à lutter contre la pollution dans les zones urbaines du bassin.

Promouvoir l'intégration régionale

La Banque soutient le commerce transfrontalier, la connectivité des transports et de l'énergie, la sécurité hydrique à long terme, la durabilité environnementale et la résilience en Asie du Sud, qui reste l'une des régions du monde les moins intégrées économiquement. Au Bangladesh, un programme de 500 millions de dollars élargira et améliorera une autoroute nationale de 260 kilomètres pour soutenir des échanges régionaux plus importants et contribuer à améliorer les moyens de subsistance de plus de 20 millions de personnes dans les zones rurales. Un projet régional de 50 millions de dollars soutiendra un partenariat pour lutter contre la pollution plastique dans les réseaux hydrographiques transfrontaliers et les mers communes de la région.

Notre rapport intitulé *Unleashing E-Commerce for South Asian Integration* analyse comment le commerce électronique peut stimuler le commerce et devenir un moteur de croissance. En utilisant le commerce électronique de manière accrue, la région pourrait contribuer à accroître la concurrence et la productivité des entreprises, élargir l'accès aux marchés et renforcer les liens commerciaux entre les pays.

TABLEAU 13 ASIE DU SUD : LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	DONNÉES		TENDANCE
		2010	ACTUELLES ^a	
Population totale (millions)	1 391	1 639	1 836	
Croissance démographique (% annuel)	1,9	1,4	1,2	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	446	1 153	2 019	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,1	6,2	3,6	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	556 ^b	404	275	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	64	68	71	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	62	66	68	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	1 181	1 978	2 737	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	38,5 ^b	24,6	16,1	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et services	15	3	5	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	36	33	31	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	80	78	70	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	94	62	42	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	69	87	92	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	<1	7	30	
Accès à l'électricité (% de la population)	57	73	92	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	53	42	38	
Personnes utilisant les services d'eau au moins de base, 2015 (en % de la population)	20	43	59	
Personnes utilisant au moins des services d'eau de base (% de la population)	80	87	92	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2013 et 2019 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002. Pour les estimations de la pauvreté, voir les groupes régionaux à l'adresse <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/data.aspx>.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/sar.

Soutenir les progrès de développement de l'Afghanistan

AU COURS DES DEUX DERNIÈRES DÉCENNIES, l'Afghanistan a accompli des progrès impressionnants en matière de développement dans des circonstances difficiles. Le pays a réalisé des avancées importantes dans la fourniture de services publics, la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la scolarisation et l'élargissement de l'accès à l'électricité. Toutefois, l'Afghanistan a été durement touché par la COVID-19, qui a aggravé les défis liés à l'insécurité persistante, à l'incertitude politique et à la perspective d'une réduction des apports d'aide internationale. La croissance économique devrait diminuer fortement en 2020, et la grande majorité de la population du pays devrait basculer en dessous du seuil de pauvreté en raison des graves effets de la pandémie sur les revenus et l'emploi.

Le maintien de l'aide internationale est crucial pour soutenir le relèvement de l'Afghanistan et protéger les acquis du développement. La Banque est un partenaire de développement majeur du pays, qui apporte un soutien aux personnes les plus pauvres et aide le gouvernement à mettre en place des institutions solides. Ce partenariat englobe l'administration par nos services du Fonds fiduciaire pour la reconstruction de l'Afghanistan au nom de 34 bailleurs de fonds.

Au début de la pandémie de COVID-19, nous avons accéléré l'aide financière pour en atténuer les effets sanitaires, sociaux et économiques. Un projet de santé d'urgence de 100 millions de dollars aide à améliorer la fourniture des services de santé et fournit des équipements de protection individuelle et des médicaments aux agents de santé et aux patients. Un projet d'urgence de 200 millions de dollars, cofinancé par l'IDA et le fonds fiduciaire, œuvre en faveur d'un relèvement plus rapide et permet de maintenir le fonctionnement des infrastructures de base, à savoir l'eau, l'électricité et les télécommunications.

Au-delà de la pandémie, d'autres projets cofinancés par le fonds fiduciaire contribuent à améliorer les résultats en matière de santé et d'éducation et à protéger les moyens de subsistance dans tout le pays. À travers le projet Eqra, nous travaillons à améliorer l'accès à l'enseignement primaire et secondaire, en particulier pour les filles. Un projet distinct contribue à améliorer la qualité et l'adéquation de l'enseignement supérieur ; en conséquence, entre 2015 et 2020, le nombre d'inscriptions dans des disciplines clés de l'enseignement supérieur, telles que l'économie et le droit, est passé de 64 200 à 81 900. Dans le secteur de la santé, nous œuvrons à l'augmentation de l'utilisation et de la qualité des services de santé, de nutrition et de planification familiale. En outre, nous soutenons des projets agricoles qui ont aidé à remettre en état près de 200 mécanismes d'irrigation au profit de 425 000 ménages d'agriculteurs, à financer plus de 35 500 hectares de nouveaux vergers de pistaches et de fruits dans 34 provinces, à réhabiliter 32 000 hectares de vergers existants, et à mettre en place 143 000 programmes d'activités maraîchères.

Beaucoup reste à faire. Les années à venir seront cruciales pour renforcer la capacité des institutions afghanes à fournir des services de base. Dans le cadre de notre collaboration avec les pays donateurs à travers le fonds fiduciaire, nous continuerons de jouer un rôle clé dans la préservation des acquis du développement de l'Afghanistan.





APPLIQUER L'EXPÉRIENCE ET LES ANALYSES POUR OBTENIR DES RÉSULTATS APPRÉCIABLES DANS LES PAYS

L'EFFICACITÉ DE NOTRE PRÉSENCE dans les pays est renforcée par nos compétences sectorielles et par des programmes d'étude et de recherche qui apportent des éclairages utiles aux pays pour résoudre des problèmes de développement urgents. Nos pôles mondiaux d'expertise travaillent avec les personnels basés dans les pays, des partenaires et les autres institutions du Groupe de la Banque pour faire bénéficier nos clients d'un ensemble complet d'aides financières et opérationnelles, de services de conseil et de notre pouvoir de rassemblement. Grâce à l'expérience et aux connaissances techniques acquises dans une grande palette de régions et de secteurs, nous sommes à même de faciliter les échanges d'idées et de pratiques de référence entre les pays et de proposer une vision globale et transversale des grands problèmes de développement qui fait notre singularité.

Nous faisons part des résultats de nos recherches par le biais de publications, d'analyses approfondies et de données sur le développement en libre accès. Nos rapports phares — auxquels se réfèrent largement les autorités gouvernementales, les organisations de la société civile, les partenaires et les entreprises privées — contribuent à orienter le discours sur les problématiques examinées aux niveaux mondial, régional et national. Nos analyses personnalisées fournissent des évaluations détaillées des sujets de préoccupation prioritaires de nos clients et de nos partenaires de développement. En favorisant l'accès à de nombreux enseignements et données, nous aidons les pays à suivre les progrès réalisés et à prendre des décisions éclairées lors de la mise en œuvre des projets.

Nous appliquons ces connaissances sectorielles pour mener des actions rapides qui aident les pays à faire face à la COVID-19. Nous nous inspirons aussi de nos expériences passées d'assistance à des pays confrontés à de précédentes crises, qu'il s'agisse de catastrophes naturelles, de maladies infectieuses ou de chocs économiques. Nous nous efforçons d'aider les pays à élaborer des réponses détaillées et spécifiques aux difficultés provoquées par la pandémie, dans des domaines aussi divers que la santé, l'éducation, la protection sociale, l'assainissement, les services numériques et la sécurité alimentaire. Notre objectif est que les pays puissent préserver les gains durement acquis et enregistrer de bons résultats en matière de développement au sortir de cette crise sans précédent.

Réduire la pauvreté dans un contexte mondial difficile

En dépit d'avancées majeures ces dernières décennies, le monde n'était pas en bonne voie pour mettre fin à la pauvreté d'ici 2030 avant même que la pandémie de COVID-19 ne se déclare. D'après nos estimations, cette pandémie pourrait faire basculer dans l'extrême pauvreté environ 100 millions de personnes supplémentaires. Une grande partie d'entre elles seront concentrées dans des pays déjà confrontés à des taux de pauvreté élevés, mais les pays à revenu intermédiaire ne seront pas épargnés. Nous aidons les pays à y faire face en leur apportant les données, les conseils, et les moyens financiers dont ils ont besoin pour protéger les personnes et les entreprises des effets de cette crise et développer la résilience.

Pour lutter plus largement contre l'extrême pauvreté, nous devons disposer d'une plus grande somme de données de meilleure qualité, en particulier en provenance des pays les plus pauvres et de ceux touchés par la fragilité et les conflits. Dans le prolongement des efforts précédents, l'enveloppe d'IDA-19 comprend de nouveaux engagements destinés à aider les pays à accélérer et améliorer leurs activités de collecte de données. L'initiative D4P (Data for Policy) du Groupe de la Banque mondiale appuie la production d'un ensemble de statistiques économiques, sociales et relatives à la durabilité, nécessaires pour pouvoir suivre et évaluer les mesures et les programmes des pouvoirs publics. Elle vise également à améliorer la disponibilité et la qualité de statistiques ventilées par genre et par sexe dans les pays IDA afin d'éclairer les décisions publiques.

Assurer la viabilité de la dette et la transparence

Le financement par l'emprunt est essentiel au développement et, utilisé à bon escient, il peut aider les pays à financer des projets de grande envergure et à enregistrer une croissance soutenue et inclusive. Notre travail sur l'endettement public tourne autour de trois thématiques principales : promouvoir la transparence de la dette, permettre une bonne gestion de la dette et des risques budgétaires, et remédier aux vulnérabilités liées à la dette.

La hausse de l'endettement était redevenue une source de risque dans les économies émergentes et en développement avant même l'éruption de la pandémie de COVID-19. En plus de gérer les nouvelles vulnérabilités engendrées par la pandémie, le Groupe de la Banque continue d'analyser et d'évaluer les niveaux d'endettement au moyen du Cadre de viabilité de la dette, en collaboration avec le FMI et les pays clients.

En avril 2020, la Banque et le FMI ont appelé à suspendre les paiements des pays IDA au titre du service de la dette bilatérale pour s'assurer qu'ils disposent des liquidités nécessaires pour gérer les difficultés posées par la COVID-19 et permettre une évaluation de leurs besoins de financement. Les dirigeants des États du G20 ont donné leur aval à l'Initiative de suspension du service de la dette qui instaure un moratoire sur les paiements des pays pauvres au titre du service de la dette bilatérale à compter du 1^{er} mai 2020. En juin 2020, nous avons communiqué de nouvelles informations sur les paiements annuels prévisionnels au titre du service de la dette des 73 pays pouvant bénéficier de cette initiative, décomposés par pays créancier, sur un portail en ligne qui indique les économies potentielles pour chaque pays admissible, à la fois en dollars et en pourcentage du PIB.

Nous avons publié deux importantes analyses durant l'exercice 20 afin d'aider à mesurer le niveau de la dette en hausse dans les pays en développement et de proposer des solutions. L'étude sur les vagues d'endettement mondiales intitulée *Global Waves of Debt* publiée en décembre 2019 a mis en évidence la montée rapide et généralisée de l'endettement dans les pays en développement depuis 2010 et proposé des mesures possibles pour réduire la probabilité des crises et atténuer leur impact si elles surviennent. Dans un document publié en février 2020 avec le FMI sur l'endettement dans les pays à faible revenu, *The Evolution of Public Debt Vulnerabilities in Lower-Income Economies*, nous avons évalué les problèmes d'endettement qui progressent depuis 2017 dans les pays à faible revenu, en pointant les principaux risques. Nous avons également élaboré un cadre de riposte à la crise destiné à apporter une assistance en matière de gestion de la dette publique et de marchés des titres d'État pour les pays en développement touchés par la pandémie.

Pour financer leurs besoins de développement, les pays doivent trouver des fonds provenant de ressources intérieures. Or, dans plus d'un tiers des pays les plus pauvres du monde, le ratio recettes fiscales/PIB est inférieur aux 15 % jugés nécessaires pour assurer les fonctions élémentaires de l'État. Nous aidons les pays en développement à mobiliser des ressources intérieures en élargissant et en approfondissant leurs bases d'imposition. Cela leur permet d'être moins dépendants des financements extérieurs — comme l'aide internationale, l'aide au développement et les emprunts étrangers — tout en amenant des progrès plus généraux en termes de responsabilisation des pouvoirs publics, de capacité de réaction et de capacités institutionnelles.

La Somalie est un exemple de pays fragile ayant réussi à améliorer le recouvrement de recettes grâce à une aide soutenue. Depuis 2015, le Groupe de la Banque apporte son concours en matière d'administration de la politique fiscale et d'éducation du contribuable en vue d'améliorer le respect spontané des obligations. Durant cette période, le recouvrement des recettes a plus que doublé et dépassé les objectifs, passant de 76 millions de dollars en 2013 à 183 millions de dollars en 2018. Et en mars 2020, le Groupe de la Banque et le FMI ont estimé que le pays avait pris les mesures nécessaires pour commencer à bénéficier d'un allègement de dette au titre de l'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). La Somalie est le 37^e pays à atteindre cette étape, appelée « point de décision de l'Initiative PPTE ».

Lutter contre la corruption et promouvoir une bonne gouvernance

Nous travaillons aux côtés des pays à renforcer leur gouvernance et leurs institutions et à lutter contre la corruption systémique. Nous aidons les autorités gouvernementales à renforcer la gestion des finances publiques, à améliorer les services judiciaires, à former les fonctionnaires, à investir dans des systèmes d'information financière, à développer l'accès du public à l'information, et à réduire les possibilités de corruption administrative telles que les dessous-de-table. Nous sommes aussi en train d'élaborer de nouveaux outils qui permettront de surveiller et mesurer les flux financiers illicites aux niveaux national et régional. Dans le contexte de la crise de la COVID-19 qui souligne encore l'importance d'avoir un secteur public fort, nous avons également préparé des notes d'orientation et un portail de suivi pour aider les pays à renforcer la résilience de leur gouvernance et de leurs institutions pour mieux faire face à la pandémie.

Dans les pays en développement, le manque de capacités peut se traduire par une marge de manœuvre budgétaire réduite, des procédures de passation de marchés mal gérées, et des services médiocres, avec en outre un risque de corruption plus élevé. Grâce à la technologie, les pouvoirs publics peuvent gagner en efficacité, en transparence et en réactivité, et bénéficier d'une plus grande confiance de la part des citoyens. Notre partenariat mondial GovTech et le fonds fiduciaire multidonateurs GovTech (créé avec l'appui de l'Autriche et de la République de Corée) visent à utiliser la technologie pour améliorer le fonctionnement de l'appareil d'État, la fourniture des services et la participation citoyenne. Ces initiatives nous permettront d'approfondir notre travail sur une échelle mondiale, d'aider les pays à moderniser leurs structures publiques et d'accompagner la mission que s'est donnée l'IDA de promouvoir une administration publique simple, accessible et efficace — ce que la pandémie de COVID-19 a rendu encore plus indispensable.

Nous affinons et élargissons toujours plus notre stratégie de lutte contre la corruption. L'allocation rapide de ressources face à la COVID-19 peut accroître les risques de corruption et ébranler la confiance de la population dans les mesures prises par l'État pour répondre à la pandémie. Pour aider les pays à déployer une stratégie anti-corruption plus énergique, nous avons élaboré une nouvelle initiative assortie d'un plan d'action qui réaffirme et redynamise notre attachement à la lutte contre la corruption. Dans ce cadre, nous proposons des évaluations des difficultés rencontrées par les autorités gouvernementales face à la corruption, des instruments susceptibles de contribuer à y remédier, et des moyens employés par les pays pour obtenir des progrès.

Les pays peuvent améliorer l'intégrité et l'efficacité de leurs dépenses publiques en mettant en place des procédures de passation de marchés publics bien pensées. La Banque assure un appui et une surveillance fiduciaires, aide les pouvoirs publics à préparer et mettre en œuvre des projets, et conseille les autorités gouvernementales sur les réformes des politiques publiques et des procédures nécessaires pour renforcer les systèmes de passation de marchés. Dans le cadre d'une collaboration internationale, nous procédons à l'expérimentation d'une nouvelle méthode d'évaluation qui permettra d'accélérer la mise en œuvre de systèmes de passation de marchés modernes, efficaces, durables et plus inclusifs. Au cours de l'exercice 20, nous avons réalisé 16 évaluations de ce type au Bangladesh, au Burkina Faso, en Chine, à Djibouti, en Éthiopie, au Gabon, en Inde, au Kazakhstan, au Liban, au Malawi, à Moldova, au Mozambique, en République démocratique du Congo (RDC), au Rwanda, en Tunisie et en Zambie. Nous appuyons également l'introduction de systèmes électroniques de passation de marchés et d'autres techniques novatrices, comme l'intelligence artificielle et l'analyse de données. Dans le cadre d'IDA-19, la Banque va aider au moins la moitié des pays IDA à déployer des systèmes électroniques de passation de marchés et à réaliser des analyses détaillées des données sur les marchés publics, ce qui améliorera l'efficacité, la transparence et l'intégrité des dépenses publiques.

Dès l'apparition de la pandémie de COVID-19, nous nous sommes mobilisés rapidement pour venir en aide aux pays, en travaillant avec des fournisseurs pour transmettre les estimations des demandes totales et en élaborant une procédure rationalisée d'achat de fournitures et de matériels médicaux. Il a fallu pour cela appliquer des modalités d'achat d'urgence accélérées, résoudre les problèmes d'approvisionnement en fournitures et matériels médicaux, et gérer l'impact de la COVID-19 sur les marchés moins urgents et l'exécution des contrats.

Mobiliser le pouvoir économique des femmes

Si la fracture entre les femmes et les hommes a diminué dans le monde, en particulier dans l'enseignement primaire et la santé, elle est encore loin d'être comblée. Des données probantes montrent que, si les femmes gagnaient autant que les hommes sur l'ensemble de leur vie, la richesse mondiale pourrait augmenter de 172 billions de dollars. Mais les filles, les garçons, les femmes et les hommes sont touchés différemment par de grands enjeux du développement à cause de lois et de mesures discriminatoires, et de normes sociales et relatives sexospécifiques qui influent sur leurs rôles et leurs responsabilités.

La Stratégie du Groupe de la Banque en matière de genre pour la période 2016-2023 s'appuie sur les progrès déjà réalisés et illustre les évolutions du paysage mondial ainsi que les données disponibles sur les solutions efficaces pour réduire les écarts entre les femmes et les hommes dans la santé, l'éducation, la protection sociale, l'emploi, le patrimoine, et les possibilités d'expression et d'action. Les nouveaux engagements pris au titre d'IDA-19 accélèrent l'élan imprimé dans des domaines tels que les droits fonciers, les emplois plus productifs dans les infrastructures, l'emploi numérique, les services financiers, et l'élimination et la gestion des violences sexistes.

Éliminer les écarts entre femmes et hommes et autonomiser les femmes peut aider les pays à s'engager sur une trajectoire durable de diversification de leur économie, d'augmentation de la productivité et d'amélioration de leurs perspectives d'avenir. En Asie du Sud, le réseau professionnel de femmes travaillant dans le secteur énergétique

WePower œuvre à augmenter le pourcentage encore faible de femmes travaillant dans le secteur énergétique. Au Ghana, nous aidons à établir l'égalité d'accès aux services financiers entre les femmes et les hommes, en partie en modernisant les plateformes informatiques de manière à développer les services financiers numériques et toucher des populations mal desservies. En République centrafricaine, le Projet d'appui et de renforcement du système de santé permet de relever la qualité des services de santé essentiels et de financer des services aux victimes de violences sexistes, notamment des services cliniques, des lieux sécurisés et un soutien psychologique et socioéconomique.

La Banque héberge également l'initiative de financement en faveur des femmes entrepreneurs (We-Fi), qui aide les femmes des pays en développement à avoir accès à des financements, à des marchés et à des réseaux pour leurs entreprises, et qui œuvre à la réduction des obstacles réglementaires et juridiques auxquels elles sont confrontées. En tant que partenaire de l'initiative We-Fi, le Groupe de la Banque met en œuvre 27 projets dans 24 pays par l'entremise d'un programme de 75 millions de dollars, dont 26 millions de dollars de la Banque et 49 millions de dollars d'IFC. Au Pakistan, nous renforçons l'écosystème de l'entrepreneuriat local en aidant à développer la capacité des incubateurs locaux à proposer de meilleurs programmes et à former des femmes entrepreneurs.

Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, un partenariat de la Banque avec UPS permettra à quelque 750 femmes d'étendre leurs entreprises à l'étranger en leur donnant accès à des plateformes de commerce électronique, à des possibilités de formation et à des services personnalisés d'assistance et d'accompagnement. Au Bangladesh, nous avons organisé des formations à l'intention de plus d'une centaine de femmes entrepreneurs, et 15 grandes sociétés se sont engagées à travailler avec des PME dirigées par des femmes.

Le portail de données sur le genre du Groupe de la Banque (Gender Data portal) permet de consulter gratuitement des données ventilées par sexe pour plus de 600 indicateurs portant sur la démographie, l'éducation, la santé, l'accès à des opportunités économiques, la vie publique et les processus de décision. Les laboratoires d'innovation sur le genre et l'égalité des sexes (Gender Innovation Labs) mis en place dans cinq régions en développement produisent des données sur les initiatives favorisant l'égalité entre les sexes et mènent des évaluations d'impact rigoureuses sur des méthodes novatrices permettant d'éliminer les écarts entre femmes et hommes. La Banque va aussi puiser dans les registres d'immatriculation des entreprises pour rassembler des données sur le pourcentage de femmes propriétaires ou gérantes d'entreprises ou entrepreneurs individuels dans 52 pays.

Toutefois, la pandémie de COVID-19 menace de faire perdre certains gains acquis. Les femmes ont souvent des formes d'emploi plus précaires et assument l'essentiel de la charge d'aide aux proches ; la crise les place aussi face à un risque accru de violences sexistes et de dégradation de la santé génésique. Les femmes entrepreneurs sont particulièrement vulnérables aux perturbations de l'offre et de la demande liées à la



Les Femmes, l'entreprise et le droit 2020

La sixième édition du rapport « *Les femmes, l'entreprise et le droit* » a analysé les législations et réglementations ayant des conséquences sur l'inclusion économique des femmes dans 190 économies. L'indice de ce rapport comprend huit indicateurs fondés sur les interactions des femmes avec le droit en début, en cours et en fin de carrière. Il met en regard les différents domaines du droit avec les décisions économiques prises par les femmes à diverses étapes de leur vie. Le rapport a actualisé tous les indicateurs à la date de septembre 2019 et a réuni des données démontrant les relations entre l'égalité des sexes devant la loi et l'inclusion économique des femmes.

COVID-19, car leurs entreprises sont plus souvent informelles, elles ont moins accès à des financements et disposent d'un fonds de roulement très minime.

Nous travaillons avec les pays pour veiller à ce que les mesures de riposte et de relèvement prennent en compte les répercussions différentes de la pandémie sur les femmes et les hommes. Aux Îles Salomon, le Projet d'amélioration de l'accès local et des services urbains s'emploie à développer les emplois temporaires et les activités de formation au profit des populations vulnérables, dont les femmes, les jeunes, les pauvres vivant en milieu urbain, et de nombreux travailleurs du secteur informel qui peuvent avoir perdu leur principale source de revenus. En Ouganda, le Projet d'aide au développement en réponse aux conséquences des déplacements de population permettra de surveiller les données relatives aux violences sexistes et aux violences à l'égard des enfants et de favoriser le signalement rapide et efficace des cas.

Appuyer la création d'emplois et transformer les économies

Créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour alléger la pauvreté et ouvrir des perspectives

Le moyen le plus sûr de sortir de la pauvreté est d'avoir de bons emplois, indispensables pour créer des sociétés prospères et équitables. Ces dix dernières années, la hausse des revenus du travail a été à l'origine d'environ 40 % du recul de la pauvreté dans le monde. Néanmoins, l'emploi reste un défi immense et pressant pour beaucoup de pays en développement. Fin 2018, plus de 173 millions de personnes à travers le monde étaient sans emploi, dont une part disproportionnée de jeunes, et deux milliards d'adultes en âge de travailler, principalement des femmes, étaient inactifs. Durant la prochaine décennie, quelque 600 millions d'individus seront à la recherche d'un emploi. Plus de 65 % des travailleurs — soit à peu près 2 milliards d'individus de plus — occupent des emplois informels peu productifs et ne gagnent pas suffisamment pour échapper à la pauvreté. Les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 vont encore exacerber ces tendances : les pertes d'emplois atteignent déjà des niveaux astronomiques dans beaucoup de pays.

Face à la crise de l'emploi, le Groupe de la Banque aide les pays en développement à concevoir et mettre en œuvre des stratégies intégrées et plurisectorielles, et mobilise les connaissances mondiales afin que ces pays soient à même de créer de meilleurs emplois pour un plus grand nombre de personnes. Nous réalisons des diagnostics en matière d'emploi afin d'aider les pays à mettre en évidence les principaux enjeux au niveau de l'économie nationale, des entreprises et des ménages. Nous mobilisons les connaissances mondiales pour trouver des solutions aux problèmes courants dans ce domaine. Le tout récent rapport *Pathways to Better Jobs* montre les étapes suivies par les travailleurs, qui mènent à des emplois plus productifs. Le Groupe de la Banque aide les pays à mettre en œuvre des stratégies propres à favoriser de meilleurs emplois et la transformation de l'économie, mettant l'accent sur les investissements dans les équipements et le capital humain afin d'accroître la productivité et les revenus, et sur des politiques publiques qui facilitent la compétitivité et les échanges pour générer des liens commerciaux plus forts et augmenter la demande. Nous concevons également des outils de suivi et d'évaluation pour uniformiser la façon de mesurer les résultats des projets en matière d'emploi.

L'IDA reste en première ligne des efforts déployés dans ce domaine. L'enveloppe de 82 milliards de dollars prévue au titre d'IDA-19 va nous permettre de renforcer notre appui à la création d'emplois et à la transformation économique. Elle aidera à mobiliser des investissements privés créateurs d'emplois, notamment dans des infrastructures accessibles et de bonne qualité. Elle permettra aussi d'ouvrir davantage de perspectives aux travailleurs et aux entrepreneurs, d'augmenter leurs capacités et de les connecter à des emplois. Dans le cadre d'IDA-19, nous avons prévu d'accompagner au moins 12 des pays IDA figurant en bas du classement de l'indice de capital humain par des programmes ou des mesures visant à améliorer les compétences et l'employabilité des travailleurs et tenant compte des problèmes spécifiques auxquels sont confrontés les jeunes adultes, femmes et hommes. Au moins 60 % des opérations de financement d'IDA-19 en faveur du développement des compétences numériques contribueront à améliorer l'accès des femmes à des emplois plus productifs, notamment des emplois en ligne, afin de permettre l'émancipation économique des femmes.

Par ailleurs, la Banque héberge plusieurs partenariats importants ciblés sur l'amélioration de l'emploi, dont l'alliance multipartite Solutions for Youth Employment, où le secteur privé est très représenté, ou encore l'initiative Partnership for Economic Inclusion, qui travaille à promouvoir une croissance des revenus durable dans les foyers et les populations les plus défavorisés. Nous hébergeons également l'Alliance mondiale pour le savoir sur les migrations et le développement (KNOMAD), qui surveille les flux migratoires et les envois de fonds des travailleurs émigrés. Selon son dernier rapport, ces envois de fonds mondiaux — qui représentent une source de revenus vitale pour les pays en développement — devraient se contracter d'environ 20 % en 2020, la plus forte

baisse enregistrée ces dernières années, du fait de la crise économique provoquée par la COVID-19. Nous collaborons avec KNOMAD pour maintenir ouverts les circuits d'envoi de fonds et préserver l'accès des populations les plus pauvres aux éléments fondamentaux dont ils ont besoin.

Améliorer l'accès aux services financiers et aux systèmes de paiement grâce aux technologies numériques

L'accès à des services financiers à coût abordable est un paramètre essentiel pour réduire la pauvreté, améliorer l'égalité des revenus et favoriser la croissance économique. Beaucoup trop de personnes — 65 % des adultes dans les pays en développement — n'ont pas accès à des comptes courants élémentaires leur permettant d'envoyer ou de recevoir des paiements, et encore moins à des services d'épargne, d'assurance et de crédit qui les aideraient à développer leurs entreprises, à atténuer les risques et à anticiper l'avenir.

Les services financiers numériques peuvent abaisser les coûts en maximisant les économies d'échelle et en augmentant la vitesse, la sécurité et la transparence des transactions. Ils permettent aussi de proposer des services financiers personnalisés susceptibles d'être plus utiles aux pauvres. Nous travaillons avec le secteur public et le secteur privé dans plus de 50 pays pour améliorer l'accès à des services financiers numériques en investissant dans les infrastructures, par exemple dans le haut débit mobile, et en dispensant des conseils sur les cadres juridique et réglementaire appropriés afin d'encourager le développement de ces services.

Au Niger, nous avons aidé les autorités à améliorer la supervision des établissements de microfinance, à augmenter le nombre de points d'accès par le biais du réseau postal et des téléphones portables, à ajouter des produits d'épargne aux applications d'argent mobile, et à dématérialiser les paiements de l'État afin d'abandonner les transactions en espèces au profit des transferts électroniques. Au Mexique, nous avons prodigué des conseils aux pouvoirs publics pour la rédaction d'une loi sur les technologies financières et pour la mise en œuvre de réglementations visant à améliorer l'inclusion financière des ménages et des petites et moyennes entreprises.

Nous avons aussi lancé l'initiative Government-to-Person Payments (paiements de l'État aux particuliers), qui accompagne les pays souhaitant dématérialiser les transferts monétaires et les paiements d'aide sociale de manière à donner aux bénéficiaires une certaine liberté et la possibilité de choisir entre plusieurs prestataires, à stimuler l'inclusion financière, et à favoriser l'émancipation économique des femmes. Cette initiative intervient alors que, partout dans le monde, les pouvoirs publics augmentent les aides sociales et veulent virer directement des fonds aux particuliers. Dans le contexte de la pandémie de COVID 19, des dizaines de pays réfléchissent à la mise en place de transferts financiers directs aux ménages et aux petites entreprises, en dehors des mécanismes de protection sociale traditionnels. Cette aide monétaire immédiate peut être vitale dans les situations d'extrême pauvreté. Des systèmes de transferts monétaires rationnels peuvent aussi faciliter le redémarrage de l'économie, restaurer des sources de revenus, et aider à se préparer aux défis de demain. En travaillant avec les pays à la modernisation de leurs écosystèmes de paiement, nous les aidons à acheminer cette assistance rapidement et de manière efficiente aux personnes dans le besoin.



Doing Business 2020 : une comparaison des réglementations dans 190 économies

La 17^e édition de ce rapport phare annuel a mesuré les réglementations qui favorisent l'activité des entreprises et celles qui la freinent. Les indicateurs quantitatifs qui y figurent couvrent 12 domaines de l'environnement des affaires dans 190 économies. Le rapport 2020 vise à fournir des données objectives dans le but d'aider les pays à élaborer des réglementations bien pensées, et à encourager le travail de recherche sur les dimensions importantes de l'environnement réglementaire applicable aux entreprises.

Rapport sur le développement dans le monde 2020 : Le commerce au service du développement à l'ère de la mondialisation des chaînes de valeur



Ce rapport phare a pointé le fait que les chaînes de valeur mondiales (CVM) peuvent aider à stimuler la croissance, à créer des emplois de meilleure qualité et à réduire la pauvreté si les pays en développement entreprennent des réformes plus profondes et que les pays industrialisés mettent en œuvre des politiques ouvertes et prévisibles. Des données concrètes indiquent que l'évolution technologique représente probablement plus une aubaine qu'une malédiction pour le commerce et les CVM. Les avantages de la participation aux CVM peuvent être largement partagés et s'inscrire dans la durée si tous les pays améliorent les dispositifs de protection sociale et environnementale.

Faciliter le commerce pour favoriser la croissance économique

Le commerce est un important moteur de croissance qui crée des emplois, réduit la pauvreté et accroît les opportunités économiques. Depuis 1990, la croissance fondée sur l'ouverture du commerce a permis à plus d'un milliard de personnes d'échapper à la pauvreté. Les chaînes de valeur mondiales ont alimenté cette montée en puissance et représentent aujourd'hui près de la moitié des échanges. Depuis la crise financière internationale de 2008 toutefois, la croissance du commerce s'est ramollie et l'expansion des chaînes de valeur est au point mort. L'édition 2020 du Rapport sur le développement dans le monde intitulé *Le commerce au service du développement à l'ère de la mondialisation des chaînes de valeur* analyse les perspectives que les chaînes de valeur ouvrent aux pays. Il conclut que, même si les nouvelles technologies pourraient à terme rapprocher la production des consommateurs et réduire la demande de main-d'œuvre, l'évolution technologique reste plus une aubaine qu'une malédiction.

Pour que le commerce profite à tous, le Groupe de la Banque collabore avec les pays pour accélérer et simplifier les importations et les exportations. Nous aidons les autorités à éliminer les obstacles et les freins aux échanges, à rendre les délais de transit plus prévisibles, et à harmoniser les systèmes et les procédures au moyen de normes internationales. À la date de juin 2020, nous comptons des projets de facilitation du commerce dans 68 pays. Au Guatemala et au Honduras, nous avons aidé à réduire le temps de passage des frontières de 10 heures à 7 minutes grâce à un outil en ligne qui élimine les formalités administratives à la frontière et les procédures douanières redondantes. En Sierra Leone, notre aide a permis de moderniser le port de Freetown en l'équipant du Système douanier automatisé, le système mondialement reconnu pour la gestion des opérations douanières. Avec cette évolution, la Sierra Leone espère diminuer de 10 % les redevances liées au commerce international et simplifier et réduire le nombre de procédures imposées aux importateurs et exportateurs.

Il est vital de maintenir les échanges pendant la pandémie de COVID-19 pour assurer l'accès à des denrées alimentaires et à des articles médicaux essentiels, et limiter les répercussions négatives sur l'emploi et la pauvreté. Nous apportons des conseils et une assistance technique aux pays en développement pour les aider à faciliter la libre circulation des marchandises en toute sécurité. Face aux pénuries de fournitures médicales, nous avons mis en garde les pouvoirs publics contre les mesures protectionnistes, par exemple l'interdiction de certaines exportations. Ces interdictions entraînent des hausses de prix et peuvent empêcher la livraison de fournitures nécessaires dans les pays en développement, dont beaucoup sont tributaires des importations pour certains articles médicaux vitaux.

Soutenir des résultats solides en matière de capital humain

Le capital humain est constitué des connaissances, des capacités, des compétences et de la résilience que les personnes accumulent et de la santé dont elles bénéficient, tout au long de leur vie. Il leur donne les moyens de réaliser pleinement leur potentiel et de devenir des membres productifs de la société, et est un moteur essentiel de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté et de la prospérité partagée. Les pays qui investissent efficacement et équitablement dans le développement, la protection et le déploiement du capital humain seront plus concurrentiels dans une économie mondiale qui récompense les compétences cognitives de haut niveau.

La pandémie de COVID-19 souligne l'importance de protéger le capital humain en temps de crise. Notre note d'orientation intitulée *Protéger les hommes et les économies : Réponses intégrées à la COVID-19*, propose une série de recommandations, notamment :

i) associer des mesures telles que le dépistage et la recherche des contacts, l'isolement et la quarantaine, et le traitement pour contenir la maladie et lutter contre la pandémie ; ii) éploier des efforts pour protéger l'emploi et pérenniser la croissance des entreprises et la création d'emplois, protéger les revenus des ménages et la sécurité alimentaire, et garantir l'accès des populations vulnérables aux services ; et iii) s'employer à maintenir la stabilité macroéconomique à long terme, à instaurer la confiance, à communiquer clairement et à repenser les politiques pour reconstruire avec des systèmes plus solides pour le bien des populations et des économies.

Les profonds effets de la crise soulignent l'urgence d'assurer la couverture sanitaire universelle, d'établir des systèmes éducatifs solides, d'étendre la protection sociale et de veiller à l'adaptabilité des programmes et des politiques, pour que les pays puissent atténuer les effets du choc et créer un contexte propice à la résilience.

Mettre en œuvre le Projet sur le capital humain

Le Projet sur le capital humain est une initiative mondiale visant à accroître le nombre et la qualité des investissements dans les ressources humaines afin d'améliorer l'équité et la croissance économique. Au mois de mai 2020, 77 pays de diverses régions et de niveaux de revenus variables participaient à ce projet, signe de la large reconnaissance de l'importance du capital humain comme moteur essentiel de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté et de la prospérité partagée. Le projet mobilise les partenaires pour améliorer les résultats en matière de capital humain, afin que toutes les filles et tous les garçons soient bien nourris et prêts à apprendre, accèdent à un véritable apprentissage scolaire et entrent sur le marché du travail en adultes bien portants, compétents et productifs.

Le Groupe de la Banque s'est engagé à aider les pays à améliorer leur capital humain grâce à ses services de conseil, d'analyse, d'encadrement opérationnel et de recherche. Alors que les pays luttent contre les effets de la pandémie de COVID-19, nous intensifions notre soutien en mobilisant et déployant des ressources humaines, des fournitures essentielles et des financements pour les interventions de santé publique, la nutrition, les dispositifs de protection sociale et les services essentiels dans le cadre de la riposte d'urgence à la pandémie, en visant tout particulièrement les groupes vulnérables, tels que les personnes âgées, les professionnels de la santé et tous ceux qui ont perdu leurs moyens de subsistance. Nous continuons d'aider les pays à améliorer leurs résultats en matière de capital humain et à accélérer les progrès grâce aux mesures suivantes :

- Mise en œuvre d'une nouvelle génération d'opérations multisectorielles à l'appui des politiques de développement, qui se concentrent sur le renforcement du capital humain en éliminant les obstacles au niveau des politiques et des institutions, notamment à Madagascar, au Pakistan, au Pérou et au Rwanda.
- Ciblage accru de l'action sur la pauvreté des apprentissages (le pourcentage d'enfants de 10 ans qui ne peuvent pas lire et comprendre un texte court), et prise de dispositions pour remédier aux pertes d'apprentissage, en particulier dans le contexte des fermetures d'écoles liées à la pandémie.
- Élargissement de la couverture sanitaire universelle — des services de qualité pour tous sans difficulté financière, notamment en cas de pandémie telle que la COVID-19 — en mettant l'accent sur les soins primaires pour un milliard de personnes supplémentaires d'ici à 2023.
- Placement des femmes et des filles au cœur des efforts en améliorant l'accès à l'éducation, aux services de santé, aux opportunités économiques et à l'autonomisation.
- Placement de la priorité sur les investissements essentiels dans la petite enfance afin de renforcer les retombées tout au long de la vie de l'accès à une bonne santé, à une nutrition adéquate, à une stimulation et un apprentissage précoces, à des soins adaptés et à un cadre de vie sécurisé.
- Accélération des investissements pour stimuler la transformation économique, pour que les investissements dans le capital humain puissent conduire à des modes de subsistance viables et à des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.
- Fourniture d'un soutien analytique pour aider les pouvoirs publics à hiérarchiser les dépenses compte tenu des contraintes budgétaires, et à mener un solide programme de mesure, comprenant le suivi des principaux investissements dans le capital humain et de leurs résultats.

Nous préparons également un indice du capital humain actualisé, avec les dernières données disponibles et 17 pays supplémentaires, une plus grande ventilation par sexe et un suivi sur une décennie de la trajectoire des données sur le capital humain dans les pays afin d'améliorer l'élaboration des politiques.

Les partenariats visant à promouvoir la collaboration et le partage des connaissances occupent également une place centrale dans le projet. Ils comprennent un réseau de points focaux qui met en relation les fonctionnaires du monde entier pour qu'ils puissent partager leurs expériences, solutions novatrices et enseignements du passé, notamment dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Nous participons également au dialogue avec

les champions mondiaux du projet lors des grandes manifestations, telles que l'Assemblée générale des Nations Unies et les Réunions de printemps et Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI, ainsi qu'avec d'autres acteurs clés. Pour faire face à la crise mondiale de l'apprentissage, nous avons mobilisé des partenaires, dont UK Aid, la Fondation Bill & Melinda Gates, l'UNESCO et l'UNICEF. Nous avons également créé le Programme-cadre sur le capital humain (*Human Capital Umbrella*), qui est un mécanisme de financement multidonateurs destiné à soutenir les initiatives visant à accélérer les résultats sur le plan du capital humain.

Répondre à la crise mondiale de l'apprentissage

Le monde connaît une crise de l'apprentissage. Même avant la pandémie de COVID-19, près de 260 millions d'enfants et de jeunes n'étaient pas scolarisés. La mauvaise qualité de l'enseignement signifie que l'apprentissage de nombreux élèves est insuffisant. Les enfants et les jeunes les plus défavorisés ont le plus mauvais accès à la scolarité, les taux d'abandon scolaire les plus élevés et les déficits d'apprentissage les plus importants.

Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies de septembre 2019, le Groupe de la Banque a introduit un nouveau concept, la pauvreté des apprentissages, développé en étroite collaboration avec l'Institut de statistique de l'UNESCO. Nous avons constaté que le taux de pauvreté des apprentissages dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire était de 53 %, ce qui signifie que plus de la moitié des enfants de 10 ans ne savaient ni lire ni comprendre une histoire simple. Pour galvaniser les énergies en faveur des objectifs éducatifs et lutter contre cette crise, nous avons lancé un nouvel objectif mondial lors des Assemblées annuelles de 2019, à savoir réduire de moitié au moins le taux de pauvreté des apprentissages à l'horizon 2030.

Avec des opérations dans plus de 80 pays, la Banque est la plus importante source d'aide financière extérieure pour l'éducation dans les pays en développement. Nos financements et services d'analyse et de conseil aident les pays à mettre en place et à renforcer les systèmes d'apprentissage destinés aux enfants, aux jeunes et à ceux qui ont besoin d'acquérir des compétences à l'âge adulte. Nous finançons actuellement plus de 145 projets d'éducation, allant du développement de la petite enfance et de l'éducation de base et secondaire à la formation professionnelle et à l'enseignement supérieur.

Alors que nous participons à la lutte contre les effets de la pandémie de COVID-19, notre riposte opérationnelle vise à atténuer les dommages connexes et à utiliser les investissements réalisés dans le téléenseignement pendant la crise pour accélérer les progrès vers un système éducatif plus résilient, plus équitable et plus personnalisé. Face à la fermeture des écoles, nous avons agi rapidement pour soutenir les pays à mettre en place ou à améliorer les systèmes de téléenseignement, notamment grâce à l'utilisation efficace de la presse écrite, de la radio, de la télévision et des technologies mobiles. Nous soutenons également la nutrition des enfants qui n'ont plus accès aux repas scolaires. Pour aider les pays à assurer la continuité lors de la réouverture des écoles et à réduire autant que possible les abandons scolaires, nous encourageons la reprise des apprentissages tout en veillant à ce que les écoles puissent fonctionner en toute sécurité grâce à la mise en place de protocoles de santé et de meilleures pratiques d'hygiène ; de campagnes visant à promouvoir les réinscriptions et à éviter les abandons grâce à des dispositifs d'alerte précoce ; de programmes d'alimentation scolaire ; d'activités d'apprentissage en présentiel et à distance grâce à la technologie ; et de formations destinées à aider les enseignants à évaluer et pallier les pertes d'apprentissage.

Pour améliorer et accélérer l'apprentissage après la réouverture, nous aidons les pays à mettre en place des systèmes éducatifs résilients en veillant à ce que l'apprentissage puisse s'effectuer partout, en utilisant les données pour renforcer l'équité à l'école, en offrant un apprentissage personnalisé, et en améliorant le soutien, socio-émotionnel notamment, aux parents, aux enseignants et aux élèves.

Nous menons ces actions en étroite collaboration avec un consortium de partenaires, dont l'UNICEF, l'UNESCO, la Harvard School of Education et l'OCDE. Grâce à la restructuration de projets, à des financements supplémentaires et à de nouveaux projets menés dans près de 60 pays, nous avons mobilisé plus de 2,5 milliards de dollars à l'appui de l'éducation en réponse à la pandémie de COVID-19. On peut citer par exemple :

- En Turquie, un projet d'urgence de 160 millions de dollars visant à aider les pouvoirs publics à développer des contenus numériques pour la télévision et les chaînes en ligne, ainsi que des cours de mise à niveau et des programmes d'enseignement et d'apprentissage mixtes. L'utilisation du langage des signes, de sous-titres et de transcriptions sera prévue pour tous les supports télévisuels, pour les élèves malentendants ou malvoyants. Le projet financera également l'expansion du système actuel de téléenseignement, ainsi que des services de santé mentale.
- Au Pakistan, un plan de passation de marché pour aider le ministère de l'Enseignement supérieur à fournir à tous les étudiants le matériel nécessaire pour qu'ils puissent participer aux activités d'apprentissage à distance.

- Au Rwanda, un programme d'enseignement interactif qui vise 60 % des élèves, ainsi qu'un projet de 10 millions de dollars financé par le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) pour soutenir l'apprentissage à distance par la télévision, YouTube et la plateforme publique de téléenseignement. Lorsque les écoles rouvriront, le projet soutiendra des programmes de rattrapage, notamment pour les élèves présentant un risque d'abandon scolaire.
- Au Nigéria, la restructuration d'un projet existant pour fournir à 325 000 élèves des cours radiophoniques interactifs, des activités numériques d'auto-apprentissage, des livres d'histoires et des quiz interactifs mobiles, ainsi qu'un soutien aux enseignants par le biais de groupes WhatsApp pour chaque classe. Ce projet fournira également des guides de cours numériques destinés aux parents pour faciliter l'apprentissage à la maison.

Garantir des soins de santé accessibles et de qualité

En mars 2020, le Groupe de la Banque a annoncé la mise en place du mécanisme de financement accéléré COVID-19 pour aider les pays à lutter contre la pandémie. Cette intervention rapide s'est concentrée sur les besoins sanitaires immédiats des pays, notamment le renforcement des capacités des systèmes de santé, la limitation de la propagation de la pandémie, le renforcement de la surveillance des maladies et le soutien à la recherche pour faciliter la mise au point de vaccins et de traitements. Nous aidons également les pays à accéder aux fournitures médicales essentielles en intervenant en leur faveur auprès des fournisseurs.

Au cours de l'exercice 20, nous avons rapidement approuvé des opérations sanitaires pour aider plus de 100 pays à lutter contre la COVID-19. Cette aide répond à l'engagement pris par le Groupe de la Banque de déployer jusqu'à 160 milliards de dollars sur 15 mois se terminant en juin 2021 pour aider les pays à répondre à leurs besoins sanitaires et à soutenir la reprise économique.

Notre travail bénéficié de la collaboration avec des partenaires internationaux majeurs. En février 2020, nous avons uni nos efforts à ceux de l'OMS et d'autres organisations multilatérales pour élaborer le Plan stratégique de préparation et de riposte à la COVID-19 aux niveaux mondial et national. En tant qu'administrateurs de la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies, nous avons réuni un groupe de travail multipartite pour mettre au point un vaccin contre la COVID-19 et veiller à sa distribution mondiale équitable lorsqu'il sera disponible.

Même avant la COVID-19, nous aidions les pays en développement à renforcer leur préparation aux pandémies. Les programmes d'amélioration des systèmes régionaux de surveillance des maladies dans 16 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ont permis de renforcer les capacités intersectorielles de surveillance et de préparation conjointes aux niveaux national et régional. Depuis la crise d'Ebola qui a frappé l'Afrique de l'Ouest en 2014-2015, nous avons contribué à la création du Centre africain de lutte contre les maladies et de nombreuses institutions nationales de santé publique. L'IDA a également fourni 286 millions de dollars en réponse à la 10^e épidémie d'Ebola en RDC, qui a éclaté en août 2018. Nous avons également soutenu le Projet de réseau de laboratoires de santé publique en Afrique de l'Est, qui regroupe 40 laboratoires de santé publique bien équipés, dotés d'un personnel qualifié et de capacités de diagnostic et de surveillance renforcées, au Burundi, au Kenya, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda ; ce réseau est aujourd'hui utilisé pour lutter contre la COVID-19.

La réalisation de notre objectif d'une couverture sanitaire universelle est essentielle au développement du capital humain. Nous aidons les pays à fournir des services sanitaires abordables et de qualité à tous, quels que soient leurs moyens, en renforçant les systèmes de soins de santé primaires, en réduisant le risque financier associé à une mauvaise santé et en améliorant l'équité.

Malgré les progrès substantiels enregistrés dans le domaine de la santé mondiale, le *Rapport de suivi mondial de la couverture sanitaire universelle 2019* de l'OMS et de la Banque mondiale constate que d'importants défis subsistent. Il estime que, chaque année, 500 milliards de dépenses de santé sont prises en charge par les habitants des pays en développement, ce qui entraîne des difficultés financières pour plus de 925 millions de personnes et fait basculer près de 90 millions d'entre elles dans l'extrême pauvreté. Nous avons réaffirmé notre engagement à accélérer les progrès dans ce domaine lors de la première réunion de haut niveau des Nations Unies sur les soins de santé universels, en septembre 2019. En tant que l'un des 12 cosignataires du Plan d'action mondial pour permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous, le Groupe de la Banque continuera d'aider les pays à réduire les inefficacités et à respecter leurs engagements internationaux en matière de santé.

Nous prêtons soutien aux pays confrontés au vieillissement de la population et à la charge croissante des maladies non transmissibles. Ces maladies causent 70 % des décès à l'échelle mondiale, principalement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les services de soins de santé primaires sont essentiels à la prévention, à la détection précoce

Les indicateurs d'équité sanitaire et de protection financière

Cette base de données est une ressource mondiale permettant de suivre l'évolution des principaux indicateurs sanitaires dans les pays, quel que soit leur niveau de revenu ; le premier ensemble de données a été publié en 2000. La dernière édition, publiée en 2019, comprend des données sur la couverture des services de santé et les résultats sanitaires de 196 pays, recueillies dans le cadre de 1 204 enquêtes. Elle comprend également des données sur la protection financière dans 149 pays, collectées dans le cadre de 646 enquêtes portant sur les pays qui consacrent plus de 10 % de leur revenu total aux soins de santé, ainsi que sur le pourcentage de la population appauvrie par les dépenses de santé qu'elle doit assumer.



et au traitement des maladies, ainsi qu'à la promotion de la santé. Pour prévenir, détecter et traiter le cancer, nous renforçons les capacités des ministères de la Santé du Burundi, du Kenya, du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Ouganda grâce à un programme régional de registres du cancer.

La pandémie de COVID-19 a fortement perturbé l'accès aux services de santé essentiels et vitaux pour les femmes et les enfants, ce qui menace de réduire à néant des années de progrès dans la réduction de la mortalité maternelle et infantile au niveau mondial. Le Mécanisme de financement global (GFF), un partenariat impulsé par les pays et hébergé par le Groupe de la Banque, fournit un financement catalytique et un soutien technique pour protéger et promouvoir des services sanitaires et nutritionnels sûrs et équitables pour les femmes et les enfants et pour renforcer la résilience des systèmes de santé. Actif dans 36 pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure où les taux de mortalité maternelle et infantile sont parmi les plus élevés au monde, le GFF aide les pouvoirs publics à prioriser et planifier la continuité des services de santé essentiels pendant la pandémie, à renforcer la fourniture de services de première ligne et à s'attaquer aux obstacles à la prestation de services de santé sexuelle et génésique et d'autres services vitaux. En Zambie, l'État a intégré les services essentiels de santé pour les femmes et les enfants et la violence fondée sur le genre dans son plan national de riposte à la pandémie de COVID-19.

Avant la pandémie, les pays bénéficiant de l'aide du GFF avaient déjà constaté des améliorations dans la santé des femmes et des enfants. Au Libéria, entre 2017 et 2019, le nombre d'enfants de moins d'un an vaccinés a augmenté de 52 %, et les accouchements assistés de 48 %. En Éthiopie, entre 2016 et 2019, les accouchements assistés par du personnel de santé qualifié sont passés de 28 à 50 %, tandis que la proportion d'enfants de moins de deux ans bénéficiant d'un soutien nutritionnel est passée de 27 à 44 %.

Protéger les populations pauvres et vulnérables grâce à la protection sociale

Les programmes de protection sociale permettent de protéger les vies et les moyens de subsistance, de développer et préserver le capital humain et de donner aux personnes et à leur famille les moyens de sortir de la pauvreté, et contribuent ainsi au développement de sociétés plus justes, plus équitables et plus inclusives. Toutefois, les *Indicateurs de résilience et d'équité de l'Atlas de la protection sociale* de la Banque montrent que seulement 45 % de la population mondiale bénéficie d'une forme quelconque de protection sociale ; dans les pays les plus démunis, seule une personne pauvre sur cinq y a accès.

L'existence de systèmes de protection sociale efficaces est particulièrement importante en période de crise, car ceux-ci aident les populations à gérer les risques et à faire face aux chocs. Selon l'ouvrage intitulé *Sourcebook on the Foundations of Social Protection Delivery Systems*, des systèmes de prestation bien développés favorisent la coordination entre les programmes, faisant ainsi en sorte que l'aide parvienne aux personnes qui en ont besoin, et aidant à obtenir un impact optimal. Le Groupe de la Banque a rapidement réagi à la COVID-19 en mettant à contribution les systèmes de protection sociale des pays pour aider les familles et les entreprises à rétablir leurs revenus et à préserver leurs moyens de subsistance. Notre investissement dans les transferts monétaires augmentera d'environ 10 milliards de dollars sur une période de 15 mois. Nous avons également aidé les pays à améliorer l'état de préparation de leurs systèmes de protection sociale et à renforcer leur résilience aux crises futures.

En réponse aux nuées de criquets pèlerins qui s'abattent sur les pays d'Afrique et du Moyen-Orient, notre programme d'urgence de lutte antiacridienne, doté de 500 millions de dollars, apporte une aide aux ménages touchés grâce à des filets de sécurité sociale ciblés, visant à soutenir leurs efforts de redressement et de reconstruction. Cette aide comprend des transferts monétaires, des programmes de travail contre rémunération, des approvisionnements alimentaires d'urgence, ainsi que des semences et des fourrages que les agriculteurs peuvent utiliser pour rétablir leurs cultures et nourrir leur bétail.

Ces crises soulignent l'importance des systèmes de protection sociale adaptatifs, qui peuvent être rapidement renforcés en cas de crise pour atteindre les populations touchées. Ces programmes contribuent également à renforcer la résilience des ménages pauvres et vulnérables en développant leur capacité à se préparer, résister et s'adapter aux chocs, notamment aux risques climatiques et aux situations de fragilité ou de conflit. En Inde, le projet Pradhan Mantri Garib Kalyan Yojana permettra d'accroître les transferts monétaires et les prestations alimentaires pour 800 millions de personnes, d'offrir une protection sociale efficace au personnel essentiel luttant contre la COVID-19 et de cibler les groupes vulnérables, notamment les migrants et les travailleurs du secteur informel.

Nous aidons les pays à accroître considérablement leur couverture d'ici à 2030 en soutenant les programmes de protection sociale, notamment de transferts monétaires, de travaux publics et d'alimentation scolaire. Aux Philippines, un programme de transferts monétaires conditionnels apporte une aide à plus de 4 millions de ménages, et a contribué à un quart de la réduction de la pauvreté enregistrée dans le pays au cours des sept dernières années. Au Kenya, le Programme national de protection sociale a considérablement élargi la couverture des transferts monétaires, de 1,7 million de personnes en 2013 à 5 millions en 2019, dont 2,3 millions de femmes.

L'élargissement de la protection sociale aux travailleurs du secteur informel est un problème persistant, car ces derniers représentent jusqu'à 80 % de la population active des pays en développement alors que le nombre de travailleurs ne bénéficiant pas d'une protection complète augmente dans les pays à revenu élevé. Reconnaisant l'évolution en cours, le rapport *Protecting All: Risk-Sharing for a Diverse and Diversifying World of Work* propose une approche de la protection des travailleurs et de la sécurité sociale mieux adaptée au monde du travail de plus en plus diversifié et fluide, en appelant les pouvoirs publics à fournir une protection sociale indépendamment du secteur d'activité. Compte tenu des effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19 sur les pauvres, en particulier ceux du secteur informel de l'économie, ce modèle proposé de protection des travailleurs est plus pertinent que jamais.

Investir dans des infrastructures durables

Le développement des infrastructures est essentiel à la réduction de la pauvreté et à la prospérité partagée. Nous coopérons avec les pays pour construire des infrastructures durables qui aident les populations à saisir les opportunités, favorisent la croissance économique et produisent de meilleurs résultats. Notre approche intégrée couvre tous les aspects du développement des infrastructures, allant des conseils sur les politiques et les réglementations jusqu'à la stimulation de la participation du secteur privé, la mobilisation de solutions financières et l'aide aux pouvoirs publics en vue de la préparation et de la mise en œuvre de projets.

La pandémie de COVID-19 représente un choc majeur pour les infrastructures. La Banque aide les pouvoirs publics à inventorier les projets et contrats, à hiérarchiser les projets prévus en fonction de l'évolution des priorités, et à renforcer la résilience aux futurs chocs tels que les catastrophes naturelles, le changement climatique et les pandémies. Nous réunissons également les ministères des pays du monde entier pour échanger des expériences et des recommandations afin de relever les défis posés par l'épidémie.

Rapprocher les populations des opportunités grâce à des moyens de transport durables

La pandémie de COVID-19 a eu d'importantes conséquences sur le transport et la mobilité. Ses effets sont particulièrement ressentis dans les pays caractérisés par des chaînes d'approvisionnement longues ou faibles, de grands ports régionaux et d'importantes populations urbaines qui dépendent des transports publics pour le déplacement des travailleurs et la circulation des marchandises. La question de la mobilité est cruciale pour les pays afin de freiner la propagation de la pandémie, de protéger les agents et les services de transport qui assurent la circulation du personnel et des approvisionnements essentiels, et de relancer l'activité économique. Alors que les pays passent de l'isolement à la gestion de la pandémie, la Banque s'est engagée à les aider à répondre à leurs besoins de transport et de mobilité. En Bosnie-Herzégovine, nous finançons l'achat d'équipements de protection pour les cheminots. En Indonésie, nous

Promouvoir la participation du secteur privé dans les infrastructures

La majorité des pays en développement sont caractérisés par un faible taux d'épargne publique et privée et des marchés financiers sous-développés, et le financement intérieur à long terme des infrastructures y est donc rare. Parallèlement aux risques politiques et commerciaux perçus, ces facteurs ont limité l'accès de ces pays aux marchés financiers internationaux, et le secteur privé ne représente que 9 à 13 % des investissements d'infrastructure. Pour réduire ce déficit d'infrastructures, le Groupe de la Banque déploie toute sa gamme d'instruments et de services financiers, notamment le soutien de la Banque, d'IFC et de la MIGA. En Afghanistan, nous avons contribué à la mise en place du premier investissement privé à long terme dans le secteur énergétique, qui a permis d'augmenter la production nationale d'électricité de 30 %. Le soutien du Groupe de la Banque aide le pays à réduire sa dépendance à l'égard des importations d'électricité tout en répondant à la demande énergétique croissante. La centrale électrique à gaz de Mazâr-e Charîf a été possible grâce à un programme de financement par emprunt mis en place par IFC et ses partenaires, qui comprend également une garantie de l'IDA et une assurance contre les risques politiques de la MIGA.

Au Maroc, le soutien du Groupe de la Banque permet d'améliorer les routes rurales et d'étendre le réseau de tramway de Casablanca. Ce projet bénéficie d'un financement de 100 millions de dollars d'IFC sans garantie souveraine – une première pour une administration locale d'Afrique du Nord. Un programme de services de conseil fournit également des avis et orientations techniques sur la gouvernance environnementale et sociale. Il s'inscrit dans le cadre d'un vaste effort mené par le Groupe de la Banque pour soutenir les réformes et l'investissement dans le but de stimuler le développement régional du Maroc.

En Cisjordanie et Gaza, un projet novateur d'installation de panneaux solaires sur les toits de 500 écoles de Cisjordanie fournira à ce territoire en manque d'énergie suffisamment d'électricité propre pour alimenter 16 000 foyers. Le montage financier comprend des prêts d'IFC et de partenaires, ainsi qu'un don du Mécanisme de cofinancement des investissements de la Banque. Le projet s'inscrit dans le cadre d'un vaste effort mené par le Groupe de la Banque pour accroître l'approvisionnement en électricité en Cisjordanie et Gaza.

En Éthiopie, nous contribuons à attirer des investissements privés grâce à de solides cadres de politiques et cadres juridiques, institutionnels et réglementaires. La Banque a fourni une assistance technique pour ouvrir le marché des télécommunications à la concurrence grâce à l'adoption d'une nouvelle législation et à la création d'un organe de régulation indépendant. Ces efforts sont complétés par l'appui apporté par IFC aux pouvoirs publics pour la libéralisation du marché des télécommunications.

nous employons à renforcer la sûreté, la sécurité et la préparation aux situations d'urgence. Et alors que le Kazakhstan se prépare à une reprise à long terme, nous aidons les pouvoirs publics à créer des emplois dans l'entretien et la construction de routes rurales.

Le transport durable reste essentiel pour relever de nombreux défis de développement auxquels le monde est confronté. Le manque de routes praticables en tout temps maintient un demi-milliard d'Africains dans la pauvreté. À l'échelle mondiale, selon les estimations, une femme sur six ne cherche pas de travail par crainte d'être harcelée dans les transports. Chaque jour, les accidents de la route tuent 3 700 personnes et infligent des blessures graves à plus de 50 000. Les transports sont également responsables de 16 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, tandis que les embouteillages coûtent aux villes des millions de dollars par jour.

La Banque aide à l'amélioration de la mobilité et à la mise en place de transports durables, écologiques, sûrs, efficaces et accessibles à tous. En Afrique, nous soutenons l'utilisation de drones pour livrer des médicaments et d'autres fournitures importantes à des villages isolés. Au Pakistan, nous améliorons l'accès aux routes pour les femmes, qui ont deux fois plus de chances de se rendre à des consultations prénatales lorsqu'elles bénéficient d'un meilleur accès. En Sierra Leone, les jeunes de Freetown partagent leurs données pour envoyer des minibus le long des routes qui desservent les zones les plus pauvres de la ville. À Bangalore, nous soutenons les premiers systèmes indiens de transports publics intelligents et de partage de vélos, et aidons ainsi à créer un nouveau modèle de mobilité urbaine. À Bogota (Colombie) et à Lima (Pérou), des lignes de métro électrique remplaceront des milliers de véhicules et rendront des milliers d'emplois accessibles en moins d'une heure de trajet.

Après les passages dévastateurs des cyclones Ildai et Kenneth, en 2019, le Projet de développement intégré des routes rurales a permis de soutenir le redressement

du Mozambique en rétablissant les liens essentiels entre producteurs agricoles et consommateurs, ainsi que l'accès à l'éducation et aux services de santé. Nous soutenons également de longue date, en partenariat avec Bloomberg Philanthropies, le Fonds mondial pour la sécurité routière (GRSF) ; les études et améliorations routières financées par ce fonds devraient permettre de sauver environ 7 000 vies d'ici à 2030 dans dix villes de cinq pays. Au cours de l'exercice 20, le GRSF et l'Initiative en faveur de la mobilité durable pour tous (SuM4All), menée par la Banque, ont également offert aux pays des diagnostics sur leurs problèmes de sécurité routière et de mobilité en général, afin de les aider à concevoir des mesures adaptées en s'inspirant des meilleures pratiques internationales. En octobre 2019, SuM4All a publié sa Feuille de route mondiale vers la mobilité durable dans 183 pays, l'Éthiopie et l'Afrique du Sud ayant été les premiers pays à adopter des programmes élaborés dans ce cadre.

Réduire la fracture numérique

Les technologies numériques sont à la pointe du développement et offrent aux pays une occasion unique d'accélérer leur croissance économique. Malgré cela, à la fin de 2019, la moitié de la population mondiale, essentiellement concentrée dans les pays en développement, n'avait toujours pas accès à Internet. Une fracture numérique persistante pourrait exacerber les inégalités et créer une nouvelle classe de « pauvres du numérique ». La Banque travaille avec les pouvoirs publics à l'élargissement de l'accès à un Internet rapide, fiable et à coût abordable et à la mise en place de plateformes en ligne qui améliorent la prestation de services, la gouvernance et la responsabilité sociale. Nous aidons les pays clients à intensifier leurs efforts en faveur de l'accès universel au haut débit et à donner aux populations les compétences et les ressources nécessaires pour participer pleinement à l'économie numérique. Dans le cadre du Partenariat pour le développement numérique, nous promouvons et exécutons des stratégies numériques pour les pays, en collaboration avec les gouvernements donateurs et des organisations technologiques mondiales.

À l'échelle de l'Afrique, où moins d'un tiers de la population a accès au haut débit, 100 milliards de dollars seront nécessaires pour offrir un accès Internet universel, d'un coût abordable et de qualité. Pour aider le continent à atteindre cet objectif, le Groupe de la Banque a lancé, en 2019, l'initiative Économie numérique pour l'Afrique, à l'appui de la Stratégie de transformation numérique de l'Union africaine. Celle-ci se fixe un objectif ambitieux : permettre à chaque individu, chaque entreprise et chaque administration en Afrique d'être connectés à l'horizon 2030. Dans le cadre de cette initiative, la Banque effectue des diagnostics des économies numériques nationales afin de recenser les défis et les perspectives de croissance future. Nous avons ainsi réalisé 25 diagnostics au cours de l'exercice 20.

Nous utilisons les technologies numériques pour relever un large éventail de défis de développement. Au Niger, où la moitié de la population n'a pas accès à l'Internet mobile haut débit, le projet « Villages intelligents pour la croissance et l'inclusion numérique dans les zones rurales » vise à accroître la connectivité numérique et à offrir des services financiers numériques dans les zones mal desservies. Au Bangladesh, nous avons posé les fondations de l'administration numérique du pays, notamment le premier centre de données national, le centre de cybersécurité et l'architecture d'entreprise. Cette initiative a permis de créer 35 000 emplois pour les jeunes, dont plus d'un tiers de femmes, et d'accroître de 160 % les revenus du secteur des technologies de l'information. Au Pérou, où deux femmes sur trois sont victimes de violences de leur partenaire intime, le Projet de système centralisé d'intervention d'urgence, d'un budget de 36 millions de dollars, utilise la technologie pour prévenir et combattre la violence fondée sur le genre.

Environ un milliard de personnes dans le monde n'ont pas de pièce d'identité officielle, ce qui limite leur accès aux services et aux opportunités. L'initiative Identification pour le développement (ID4D) du Groupe de la Banque mondiale aide les pays à mettre en place des systèmes d'identification inclusifs et fiables. La Banque soutient les efforts déployés par plus de 40 pays pour concevoir et mettre en œuvre des systèmes numériques d'identification et d'enregistrement des faits d'état civil.

Les technologies numériques peuvent également jouer un rôle essentiel dans le maintien des activités sociales et économiques pendant la pandémie de COVID-19. Les plateformes numériques offrent des solutions de téléenseignement et de télétravail, tandis que le commerce électronique peut avoir un rôle salvateur en cas de confinement. Les pouvoirs publics utilisent les technologies numériques pour maintenir les services ou faciliter la recherche des contacts afin de limiter les infections. Toutefois, de nombreux pays pauvres ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour mettre en œuvre de telles mesures. En avril 2020, nous avons organisé une table ronde virtuelle de haut niveau conjointement avec l'Union internationale des télécommunications, la GSMA, qui représente les opérateurs de téléphonie mobile du monde entier, et le Forum économique mondial. Cette table ronde a rassemblé des représentants de ministères, d'organes de

réglementation des TIC et d'entreprises technologiques pour lancer un plan d'action accéléré visant à aider les pays à mieux tirer parti de l'utilisation des technologies et des infrastructures numériques pendant la pandémie.

Accélérer les solutions durables dans les domaines de l'énergie et des industries extractives

L'accès à l'électricité favorise la fourniture de services essentiels, améliore la sécurité dans les communautés, facilite la circulation des personnes et des biens, et encourage les investissements et les industries qui stimulent la croissance des économies. Cela dit, près de 840 millions de personnes vivent toujours sans électricité, principalement en Afrique et en Asie du Sud, tandis que des millions d'autres sont confrontées à un approvisionnement peu fiable.

La Banque aide les pays à assurer un approvisionnement énergétique abordable, fiable et durable, et à gérer leurs ressources naturelles de manière à contribuer à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Depuis 2017, notre aide a permis de raccorder plus de 30 millions de personnes au réseau électrique. Et au cours des deux dernières années, nous avons engagé environ un milliard de dollars, dont plus de 80 % destinés à l'Afrique subsaharienne, en vue de la construction de mini-réseaux et de systèmes autonomes décentralisés.

Conscients que les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique jouent un rôle essentiel dans le développement et la lutte contre le changement climatique, nous avons fourni 9,4 milliards de dollars en cinq ans pour financer des projets dans ces secteurs dans les pays en développement.

Grâce aux Fonds d'investissement climatiques et à l'Initiative d'atténuation des risques liés aux énergies renouvelables durables du Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique, nous soutenons des activités telles que le Projet d'électrification hors réseau dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, qui vise à fournir un accès à l'électricité ou de meilleurs services à près de 2 millions de personnes.

À travers le monde, 3 milliards de personnes continuent d'utiliser des combustibles de cuisson polluants, avec d'importants effets néfastes sur la santé, le développement et le climat. Pour y remédier, nous avons lancé, en septembre 2019, le Fonds pour les modes de cuisson propres afin d'accélérer les progrès vers l'accès universel aux modes de cuisson non polluants.

Au Rwanda, nos travaux sur l'élaboration des politiques visent à aider le pays à atteindre un accès quasi universel à l'électricité d'ici à 2024, contre seulement 6 % en 2009, tout en promouvant l'efficacité énergétique et en augmentant la part du solaire et de l'hydroélectricité dans le bouquet énergétique du pays. En Gambie, nous avons aidé le pays à passer de trois heures d'électricité par jour en 2017 à un approvisionnement continu en 2020 ; nous avons également aidé à établir les fondements de l'accès universel d'ici à 2025 avec un bouquet énergétique plus propre et d'un coût plus abordable.

Nous avons obtenu un financement de 36 millions de dollars pour la deuxième phase de l'Appui programmatique mondial pour les industries extractives, un fonds fiduciaire qui vise à améliorer la transparence et la gouvernance dans les industries extractives, en particulier dans les pays les plus pauvres et les plus fragiles.

Promouvoir l'action climatique, la résilience aux catastrophes et l'adaptation

Alors que les pays à travers le monde luttent contre la pandémie de COVID-19, le Groupe de la Banque dispose d'une vaste expérience — notamment grâce à ses travaux sur le climat et la gestion des risques de catastrophe — dans laquelle puiser pour les aider à répondre à la crise immédiate et à bâtir un avenir plus résilient et durable. Cette expérience englobe notamment les principaux enseignements des programmes de riposte aux catastrophes, qui démontrent l'importance des systèmes de protection sociale adaptatifs susceptibles d'être rapidement étendus pour atteindre un plus grand nombre de personnes, et que nous appliquons dans des pays comme le Pakistan et le Soudan du Sud. Pour aider les pays à se reconstruire sur des bases solides, nous invitons les décideurs à tenir compte des considérations à court et à long terme. Nous avons élaboré une liste de contrôle de la durabilité pour veiller à ce que les plans de relance prennent en compte la création d'emplois, l'activité économique, l'opportunité et le risque, tout en prenant en considération les effets à long terme sur le capital humain, naturel et physique, ainsi que sur la résilience et la décarbonisation.

Nous travaillons avec les pays pour mettre en œuvre les projets prévus dans leurs plans d'adaptation et les contributions déterminées au niveau national au titre de l'Accord de Paris ; nombre de ces projets pourraient également être couverts par les investissements liés aux mesures de relance prises en riposte à la pandémie. En tant que secrétariat de la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique,

le Groupe de la Banque encourage les pays à privilégier les investissements qui concourent à l'amélioration de la qualité de l'air, réduisent les émissions de gaz à effet de serre et s'attaquent aux effets du changement climatique. La lutte contre le changement climatique est également l'un des piliers des engagements pris par le Groupe de la Banque dans le cadre de la récente augmentation de son capital et de la 19^e reconstitution des ressources de l'IDA (IDA-19). Nous continuons de dépasser nos propres objectifs climatiques, ayant engagé 17,2 milliards de dollars en faveur d'investissements liés au climat au cours de l'exercice 20.

Nous produisons des analyses pour aider les décideurs des pays en développement à se préparer à un avenir sobre en carbone. Le document intitulé *Technology Transfer and Innovation for Low-Carbon Development*, publié en mars 2020, propose des politiques susceptibles de faciliter le transfert des technologies à faible intensité de carbone vers les pays en développement, notamment des subventions, des investissements dans le capital humain et une réduction des restrictions au commerce et à l'investissement direct étranger.

La Banque fournit également un soutien technique et financier pour aider les pays à évaluer leur exposition aux dangers et à faire face aux risques de catastrophes liés aux phénomènes météorologiques extrêmes, aux risques géologiques et aux pandémies. Nous soutenons les agences spécialisées, notamment celles responsables de la préparation aux situations d'urgence et de l'organisation des secours, et encourageons une approche élargie de la gestion des risques de catastrophe et de l'intégration de la résilience dans tous les secteurs et toutes les communautés, en particulier les groupes vulnérables. Depuis février 2020, près de 1,7 milliard de dollars ont été rapidement décaissés au titre des options de tirage différé pour les risques liés aux catastrophes afin de soutenir la riposte à la pandémie de COVID-19 dans 15 pays. Tous les projets de la Banque sont désormais soumis à une analyse des risques climatiques et de catastrophes, afin de vérifier qu'ils renforcent effectivement la résilience des populations.

Construire des villes durables et inclusives

Plus de la moitié de la population mondiale vit actuellement dans des villes. À l'horizon 2050, sept personnes sur dix seront des citoyens et près de 90 % de l'urbanisation aura lieu dans le monde en développement, principalement en Asie et en Afrique. Nous aidons les villes des pays en développement à devenir plus vivables, plus intelligentes et résilientes face au climat, plus inclusives et plus compétitives, pour qu'elles puissent contribuer à la croissance et à la lutte contre la pauvreté. En investissant en moyenne de 5 à 6 milliards de dollars par an et en soutenant les réformes d'orientation, nous concentrons notre action sur quatre grands défis : le manque de planification et de capacités ; le déficit de financement découlant de l'urbanisation rapide des pays à faible revenu ; l'aggravation des inégalités géographiques et territoriales entre les régions et au sein des villes ; et les risques croissants pour les personnes et les biens concentrés en zone urbaine.

Nous aidons les pouvoirs publics à concevoir et à mettre en œuvre des plans d'aménagement urbain et à améliorer l'accès aux infrastructures et aux services essentiels, dont la gestion des déchets solides, le logement, les transports urbains et les systèmes d'alimentation en eau et d'assainissement. Au Maroc, nous avons soutenu les réformes de la chaîne de valeur du logement, notamment l'amélioration des bidonvilles et l'actualisation du code de la construction et de la loi sur la location immobilière. Ces réformes ont permis à plus de 100 000 ménages employés dans le secteur informel d'accéder au financement hypothécaire. Le rapport sur la richesse cachée des villes, *Hidden Wealth of Cities*, publié en début d'année, a identifié des stratégies permettant aux villes de tirer parti des espaces publics pour améliorer l'habitabilité, la résilience et la compétitivité.

L'investissement mondial nécessaire à la construction d'infrastructures urbaines résilientes est de 4 500 à 5 400 milliards de dollars par an. Ces besoins sont essentiellement concentrés dans le monde en développement et dépassent de loin l'aide publique au développement. La Banque aide les villes à étendre la gamme de leurs sources de financement, comme la génération de recettes publiques, la réforme des transferts budgétaires entre administrations et l'amélioration de l'accès aux financements privés et commerciaux en tirant parti de la valeur des terrains. Notre Initiative pour la solvabilité des villes renforce les résultats financiers des administrations locales et les aide à obtenir des fonds sans garantie souveraine sur les marchés financiers nationaux et régionaux. Depuis 2014, elle a permis de former des fonctionnaires municipaux dans 250 villes de 26 pays. En Éthiopie, le Programme de développement des institutions et des infrastructures urbaines, doté de 600 millions de dollars, aide 117 administrations urbaines locales à renforcer les institutions, les infrastructures municipales et le développement économique local, pour le bien de plus de neuf millions de personnes.

Nous nous efforçons de réduire les inégalités géographiques, tant entre les régions qu'au sein des villes. Au niveau infranational, nous soutenons les investissements et les stratégies gouvernementales qui aident les régions à réaliser leur potentiel, comme l'initiative multisectorielle d'un milliard de dollars en cours dans le nord-est du Kenya. Au

niveau local, nous investissons dans la modernisation des établissements informels afin d'améliorer l'accès aux infrastructures urbaines et la prestation de services, notamment à Buenos Aires (Argentine) et dans toute l'Indonésie. Le rapport Convergence, publié en février 2020, examine les facteurs d'inégalités géographiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Il montre que les écarts au sein de la région ont été exacerbés par les obstacles à la mobilité des biens et des personnes, la centralisation et l'inefficacité de la prestation de services, et les frictions réglementaires sur les marchés fonciers urbains.

Nous soutenons également les villes des pays en développement dans leur transition vers des trajectoires à faible intensité de carbone et résilientes au changement climatique. Le City Climate Finance Gap Fund (fonds pour combler le déficit de financement climatique des villes) vise à identifier et à accélérer la préparation de projets urbains respectueux du climat grâce à des financements destinés à formuler des stratégies et à analyser les principales interventions. Le City Resilience Program, un partenariat entre la Banque mondiale et le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement, est une initiative multidonateurs visant à accroître le financement de la résilience urbaine. Depuis sa création en 2017, il a aidé plus de 90 villes dans plus de 50 pays à prévoir et à atténuer les effets négatifs des catastrophes et du changement climatique, ainsi qu'à mobiliser des financements pour des infrastructures résilientes. Au Sénégal, ce programme aide la ville de Dakar à attirer des investissements privés pour construire et exploiter une nouvelle décharge municipale contrôlée.

Les villes sont en première ligne de la lutte contre la pandémie de COVID-19, avec les autorités de santé publique et de gestion des risques de catastrophe. Mais de nombreuses villes des pays en développement n'ont pas les capacités nécessaires pour contenir le virus, en particulier parmi les habitants des bidonvilles et d'autres groupes vulnérables qui ont du mal à respecter les pratiques de distanciation et d'assainissement. Grâce à des mesures diversifiées, la Banque aide les villes à prévenir la transmission communautaire, à fournir des services publics essentiels, à protéger les citoyens pauvres, à améliorer le zonage et l'utilisation des sols et à renforcer la viabilité financière.

Gérer les ressources de manière durable

Garantir la sécurité alimentaire et la durabilité des systèmes alimentaires

Depuis 2015, le nombre de personnes sous-alimentées ne cesse d'augmenter chaque année. De nombreux pays sont confrontés à une insécurité alimentaire et nutritionnelle croissante due aux chocs liés au changement climatique, aux conflits et aux ravageurs des cultures, ainsi qu'aux pertes de revenus résultant de la pandémie de COVID-19. Ces chocs menacent la production alimentaire, perturbent les chaînes d'approvisionnement et réduisent la capacité des populations à acheter des aliments nutritifs. Nous travaillons avec les pouvoirs publics et nos partenaires pour surveiller de près les prix des denrées alimentaires et les chaînes d'approvisionnement aux niveaux mondial et national. Nous encourageons les pays à intervenir pour assurer le bon fonctionnement des chaînes alimentaires, intégrer des mesures de santé et de sécurité tout au long de ces chaînes et renforcer les programmes de protection sociale pour les populations les plus vulnérables.

Ces interventions s'inscrivent dans le prolongement des efforts que nous déployons actuellement pour améliorer la sécurité alimentaire des pays. En août 2019, nous avons contribué à l'organisation du Dialogue des dirigeants sur la sécurité alimentaire en Afrique, une initiative conjointe avec la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds international de développement agricole. Cette initiative catalyse l'action et le financement pour remédier à l'aggravation de la situation de la sécurité alimentaire en Afrique. En mai 2020, nous avons apporté notre soutien aux mesures d'urgence prises pour lutter contre une infestation acridienne sans précédent, exacerbée par le changement climatique et les insuffisances de la gouvernance dans certains pays. Cette aide vise à réduire l'impact des criquets pèlerins sur les cultures et les pâturages, à rétablir les moyens de subsistance et à renforcer les systèmes de prévention et de lutte dans la Corne de l'Afrique et au-delà.

Les systèmes alimentaires contemporains ont des coûts environnementaux et sanitaires démesurés, qu'il est urgent de réduire. Nous avons aidé des pays comme la Colombie, où 23 000 hectares de terres ont été convertis à des pratiques d'élevage fondées sur l'arboriculture qui augmentent les rendements laitiers et les revenus, tout en restaurant les écosystèmes, en renforçant la résilience climatique et en protégeant la biodiversité. Au Pakistan, nous soutenons les réformes du système alimentaire afin d'améliorer la nutrition, les moyens de subsistance et la résilience dans la province du Pendjab, où environ 40 % des adultes travaillent dans l'agriculture et 40 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance.

Nous travaillons avec les pays pour nous attaquer à certaines des causes profondes des maladies infectieuses émergentes comme la COVID-19, notamment le risque non contrôlé

L'initiative 50 X 2030

Cette initiative regroupe des organismes de développement, des gouvernements et des bailleurs de fonds en vue de parvenir à une « agriculture intelligente sur le plan des données » au cours des dix prochaines années en aidant 50 pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure à renforcer leurs systèmes nationaux de données agricoles afin de produire des données d'enquête actualisées sur le monde agricole et rural. Elle remodelera le paysage des statistiques et de la prise de décision fondée sur des données probantes dans le domaine de l'agriculture, en aidant ces pays à s'acheminer vers l'élimination de la faim, la sécurité alimentaire mondiale, l'amélioration de la nutrition et l'agriculture durable. Les partenaires de développement ont déjà engagé 200 millions de dollars destinés à un fonds fiduciaire géré par la Banque qui permettra de mobiliser 300 à 500 millions de dollars de ressources complémentaires, notamment auprès de l'IDA et du secteur privé. Ces financements permettront de débloquent des ressources intérieures dans les pays afin de renforcer la durabilité et de promouvoir une agriculture intelligente sur le plan des données.

de transmission d'agents pathogènes des animaux aux humains dans un environnement en mutation rapide. Ces risques sont exacerbés par les systèmes alimentaires mis à rude épreuve par l'augmentation significative de la production et de la consommation, ainsi que par l'accroissement des déplacements et des échanges, qui multiplie la capacité de propagation des maladies. Cette évolution souligne l'importance d'adopter une approche intégrée de la santé environnementale, animale et humaine. En investissant dans des systèmes alimentaires plus sûrs, plus durables et plus solides, nous pouvons contribuer à éviter des flambées épidémiques coûteuses, à protéger les moyens de subsistance et à garantir l'accès à des approvisionnements alimentaires fiables et à coût abordable.

Soutenir les écosystèmes et la biodiversité pour assurer une croissance à long terme

Nous travaillons avec les pays pour réduire la pollution, et ainsi améliorer les résultats sanitaires. La pollution atmosphérique est responsable de plus de 7 millions de décès prématurés par an. Grâce à notre Programme de gestion de la pollution et de promotion de la santé environnementale, nous fournissons aux pays en développement des produits du savoir et une assistance technique pour les aider à mieux gérer la pollution de l'air et des sols. Dans la province chinoise du Hebei, les interventions de la Banque ont contribué à réduire d'environ 41 % les concentrations annuelles de particules fines. Au Bangladesh, le recours à des technologies moins polluantes dans les fours à briques a permis de réduire les émissions. En Égypte, nous avons fourni un soutien analytique en vue de la préparation d'un projet d'investissement sur la gestion de l'air et des déchets.

Dans les pays en développement, une part importante des denrées alimentaires, des combustibles et des revenus des populations provient des forêts, des lacs, des fleuves et des océans. Mais ce patrimoine naturel est de plus en plus menacé par les activités humaines telles que la surpêche, la déforestation et le commerce illicite d'espèces sauvages. La crise de la COVID-19 a encore mis en exergue les liens étroits entre la santé et les pertes humaines et planétaires. La dégradation et la perte des forêts, par exemple, perturbent l'équilibre naturel et augmentent le risque de zoonose et l'exposition des populations à ces maladies. Travaillant en collaboration avec un large éventail d'acteurs et de partenaires, nous aiderons plus de dix pays à élaborer des notes d'orientation pour soutenir les investissements dans les forêts, conformément à nos engagements dans le cadre du Plan d'action pour les forêts du Groupe de la Banque. En octobre 2019, nous avons publié le rapport intitulé *Illegal Logging, Fishing, and Wildlife Trade*, qui fournit aux décideurs à travers le monde une feuille de route pour s'attaquer aux causes profondes des activités illégales d'exploitation des forêts, de pêche et de commercialisation d'espèces sauvages.

Nous aidons les pays à mieux gérer et protéger leur patrimoine naturel et à accroître la productivité, la croissance et l'emploi, tout en compensant les risques environnementaux et en améliorant la résilience des communautés. Dans le cadre de notre Programme mondial pour développement durable, nous travaillons avec plus de 20 pays pour évaluer et mesurer la contribution économique de la biodiversité, dont les forêts, les terres et les ressources hydriques, afin de les aider à mieux gérer ces actifs naturels. En Éthiopie, le Projet de paysages et de moyens de subsistance résilients, d'un montant de 100 millions de dollars, œuvre en faveur de la résilience climatique, de la productivité des terres, du stockage du carbone, de la gestion des sols et de l'eau et de la diversification des moyens de subsistance dans les bassins versants.

Grâce au financement à l'appui des politiques de développement, nous continuons de soutenir les réformes publiques favorisant la durabilité environnementale et économique, qui est devenue encore plus importante à un moment où les pays s'orientent vers un

relèvement plus écologique, plus bleu et plus climato-intelligent après la COVID-19. Au Costa Rica, le premier Projet sur la fiscalité et la décarbonisation, doté de 300 millions de dollars, vise à jeter les bases d'une reprise durable axée sur la croissance verte et le développement sobre en carbone. Le nouveau fonds fiduciaire multidonateurs PROGREEN aide les pays à améliorer leurs moyens de subsistance tout en s'attaquant au déclin de la biodiversité, à la désertification, à la perte des forêts, à la détérioration de la fertilité des sols et à d'autres risques croissants, tels que les feux de brousse non maîtrisés. Notre programme sur l'économie bleue et le fonds fiduciaire multidonateurs PROBLUE aident les pays à mieux gérer les pêches et l'aquaculture, à établir des aires protégées côtières et marines, à renforcer la durabilité des secteurs océaniques, tels que l'énergie éolienne en mer et le transport maritime, et à élaborer des solutions fondées sur la nature qui réduisent la vulnérabilité des communautés. Nous nous attaquons également à la menace que représente la pollution par les plastiques. En Indonésie, la Banque a engagé 100 millions de dollars pour améliorer les services de gestion des déchets solides en milieu urbain, lutter contre les déchets marins et s'attaquer au problème des débris marins et des plastiques. Grâce au projet Rivières et mers sans plastique en Asie du Sud, financé à hauteur de 37 millions de dollars, nous aidons les pays de la région à réduire la pollution marine par les plastiques et à élaborer des solutions pour repenser l'utilisation et la production des matières plastiques.

Promouvoir une gestion durable de l'eau et de l'assainissement

L'insécurité hydrique — due aux lacunes dans l'accès à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, à l'urbanisation et à la croissance démographique rapides, à la pollution, aux effets climatiques et à des modèles de croissance à forte intensité d'eau — constitue une menace pour le progrès économique, la lutte contre la pauvreté et le développement durable. Afin d'assurer la sécurité hydrique pour tous, nous collaborons avec les pays et les partenaires à l'amélioration de la gestion des ressources, à la facilitation d'un accès universel à l'eau et à l'assainissement, et à l'optimisation de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture. La sécurité hydrique contribue également à renforcer la résilience grâce à des systèmes susceptibles de mieux résister aux phénomènes climatiques extrêmes et à s'attaquer au problème de la fragilité dans les pays en situation de stress hydrique.

Notre soutien aux pays pour la préservation des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène aide à contenir la COVID-19, à réduire ses effets immédiats et ses conséquences, et à renforcer la résilience future aux épidémies de maladies infectieuses. Au Sri Lanka, le Projet de riposte d'urgence et de préparation des systèmes de santé à la COVID-19 aide à prévenir, détecter et faire face à la COVID-19 et à renforcer les systèmes nationaux de préparation aux problèmes de santé publique. Il permet aussi de sensibiliser le public au lavage des mains et de vanter les mérites de l'hygiène. Il rend l'information largement accessible dans différentes langues, prend en compte les sensibilités culturelles et touche les personnes analphabètes ou handicapées. En Éthiopie, nous avons mobilisé de toute urgence des ressources pour le deuxième Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain afin de faire face à la pandémie. Nous travaillons en étroite collaboration avec le ministère de la Santé et l'Addis Ababa Water and Sewerage Authority pour faire en sorte que tous les établissements de santé et les centres d'isolement aient accès à l'eau 24 heures sur 24. Ce projet permet en outre de remplacer ou de remettre en état des pompes à eau et des forages à Addis-Abeba, ce qui garantit l'accès à ceux qui vivent dans cette zone urbaine dense.

Notre travail dans le domaine de l'eau va au-delà des opérations de la Banque. Le Partenariat mondial pour la sécurité hydrique et l'assainissement, un fonds fiduciaire multidonateurs lancé en 2017, aide les pays clients à renforcer les capacités, les institutions et les infrastructures nécessaires pour fournir aux générations actuelles et futures l'eau, les produits alimentaires et l'énergie dont elles ont besoin, en quantité suffisante. Le partenariat public-privé-société civile baptisé 2030 Water Resources Group soutient les réformes publiques accélérées visant à aider les pays à assurer une gestion durable de leurs ressources hydriques en vue d'un développement et d'une croissance économique qui s'inscrivent dans la durée.

S'attaquer à la fragilité, aux conflits et à la violence

D'ici à 2030, jusqu'à deux tiers des populations extrêmement pauvres du monde vivront dans des situations de fragilité, de conflit et de violence (FCV). Les conflits violents ont atteint des niveaux sans précédent depuis 30 ans. Le monde est également confronté à la plus grande crise de déplacement forcé de l'histoire, avec plus de 79 millions de personnes fuyant les conflits et la violence. Ces défis sont exacerbés par des risques tels que le changement climatique, l'évolution démographique, la transformation numérique, l'extrémisme violent et les pandémies comme la COVID-19. Selon notre rapport publié en février 2020 intitulé *Fragilité et conflit : en première ligne de la lutte contre la pauvreté*, les pays confrontés à des situations de fragilité et de conflit chroniques ont vu leurs taux de

pauvreté stagner à plus de 40 % au cours de la dernière décennie, tandis que les pays qui ont échappé à ces situations ont réduit la pauvreté de plus de la moitié. Aujourd'hui, une personne vivant dans un pays confronté à une situation de fragilité et de conflit chronique risque dix fois plus d'être pauvre qu'une personne vivant dans un pays n'ayant pas connu cette situation au cours des 20 dernières années. Compte tenu de la nature de plus en plus complexe et prolongée des situations de fragilité, de conflit et de violence, l'aide au développement est essentielle pour protéger le capital humain, jeter les bases d'une paix durable et promouvoir une prospérité partagée.

En février 2020, nous avons publié la première stratégie quinquennale du Groupe de la Banque en matière de FCV. Elle vise à mieux aider les pays à s'attaquer aux causes et aux conséquences des situations de FCV et à renforcer la résilience, notamment des populations vulnérables et marginalisées. Forte des décennies d'expérience du Groupe de la Banque dans ce domaine, cette stratégie définit une approche sur mesure pour aider les pays touchés par les divers défis à la fragilité, au conflit et à la violence et propose des changements à apporter aux opérations pour adapter notre intervention dans les contextes les plus difficiles. Elle repose sur les consultations et les avis de plus de 2 000 parties prenantes réparties sur 95 pays et territoires et représentant les pouvoirs publics, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé.

L'IDA a renforcé son soutien aux pays touchés par la fragilité, le conflit et la violence dans le cadre de la 18^e reconstitution de ses ressources (IDA-18), en doublant son financement pour atteindre 14 milliards de dollars. Au cours de l'exercice 20, la Banque a approuvé 10 milliards de dollars d'engagements au titre d'IDA-18 en faveur de ces pays*. En décembre 2019, dans le cadre d'IDA-19, nous avons encore augmenté le financement et le soutien sur mesure apportés à ces pays afin de les aider à faire face à divers risques. Ce soutien sera essentiel pour s'attaquer aux causes profondes de la fragilité, investir dans la prévention des conflits, fournir une aide au développement dans les situations de conflit et de crise, et aider les pays à mettre en place les institutions nécessaires pour sortir de la fragilité. IDA-19 comprend le Guichet d'aide aux communautés d'accueil et aux réfugiés d'un montant plus important de 2,2 milliards de dollars, ainsi que le Guichet de promotion du secteur privé renouvelé à hauteur de 2,5 milliards de dollars afin de catalyser les investissements dans ce secteur et de créer des emplois dans les contextes de FCV. Dans le cadre du renforcement de la prévention, au titre d'IDA-19 nous continuerons de renforcer les approches régionales de la fragilité, notamment au Sahel, dans la région du lac Tchad et dans la Corne de l'Afrique. Toujours au titre d'IDA-19, nous nous attacherons à renforcer la sensibilité aux conflits des approches par pays, à soutenir le renforcement des capacités et la mise en œuvre dans les contextes d'insécurité, et à investir dans la préparation et la riposte aux crises pour faire face à l'insécurité alimentaire et aux menaces de pandémie.

La majorité des quelque 26 millions de réfugiés du monde sont accueillis par des pays en développement, et les trois quarts d'entre eux sont toujours déplacés après cinq ans. Au cours de l'exercice 20, le Sous-guichet d'IDA-18 pour l'aide aux réfugiés et aux communautés d'accueil a fourni 923 millions de dollars de financement pour 16 projets menés dans neuf pays. En Éthiopie, il a fourni 202 millions de dollars pour aider les pouvoirs publics à créer 30 000 opportunités économiques pour les réfugiés et 45 000 pour les Éthiopiens ; cette aide est complétée par des réformes axées sur l'accès des réfugiés à des documents exigés par la loi, l'amélioration des services sociaux et la liberté de circulation. Le Mécanisme de réponse aux crises d'IDA-18 aide également les pays les plus pauvres à gérer les crises et à réduire les importants flux de réfugiés en créant des opportunités. Il applique des approches régionales dans les zones fortement touchées par les déplacements forcés, comme le Sahel, la région du lac Tchad et la Corne de l'Afrique.

Nous approfondissons la coopération et les partenariats complémentaires avec les organisations d'aide, de développement, de consolidation de la paix, de sécurité et du secteur privé afin de renforcer notre impact sur le terrain. Au Soudan du Sud, nous travaillons avec l'UNICEF et le Comité international de la Croix-Rouge pour fournir des services de santé essentiels aux communautés vulnérables et marginalisées dans les zones touchées par un conflit. À l'échelle mondiale, notre Plateforme d'investissement et de mise en relation pour les réfugiés réunit des entreprises, des fondations et les acteurs du développement afin de créer des opportunités économiques pour les réfugiés et les communautés d'accueil.

Grâce à des approches communautaires, nous avons rapidement étendu nos activités à des environnements isolés ou touchés par un conflit. Dans la Corne de l'Afrique, le Projet d'intervention pour le développement face aux effets des déplacements de populations a permis d'améliorer l'accès aux services sociaux de base, d'élargir les perspectives économiques et d'améliorer la gestion de l'environnement pour les communautés d'accueil de réfugiés.

Le Mécanisme mondial de financement concessionnel fournit des financements à des conditions de faveur à des pays à revenu intermédiaire qui accueillent un grand

* Les pays touchés par les FCV sont ceux qui figurent sur la Liste des pays en situation de fragilité et de conflit et ceux qui bénéficient du Régime d'atténuation des risques d'IDA-18.

nombre de réfugiés. Depuis 2016, il a fourni plus de 600 millions de dollars de dons pour débloquer plus de 3,5 milliards de dollars de financement concessionnel. Cette assistance a aidé la Jordanie et le Liban à faire face à l'afflux de réfugiés syriens et aide la Colombie et l'Équateur à répondre aux besoins de plus d'un million de Vénézuéliens déplacés et des communautés qui les accueillent. Elle constitue également une structure de coordination entre les banques multilatérales de développement, les Nations Unies et les pays participants.

Soutenir des communautés plus inclusives et plus autonomes

Nous travaillons avec les pays pour promouvoir la cohésion et la résilience des sociétés, résorber les importants problèmes d'accès pour les personnes marginalisées, et renforcer la voix et la capacité d'agir de tous. Notre travail repose sur des décennies d'expérience en matière d'approches participatives du développement centrées sur la personne, qui reconnaissent l'importance des institutions informelles et des valeurs communautaires dans les résultats des pays. Nous soutenons un large éventail de projets de développement communautaire qui donnent aux communautés et aux administrations locales un pouvoir de décision en matière de planification et de ressources d'investissement. Cette approche contribue à renforcer la résilience, l'inclusion et la responsabilité sociale. Les plans de participation des parties prenantes et la participation citoyenne sont des aspects importants de notre Cadre environnemental et social, pour veiller à ce que les bénéficiaires des projets puissent se faire entendre et agir.

Nos efforts de développement social répondent à divers besoins, notamment l'accès à l'eau potable, les routes rurales, les écoles et les infirmeries, la nutrition des mères et des nourrissons, et le soutien aux moyens de subsistance et aux microentreprises, en mettant l'accent sur les femmes. En Indonésie, un programme de 400 millions de dollars a aidé les agents de santé communautaires à contrôler l'accès aux services pour les familles vulnérables et a fourni un soutien nutritionnel, des cours d'éducation parentale, et des programmes pour la petite enfance et l'éducation des femmes enceintes et des jeunes enfants. Ces programmes ont fait preuve d'une remarquable capacité de riposte aux crises : ils sont en cours d'adaptation dans plusieurs pays pour soutenir une réponse rapide à la pandémie de COVID-19 en facilitant la prévention, la communication en matière de santé publique, la surveillance à haute fréquence et le soutien d'urgence aux familles vulnérables.

Dans les pays en situation de fragilité, de conflit ou de violence, nous soutenons le suivi, la prestation de services participative, les processus de consolidation de la paix et de réconciliation, ainsi que les efforts ciblés visant à lutter contre la violence interpersonnelle. Au cours des dernières années, la Banque a redoublé d'efforts pour lutter contre la violence fondée sur le genre, au moyen d'opérations et d'analyses, ainsi qu'à travers des partenariats avec d'autres acteurs internationaux et locaux. Grâce à une enveloppe de plus de 300 millions de dollars, nous soutenons des opérations visant à lutter contre la violence fondée sur le genre et à intégrer des composantes sur cette question dans divers domaines, dont le transport, l'éducation, la protection sociale et les déplacements forcés.

Notre travail sur l'inclusion sociale se concentre sur la recherche et les actions sur le genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, les personnes handicapées et les peuples autochtones. En Serbie, nous avons publié une étude fondée sur des données probantes qui a mis en évidence les implications socioéconomiques de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Nous avons également intégré l'inclusion du handicap dans un large éventail de secteurs d'activité de la Banque. Dans le cadre d'IDA-19, la Banque a pris six engagements pour s'assurer que le développement prend en compte les personnes handicapées et que la conception et l'exécution des opérations leur sont bénéfiques. Nous avons également établi un réseau régional et mondial d'experts sur les questions relatives aux peuples autochtones, afin d'accroître leur inclusion dans nos diagnostics-pays systématiques et nos cadres de partenariat-pays, ainsi que dans les concertations nationales et les investissements publics. Au Panama, un projet communautaire de soutien aux peuples autochtones illustre à quel point le renforcement de la collaboration avec ces groupes permet de soutenir leurs priorités de développement.

Nous nous efforçons également de mieux faire entendre la voix des minorités raciales et ethniques et de veiller à ce qu'elles puissent accéder aux services essentiels et aux emplois. Nous avons ainsi déployé des efforts à travers l'Amérique latine pour ouvrir les perspectives économiques des personnes d'origine africaine et combler leur retard en matière d'accès au numérique ; contribué à la création d'une plateforme permettant aux organisations de la société civile rom de Roumanie d'exprimer leurs préoccupations dans le cadre de concertations ; collaboré avec le Viet Nam pour élargir la participation économique des minorités ethniques ; et aidé le Guatemala à améliorer la nutrition des enfants autochtones.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/topics.



PROMOUVOIR LES SAVOIRS, LES TRAVAUX DE RECHERCHE ET LES DONNÉES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

NOS SAVOIRS, NOS TRAVAUX DE RECHERCHE ET NOS PRODUITS STATISTIQUES, qui nous permettent de présenter des analyses pertinentes et de dégager des perspectives pouvant être prises en compte dans nos opérations, d'aider les pays à prendre des décisions en connaissance de cause et d'orienter le programme de développement mondial, sont un important bien public mondial.

Perspectives économiques mondiales : Croissance au ralenti et défis pour l'action publique

Ce rapport phare, publié tous les six mois en janvier et en juin, examine l'évolution, les perspectives et les politiques économiques mondiales en mettant plus particulièrement l'accent sur les pays émergents et en développement. Le numéro de juin 2020 montre comment la pandémie de COVID-19 fait payer un lourd tribut à une économie mondiale déjà atone, qui devrait connaître la récession la plus profonde enregistrée depuis la Deuxième Guerre mondiale. Cette récession sera plus prononcée si les pays tardent à maîtriser la pandémie, si les pressions financières provoquent des défaillances ou si les ménages et les entreprises souffrent de répercussions durables. Les perturbations seront probablement plus fortes et prolongées dans les pays en développement et émergents qui affichent un plus grand nombre de cas et ont des systèmes de santé plus précaires ; qui sont plus exposés à des retombées internationales par les circuits des échanges, du tourisme et des marchés des produits de base et des capitaux ; dont le cadre macroéconomique est moins solide ; où un plus large pan du secteur économique est informel et où la pauvreté est plus généralisée. La pandémie laissera vraisemblablement des marques durables sur l'économie mondiale en ébranlant la confiance des consommateurs et des investisseurs, en nuisant au capital humain et en compromettant les chaînes de valeur mondiale. La faiblesse des cours du pétrole — due à la récente chute de la demande énergétique mondiale — ne contribuera probablement guère à stimuler la croissance mondiale à court terme. Bien que les responsables de l'action publique aient, dans l'immédiat, pour priorité de faire face à la crise sanitaire et de limiter les pertes économiques à court terme, les conséquences qu'aura vraisemblablement la pandémie à long terme montrent qu'il sera nécessaire de poursuivre des réformes approfondies pour améliorer les facteurs fondamentaux de la croissance économique une fois la crise calmée.

Fournir des données pour renforcer les connaissances en matière de développement

La Banque réunit des ressources provenant de tous les points de la chaîne de valeur des données, de leur production à leur conservation puis à leur analyse. Des données exactes et accessibles aident les pays à renforcer la prestation de services, à promouvoir la responsabilisation et à suivre les progrès réalisés en direction des objectifs de développement. Les pays les plus pauvres sont toutefois nombreux à avoir des difficultés à collecter et à utiliser les données, notamment en raison de l'insuffisance des financements, du recours limité par les décideurs aux statistiques, et du manque d'accès public à ces dernières. Nous nous employons à renforcer les capacités institutionnelles de ces pays et à remédier au manque de disponibilité des données fondamentales qui permettraient de fonder les décisions et les réformes sur des faits. Le prochain Rapport sur le développement dans le monde, intitulé *Des données pour une meilleure vie*, sera publié au début de 2021. Il a pour objet de montrer comment les données peuvent favoriser l'amélioration du niveau de vie des populations pauvres des pays en développement et d'examiner le paysage statistique actuel ainsi que l'environnement nécessaire pour assurer l'emploi des données tout évitant qu'elles ne soient utilisées de manière abusive.

PovcalNet est un outil d'analyse en ligne conçu pour assurer le suivi de la pauvreté dans le monde, qui permet aux utilisateurs de reproduire les estimations officielles de la Banque en matière de pauvreté. Il leur permet également de calculer des mesures de la pauvreté sur la base de différentes hypothèses et de rassembler les estimations pour différents groupes de pays. En mars 2020, nous avons publié des estimations révisées de la pauvreté dans le monde pour la période allant de 1981 à 2015 en incluant de nouvelles estimations de la pauvreté dans certaines régions pour l'année de référence 2018. Les estimations révisées ont été établies à partir des résultats de plus de 1 900 enquêtes auprès des ménages menées dans 164 pays.

Selon les études qui ont été réalisées, la COVID-19 pourrait faire basculer environ 100 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté et toucher plus particulièrement l'Afrique subsaharienne.

Le **Programme de comparaison internationale**, auquel participent 176 pays et qui est l'un des plus grands partenariats statistiques au monde, est coordonné par la Banque mondiale sous les auspices de la Commission de statistique des Nations Unies. En collaboration avec des organismes régionaux, nationaux et internationaux, le Programme recueille et compare des données sur les prix et sur le PIB au niveau des dépenses pour estimer les parités de pouvoir d'achat (PPA) de tous les pays tous les trois ans. En mai 2020, il a publié de nouvelles PPA pour l'année de référence 2017, qui prennent en compte les différences entre le coût de la vie dans les différents pays. Les résultats révisés pour 2011, année de référence préalablement utilisée par le Programme, ont également été publiés, ainsi que des estimations des PPA annuelles pour la période 2012-16. Les PPA sont essentielles à l'analyse de la pauvreté et de la compétitivité ainsi qu'au suivi des progrès en direction des objectifs de développement durable.

Development Data Partnership remédie aux graves carences qui caractérisent les données relatives au développement en facilitant la collaboration entre les organisations internationales et les entreprises pour leur permettre de conjointement générer des connaissances et d'élaborer des outils pouvant soutenir l'amélioration des infrastructures et des services publics. Ce partenariat réduit les coûts de transaction associés au partage des données, tout en accroissant la transparence et la responsabilisation au niveau de l'analyse des biens publics. Il compte parmi ses membres le FMI et la Banque interaméricaine de développement, et appuie plus de 50 opérations de la Banque. Nous avons fait appel à ce partenariat pour faciliter la cartographie des routes de transit à Freetown (Sierra Leone) ; recenser les risques posés par la circulation routière à Nairobi (Kenya) ; comprendre l'accès à l'emploi à Dhaka (Bangladesh) ; et examiner les disparités entre les rémunérations des hommes et des femmes dans les petites et moyennes entreprises des pays émergents.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse data.worldbank.org.



Mettre les données au service de la lutte contre la COVID-19

La Banque a rapidement mis au point des outils statistiques et réalisé des études dans le cadre des interventions qu'elle poursuit à l'échelle mondiale pour faire face à la pandémie de COVID-19, afin de mieux comprendre cette pandémie et ses répercussions sur les pays en développement. Le groupe de travail chargé d'analyser la mobilité durant la pandémie fournit aux pays des analyses aux fins de l'élaboration de politiques d'atténuation visant à prévenir la propagation de la maladie, en partenariat avec des agrégateurs de réseaux mobiles, des développeurs d'applications pour téléphones intelligents et des agrégateurs de données. Notre **site web des données ouvertes sur le coronavirus** donne librement accès à des

données pertinentes sur la COVID-19 présentées simplement, notamment un tableau de bord qui permet aux utilisateurs d'analyser les données mondiales en temps réel ainsi que des indicateurs pertinents, comme les capacités des systèmes de santé et l'accès à des installations de base permettant de se laver les mains. Conformément à notre détermination à assurer des **données en libre accès**, le site web permet aux utilisateurs, et notamment aux développeurs, d'obtenir des données grâce à des interfaces de programmation (API). Il fournit aussi des informations au **Humanitarian Data Exchange** en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Nous avons préparé des enquêtes par sondage rapides dans le but de mesurer les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les entreprises, les sociétés et les interventions publiques. À la fin de l'exercice 20, des activités de collecte de données étaient prévues ou en cours dans 33 pays de 6 régions. Les résultats obtenus servent de base à la conception des interventions que nous menons pour lutter contre la pandémie.

SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT NATIONAL PAR L'INTERMÉDIAIRE DES MARCHÉS FINANCIERS

LA BIRD ET L'IDA MOBILISENT DES FONDS SUR LES MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX

pour leurs pays clients. Durant l'exercice 20, la Banque a élargi le champ de ses opérations pour faire face à la pandémie de COVID-19 et a, de ce fait, levé des financements d'un montant considérable ; elle s'est aussi employée à gérer les risques tout en continuant d'assurer des services de conseil à ses clients. Elle a permis aux pays de répondre aux répercussions sanitaires, économiques et sociales de la pandémie en décaissant rapidement des prêts et des dons pour financer des projets d'intervention d'urgence. Elle a aussi mis en place de solides mécanismes qui lui permettent d'assurer la continuité de ses activités et de poursuivre sans interruption ses décaissements de manière à aider les pays à faire face à leurs problèmes de développement.

Outre qu'il mobilise des financements pour la BIRD et l'IDA, le service de la Trésorerie de la Banque gère des actifs d'un montant supérieur à 184 milliards de dollars pour le compte de la BIRD, de l'IDA et de la MIGA ainsi que pour 76 clients, notamment des banques centrales, des fonds de pension publics, des fonds de patrimoine souverains et des institutions financières internationales, mais aussi des flux de trésorerie annuels d'un montant supérieur à 7 600 milliards de dollars en 125 monnaies dans 138 pays.

Mobiliser les marchés financiers et des financements durables pour aider les pays

La BIRD mobilise des financements pour ses pays clients depuis plus de 70 ans, et a levé plus de 1 000 milliards de dollars depuis sa première émission obligataire en 1947. Durant l'exercice 20, elle a mobilisé 75 milliards de dollars grâce à sa notation AAA et à l'excellente réputation dont elle jouit sur les marchés, dans le but de promouvoir sa mission et d'aider ses clients à gérer leurs risques et à accroître leur résilience. En avril 2020, pour appuyer les efforts qu'elle déploie pour aider les pays à faire face à la COVID-19, la BIRD a levé, en trois jours, 15 milliards de dollars dans le cadre d'émissions d'obligations développement durable, notamment d'une obligation sur cinq ans qui a rapporté 8 milliards de dollars — la plus importante émission effectuée à ce jour par une entité supranationale.

L'IDA fournit un appui aux pays les plus pauvres du monde, qui souffrent pour la plupart de graves difficultés dues à la COVID-19. Durant l'exercice 20, l'IDA a émis des obligations à hauteur de 5 milliards de dollars. Elle a, durant l'exercice, procédé à des émissions en de nouvelles monnaies, notamment la livre sterling (GBP), l'euro et la couronne suédoise (SEK). L'IDA a également une notation AAA et élargit le champ de ses activités en opérant sur de nouveaux marchés.

Accroître l'impact en matière de développement grâce à l'émission d'obligations développement durable et à l'assistance technique

La Banque contribue au lancement d'outils financiers qui élargissent les marchés et apportent les financements nécessaires au relèvement des plus graves défis de développement rencontrés dans le monde. En émettant des obligations développement durable, elle appuie le financement de diverses priorités dans le droit fil de sa mission qui consiste à mettre fin à l'extrême pauvreté et à réduire les inégalités. Ces obligations contribuent également au développement des marchés financiers locaux, en particulier dans les pays à faible revenu. En janvier 2020, la Banque a émis sa première obligation BIRD libellée en franc rwandais et a ainsi donné aux investisseurs internationaux la possibilité d'engager des fonds en cette monnaie dans l'économie en expansion du Rwanda. Cette émission obligataire était la septième effectuée par la BIRD en une monnaie d'Afrique subsaharienne.

Les obligations développement durable offrent aux investisseurs la possibilité de dégager un rendement financier tout en ayant un impact positif, en témoignant de leurs priorités en matière d'investissement durable et en apportant un appui aux objectifs de développement mondiaux. En mai 2020, nous avons publié notre tout premier rapport sur l'impact des obligations développement durable, qui couvre toutes les émissions obligataires de la BIRD et contribue dans une large mesure aux efforts que nous déployons pour associer les acteurs du marché tout en respectant nos rigoureuses normes de transparence et de publication de l'information.

En avril 2020, la BIRD a procédé à l'émission d'une obligation de référence à deux ans portant sur un montant de 11,5 milliards de SEK et à une émission de référence de 1,5 milliard de GBP à trois ans auprès d'investisseurs mondiaux dans le but de faire connaître les programmes sanitaires nationaux et indiquer son appui aux efforts qu'ils déploient pour lutter contre la COVID-19.

Les obligations de la BIRD contribuent également à faire prendre conscience du problème mondial posé par l'insécurité alimentaire, qui est exacerbé par la COVID-19. En septembre 2019, la BIRD a procédé à des émissions d'obligations portant au total sur 500 millions de dollars qui

appuieront les financements de la Banque, notamment un montant de 4,6 milliards de dollars pour lutter contre la perte et le gaspillage d'aliments, renforcer les infrastructures, élargir l'accès aux marchés et aux services de logistique, et améliorer la gestion des déchets. Ces efforts ont porté au total sur des émissions d'une valeur de 1,7 milliard de dollars durant l'exercice 20.

La BIRD est l'un des principaux émetteurs d'obligations vertes et, de ce fait, soutient des projets concernant le climat tout en aidant les investisseurs à financer des actions de développement qui prennent en compte le changement climatique. Elle aide également les pays à se doter de marchés d'obligations vertes de manière à jouer un rôle moteur dans le domaine de la durabilité et de l'action climatique. Depuis l'émission de sa première obligation classée verte en 2008, elle a levé 14 milliards de dollars dans le cadre de plus de 165 transactions en 22 monnaies. En novembre 2019, elle a procédé à l'émission d'une obligation verte à 20 ans de 3 milliards de couronnes suédoises (DKK) ; cette obligation était la première libellée en DKK et avait l'échéance la plus longue enregistrée sur le marché danois pour des émetteurs souverains, supranationaux ou des agences.

Nous fournissons une assistance technique aux émetteurs infranationaux et souverains des pays émergents, comme la Colombie, l'Indonésie, le Kenya et la Malaisie. Nous avons également publié un manuel intitulé *Guide on Developing a National Green Taxonomy* pour promouvoir le financement durable dans les pays émergents ; nous avons procédé à des enquêtes auprès des émetteurs et des investisseurs portant sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance ; et nous avons organisé des ateliers pour faciliter le dialogue entre les émetteurs souverains et les investisseurs. Nous avons également aidé les organismes de réglementation du secteur financier à mettre en œuvre des réformes pour verdifier les systèmes financiers, notamment en établissant des tests de résistance climatique du secteur bancaire et des cadres de publication de l'information et d'établissement de rapports sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance pour les investisseurs institutionnels.

Dans le cadre d'initiatives telles que le Programme conjoint pour le développement des marchés financiers, le Groupe de la Banque assure une assistance technique aux pays émergents et en développement pour les aider à développer leurs circuits financiers et à mobiliser des capitaux privés en monnaie nationale, de manière à pouvoir accroître les financements destinés à des secteurs stratégiques comme les infrastructures, le logement, l'agriculture et les petites et moyennes entreprises.

Gérer les risques de catastrophe par l'intermédiaire des marchés financiers internationaux

La plateforme de la Banque pour l'assurance contre le risque de catastrophe aide les pays membres à gérer les risques auxquels les exposent les catastrophes naturelles, notamment les pandémies, en procédant à des opérations d'assurance et à des transactions sur les marchés financiers. En novembre 2019, nous avons émis des obligations catastrophes qui assureront aux Philippines une couverture de 225 millions de dollars pour une période de trois ans en cas de séisme et de cyclone tropical. Cette émission a été la première d'une obligation catastrophe parrainée par une entité souveraine asiatique et cotée sur une bourse de la région, ainsi que la première émission obligataire de la Banque mondiale à la bourse de Singapour.

Nous soutenons le programme d'émissions d'obligations catastrophe du Mexique depuis son lancement en 2005. En mars 2020, nous avons émis quatre tranches d'obligations de ce type pour le Fonds des catastrophes naturelles du pays, qui ont permis d'attirer 38 investisseurs à l'échelle mondiale et d'établir une couverture d'assurance contre les séismes et les ouragans de 485 millions de dollars pour une période de quatre ans. Cette émission est la plus importante et a la durée la plus longue des opérations du Mexique concernant des obligations catastrophes ; elle porte le montant total des opérations de couverture contre le risque de catastrophe facilité par la Banque au profit de ses pays membres à près de 5 milliards de dollars.

Renforcer le capital humain pour la gestion des actifs du secteur public

Le Programme de service de conseil et de gestion des réserves (RAMP) de la Trésorerie de la Banque mondiale assure, sur demande, des services de renforcement des capacités et de gestion des actifs aux gestionnaires d'actifs du secteur public. Il aide les banques centrales, les fonds de pension et les fonds de patrimoine souverain à valoriser leur capital humain et à renforcer leurs opérations dans le cadre de missions de service de conseil, d'ateliers techniques et de conférences internationales.

La demande de services associés à ce programme continue de s'accroître : le programme assure des services actuellement à 75 institutions, dont neuf dans des pays à faible revenu et sept dans des pays fragiles et touchés par un conflit. Durant l'exercice 20, le programme a publié sa deuxième enquête bisannuelle sur les pratiques des banques centrales en matière de gestion des réserves, qui fait ressortir les progrès accomplis par ces institutions dans les domaines de la gouvernance et de la gestion des risques.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse treasury.worldbank.org.

FORGER DES PARTENARIATS POUR RENFORCER L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT

EN COLLABORANT ET EN FORGEANT DES PARTENARIATS avec une large gamme de groupes de parties prenantes, nous nous employons à promouvoir le dialogue et des actions concernant le développement pour aider les pays à relever les défis en ce domaine. Les travaux que nous menons avec nos partenaires contribuent à promouvoir la poursuite d'une action touchant des questions d'importance cruciale, comme le capital humain, la fragilité, la parité hommes-femmes et la viabilité. Durant la pandémie de COVID-19, nous avons mis en contact des partenaires de développement essentiels dans le but de faciliter le partage d'informations et de recenser les possibilités de collaboration.

Activités multilatérales et internationales. La Banque collabore étroitement avec les parties prenantes et les partenaires multilatéraux à l'établissement d'un cadre propice à l'obtention de résultats solides pour les pays. Durant l'exercice 20, nous avons mobilisé un appui en faveur d'un programme de financement de 82 milliards de dollars pour IDA-19, ce qui représente une augmentation de 3 % en termes réels par rapport à IDA-18. Nous avons également participé à une série de plateformes, dont le G7 sous la présidence française, pour obtenir un soutien de haut niveau en faveur des priorités d'IDA-19. Ces dernières concernent, entre autres, l'intensification des efforts menés dans les pays en situation de FCV, en particulier dans le Sahel ; l'adoption de mesures pour faire face aux vulnérabilités associées à la dette ; l'autonomisation des femmes ; et la lutte contre le changement climatique. Au début de 2020, le Groupe de la Banque a étroitement collaboré avec la présidence américaine du G7, la présidence saoudienne du G20, d'autres banques multilatérales de développement (BMD) et le système des Nations Unies pour soutenir la lutte concertée à l'échelle mondiale contre la COVID-19. La Banque et le FMI ont, dans le cadre de cet effort, lancé un appel en avril 2020 pour que soient suspendus les paiements par les pays les plus pauvres au titre du service de la dette bilatérale afin de permettre à ces derniers d'avoir les liquidités nécessaires pour faire face aux répercussions de la pandémie. Les ministres des Finances du G20 ont par la suite entériné l'Initiative de suspension du service de la dette (DSSI), qui est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2020. La Banque a aussi pris les devants pour monter une action concertée avec neuf MDB dans le contexte de l'Initiative pour assurer des flux positifs nets vers les pays bénéficiaires afin qu'ils puissent concentrer leurs efforts sur la riposte à la COVID-19. Durant l'exercice, nous avons également collaboré avec l'Union européenne pour concevoir des systèmes financiers efficaces et inclusifs, encourager la transformation numérique, lutter contre les inégalités et mobiliser des financements à l'appui du développement.

Société civile. Nous collaborons avec des organisations de la société civile (OSC) du monde entier dans le cadre de partenariats, d'activités de communication et de sensibilisation et de campagnes, de consultations sur l'action à mener, de la collaboration à des opérations et de l'échange d'informations. Nous obtenons ainsi des informations en continu, grâce aux consultations des parties prenantes, qui font maintenant partie intégrante du cycle du projet dans le Cadre environnemental et social de la Banque et de notre Cadre de participation citoyenne. Lors des Assemblées annuelles d'octobre 2019, le Forum de la société civile a réuni plus de 800 représentants d'OSC de 75 pays. Les OSC sont de longue date des partisans de l'IDA et ont contribué au succès de la Dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association durant l'exercice 20.

Organisations confessionnelles. Le Groupe de la Banque collabore avec des acteurs confessionnels qui partagent sa mission et contribuent manifestement à la poursuite des progrès dans le pays ; les interventions consistent à mener des actions de sensibilisation, à établir des relations, à rassembler les données factuelles et à poursuivre des opérations. Durant l'exercice 20, les consultations avec ces acteurs ont largement appuyé la nouvelle stratégie de la Banque en matière de FCV (voir la page 62). La poursuite de vastes consultations a également permis d'apporter des éléments à l'appui du Cadre de partenariat avec la République démocratique du Congo.

Parlementaires. Nous collaborons avec plus de 1 500 législateurs de pays membres par l'intermédiaire de la plateforme indépendante du Réseau parlementaire. En 2019, les parlementaires se sont mobilisés en faveur de la Dix-neuvième reconstitution des ressources de l'IDA et ont milité en faveur de la parité hommes-femmes dans leurs instances. L'atelier



parlementaire mondial organisé lors des Assemblées annuelles de 2019 a réuni plus de 60 membres de parlements de 35 pays dans le but de déterminer comment renforcer l'adhésion des pays à la lutte contre les inégalités et le leadership en ce domaine.

Philanthropes et secteur privé. Nous sommes en mesure d'exploiter de nouvelles idées, de mobiliser de nouvelles sources de financement et d'accroître l'appui à notre mission de développement en forgeant des partenariats avec des fondations, des entités philanthropiques, des investisseurs à impact, des entrepreneurs sociaux et le secteur privé. Durant l'exercice 20, le partenariat que nous entretenons de longue date avec la Fondation Bill et Melinda Gates s'est employé à valoriser le capital humain, à élargir la portée des services financiers numériques, à améliorer le suivi des systèmes de santé primaire, à renforcer l'analyse des données nationales et à améliorer les modèles de prestation de services. Depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19, nous collaborons étroitement à la passation de marchés et à la fourniture de diagnostics, de thérapeutiques et de vaccins. Nous agissons également de concert pour aider les pays à faire face aux répercussions économiques de la pandémie, notamment en élargissant la portée de plateformes numériques permettant d'assurer le versement de prestations de protection sociale. Le Forum des partenariats de 2019 a réuni 17 PDG et membres de la haute direction ainsi que plus de 30 spécialistes du secteur privé et du monde de la philanthropie dans le but d'examiner la fourniture d'un appui à l'expansion des entreprises appartenant à des femmes.

Programme de dons aux membres de la collectivité. Ce programme du Groupe de la Banque permet au personnel de l'institution de traduire nos valeurs dans les faits au sein de leurs collectivités à travers la philanthropie institutionnelle, le bénévolat, les dons en nature et un programme de stages pour les élèves des écoles secondaires locales. Ces initiatives permettent à notre personnel motivé et attentif aux besoins d'autrui de contribuer à améliorer la situation dans la région métropolitaine de Washington et dans les autres collectivités du monde où nous menons nos activités. Durant l'exercice écoulé, nous avons versé plus de neuf millions de dollars à des organisations non gouvernementales travaillant dans nos communautés, dont plus de quatre millions de dollars ont été donnés par le personnel. Nous avons procédé à une collecte de fonds auprès du personnel dans le cadre d'une intervention d'urgence motivée par la pandémie de COVID-19, qui a permis de lever 1 million de dollars au profit d'organisations partenaires locales et internationales, notamment DC Central Kitchen, l'UNICEF et International Rescue Committee. Nous avons également donné plus de 190 000 dollars durant l'exercice 20 à des organisations établies dans la ville de Washington qui œuvrent en faveur de la justice raciale. En juin 2020, le Programme de dons aux membres de la collectivité a annoncé le versement d'un montant supplémentaire de 100 000 dollars sous forme de dons pour lutter contre le racisme. Le programme allonge la liste des œuvres caritatives figurant sur la liste des organisations auxquelles des dons peuvent être faits par le personnel sur le lieu de travail pour permettre à ce dernier et à l'institution de soutenir de manière plus active les actions visant à mettre fin au racisme et à accroître les possibilités économiques des personnes noires, autochtones et de couleur.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/en/about/partners.

AMÉLIORER LES OPÉRATIONS POUR OBTENIR DES RÉSULTATS AU NIVEAU DES PAYS

POUR MIEUX SERVIR NOS CLIENTS ET NOS PARTENAIRES, nous nous employons à systématiquement améliorer nos opérations, nos politiques et nos processus de manière à devenir une institution plus efficace et plus efficace, et à optimiser l'impact de notre action sur le développement.

Le Cadre environnemental et social de la Banque mondiale

Le Cadre environnemental et social (CES) de la Banque est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2018, et s'applique à toutes les nouvelles opérations de financement de projets d'investissement pour lesquels les réunions sur la note conceptuelle ont été organisées à partir de cette date. Il assure une couverture systématique et de vaste portée des risques environnementaux et sociaux et marque des progrès importants dans des domaines tels que la transparence, la non-discrimination, la participation du public, la protection des populations vulnérables et défavorisées, la collaboration des parties prenantes et la responsabilisation, y compris les mécanismes de recours.

Nous nous employons aussi, tandis que nous poursuivons nos projets dans ce cadre, à renforcer nos capacités et les compétences de nos agents, à moderniser nos systèmes opérationnels, à réviser nos processus et à accroître les capacités de gestion des risques de nos emprunteurs. Nous avons publié des documents d'orientation, des modèles et d'autres types d'information sur des questions essentielles, notamment la non-discrimination et le handicap ; la prévention de l'exploitation, des atteintes et du harcèlement sexuels ; l'emploi de personnel de sécurité ; la sécurité routière, et le suivi par de tierces parties. Le Cadre favorise également un dialogue avec les emprunteurs sur les nouvelles prescriptions, qui sont établies de manière plus explicite, et les nouveaux processus et documents de projet renforcent la transparence, la responsabilisation et la participation des parties prenantes.

Sachant qu'il incombe aux entrepreneurs d'appliquer un grand nombre de ces normes, nous avons intégré le Cadre environnemental et social dans les processus de passation des marchés. Les contrats relatifs aux projets incluent désormais des règles visant à prévenir le travail des enfants et le travail forcé, à assurer la santé et la sécurité au sein des communautés et au travail, à gérer la chaîne d'approvisionnement et les inspections, et à lutter contre l'exploitation, les atteintes et le harcèlement sexuels.

Dans le cadre de notre intervention rapide face à la pandémie de COVID-19, les équipes de la Banque et les pays ont préparé des projets d'urgence tout en continuant d'appliquer les rigoureuses politiques environnementales et sociales et de respecter les normes de gestion des risques de l'institution.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/esf.

Le Cadre de passation des marchés de la Banque mondiale

Le Cadre de passation des marchés de la Banque favorise la poursuite d'approches adaptées pour la passation de marchés au titre d'opérations de financement de projets d'investissement. Il permet aux projets de répondre rapidement à de nouveaux besoins et aide les clients à déterminer les moyens les plus économiques d'obtenir des résultats durables et de qualité pendant la durée de vie du projet. En mettant l'accent sur les études de marché, l'analyse des besoins et les risques particuliers de chaque opération, notamment les questions environnementales et sociales, nous aidons les pays à formuler des stratégies et des plans de passation de marchés qui répondent à leurs besoins et prennent en compte le contexte opérationnel de manière à assurer une mise en œuvre fructueuse des projets.

Le Cadre a soutenu nos interventions d'urgence face à la pandémie de COVID-19 ; les projets ont adopté des mesures souples pour accélérer la passation des marchés tout en maintenant le contrôle fiduciaire. Nous avons pris rapidement des mesures pour mettre en place des systèmes de passation de marchés facilités par la Banque afin d'aider les pays clients qui ont sollicité notre concours pour obtenir des fournitures et des matériels médicaux essentiels à surmonter les problèmes associés à la volatilité des prix induite par la pandémie, les longs délais, la perturbation des chaînes d'approvisionnement, et les problèmes de transparence et d'intégrité. Cette approche, qui aide les pays à recenser les fournisseurs intéressés, à négocier les prix et



les conditions et à gérer la logistique de la sous-traitance, a été accueillie favorablement par les fabricants, les fournisseurs et les autorités publiques. Les pays continuent d'assumer la responsabilité de la signature et de l'exécution des contrats. En juillet 2020, 27 marchés et contrats d'une valeur globale de 105 millions de dollars avaient été signés, ou devaient l'être, en application de ce système.

Nous avons accru l'envergure de notre Assistance directe à la mise en œuvre dans le cadre de la passation de marchés, qui aide les clients à appliquer des processus efficaces, notamment pour les opérations visant à remédier aux répercussions de la COVID-19. Durant l'exercice 20, nous avons accordé cet appui au titre de 70 projets.

Nos modalités alternatives de passation de marchés permettent de passer des marchés au titre d'opérations financées par la Banque par l'intermédiaire d'autres organisations, y compris d'autres banques multilatérales de développement (BMD) et des institutions de l'ONU, ainsi que des organismes publics approuvés par l'institution ; nous avons appliqué ces modalités en faisant appel à des institutions de l'ONU dans des situations de fragilité, de conflit et de violence, notamment au Soudan du Sud et au Yémen. Durant l'exercice 20, 19 projets ont eu recours à des institutions de l'ONU et d'autres BMD en employant des modalités alternatives de passation de marchés.

À la suite de la mise en œuvre du Cadre environnemental et social de la Banque, nous avons révisé tous les dossiers types d'appel d'offres pour les travaux afin de nous assurer que les entreprises recrutées dans le cadre des projets de financement de la Banque gèrent de manière adéquate les risques environnementaux et sociaux pour protéger les populations et l'environnement. Nous avons également renforcé les dossiers et les processus d'appel d'offres dans le but d'éviter, d'atténuer et de gérer les risques dans le contexte de la poursuite de mesures concertées de plus vaste portée ayant pour objet de protéger les populations vulnérables et de lutter contre l'exploitation, les atteintes et le harcèlement sexuels dans le cadre des projets financés par la Banque. Durant l'exercice 20, nous avons mis au point des mesures visant à renforcer la performance et la responsabilisation des entrepreneurs. Nous avons aussi promptement élaboré une série de dossiers d'appel d'offres d'urgence simplifiés pour appuyer les opérations d'intervention rapide durant la pandémie de COVID-19.

Le Cadre de passation des marchés s'applique aux projets pour lesquels une note conceptuelle a été établie après le 1^{er} juillet 2016 — de sorte qu'il ne couvre pas encore tous les projets inclus dans le portefeuille en cours. Nous suivons attentivement et évaluons l'application du Cadre au niveau des projets, des pays et des régions ainsi qu'au niveau mondial. Durant l'exercice 20, 44 % du portefeuille de projets d'investissement de la Banque (36 % si l'on se base sur leur valeur en dollars) étaient conformes au Règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant un financement de projet d'investissement. Grâce à l'intégration d'un module de recours en cas de plainte dans l'outil en ligne de planification et de suivi de la passation de marchés, nous sommes à présent mieux à même de suivre les plaintes concernant la passation des marchés. Dans l'année qui a suivi la mise en place de ce module, le nombre de plaintes enregistrées a augmenté de 52 %. Seulement 18 % des plaintes qui ont été réglées ont toutefois débouché sur des décisions favorables aux plaignants, ce qui montre que la Banque parvient bien à assurer l'équité et la transparence dans le cadre de ses processus.

Durant l'exercice 20, nous avons examiné 2 072 marchés portant sur un montant de l'ordre de 7,4 milliards de dollars et avons organisé 890 jours de formation destinée à renforcer les capacités et à partager les connaissances au profit d'environ 18 800 membres du personnel chargés des projets et agents de l'État.

Pour accroître l'accès à des possibilités de passation de marchés au titre de projets financés par la Banque, nous avons lancé un service gratuit d'abonnement qui permet d'être averti de la publication d'avis d'appel d'offres et publie les marchés attribués au titre de nos opérations.

For more information, visit www.worldbank.org/procurement.

Réformer les fonds fiduciaires en vue d'accroître leur efficacité et d'améliorer la supervision

Les fonds fiduciaires complètent l'action de la BIRD et de l'IDA en fournissant des ressources financières et en contribuant à l'acquisition de connaissances dans le domaine du développement. Ils soutiennent un programme d'action concernant les biens publics mondiaux pour lutter contre les principaux défis de développement, notamment le changement climatique, la fragilité, les déplacements forcés et les pandémies ; ils contribuent à attirer de nouvelles sources de financement ; ils favorisent des solutions financières novatrices ; et ils aident la Banque à exercer son pouvoir de rassemblement à l'échelle mondiale.

Les ressources de la Banque mondiale en fiducie à la fin de l'exercice 20 étaient détenues à hauteur de 12,2 milliards de dollars dans des fonds fiduciaires et à hauteur de 24,2 milliards de dollars dans des fonds d'intermédiation financière (FIF). Les fonds fiduciaires de la Banque financent environ les deux tiers des services de conseil et d'analyse, et environ 74 % (14,1 milliards de dollars) des décaissements effectués à partir de ces fonds ont bénéficié à des pays clients durant la période couverte par les exercices 16 à 20. Sur ce montant, plus de 11,6 milliards de dollars ont été décaissés au profit de pays IDA et de pays à financement mixte BIRD/IDA. Les contributions aux FIF se sont établies en moyenne à 7,9 milliards de dollars par an, tandis que les transferts monétaires aux entités d'exécution, qui ne se sont guère modifiés, sont restés en moyenne de 6,2 milliards de dollars par an au cours des cinq dernières années.

Les réformes dont font actuellement l'objet les fonds fiduciaires visent principalement à améliorer leur alignement stratégique, à accroître leur efficacité et à renforcer la supervision de ce portefeuille de manière à offrir des solutions aux clients tout en optimisant le rendement obtenu par les bailleurs de fonds. L'une des principales mesures adoptées a consisté à mettre en place des programmes-cadres baptisés « Umbrella 2.0 », qui réduiront la fragmentation du portefeuille. Durant l'exercice 20, les pôles mondiaux d'expertise et les régions de la Banque ont procédé à l'examen de l'intégralité de leur portefeuille, qui compte 526 fonds fiduciaires, et ont recensé les possibilités de regroupement : 70 propositions de programmes dits Umbrella 2.0 serviront de base à l'essentiel des efforts de collecte de fonds menés à l'avenir. Nous avons également actualisé notre cadre de gestion des FIF de manière à faire preuve de plus de sélectivité à l'avenir en adoptant un menu d'options pour répondre aux demandes d'action concertée à l'échelle mondiale.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/dfi.

Service d'instruction des plaintes et de recours

Le Service d'instruction des plaintes et de recours (GRS) offre aux individus et aux communautés la possibilité de déposer une plainte directement auprès de la Banque s'ils estiment qu'un projet financé par cette dernière leur a été préjudiciable ou le sera probablement. Ce service a été mis en place en 2015 à la suite des recommandations formulées dans le cadre d'un examen des politiques de sauvegarde réalisé par le Groupe indépendant d'évaluation. Il vient s'ajouter aux mécanismes de recours établis au niveau des projets et garantit que les plaintes soumises à l'institution sont traitées de manière diligente et proactive, notamment grâce à la poursuite d'un dialogue et à l'emploi d'outils de règlement des différends pertinents.

Le service étant désormais mieux connu, le nombre d'affaires qu'il traite est passé de quatre durant l'exercice 15 à 225 durant l'exercice 20. Les plaintes déposées auprès du GRS concernent une large gamme de préjudices, qui se rapportent aux moyens de subsistance des populations, à l'environnement et à la santé et la sécurité au travail. L'expérience accumulée au cours des cinq dernières années dans le cadre du traitement des plaintes, ainsi que les commentaires formulés en interne et en externe, nous permettent de considérer ce qui produit de bons résultats ainsi que les améliorations qui pourraient être apportées au processus et au fonctionnement du service. Nous nous employons à renforcer le GRS, notamment en formulant des politiques, en actualisant les systèmes et les processus, et en faisant mieux connaître son existence.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/grs.



NOS VALEURS ET NOTRE PERSONNEL

NOTRE ACTIVITÉ EST FONDÉE sur le principe fondamental du respect de nos agents, de nos clients, de nos partenaires et de notre planète. Notre indice de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance (GRI), qui est recalculé chaque exercice, donne de plus amples détails sur la manière dont la durabilité est prise en compte dans le cadre de nos opérations et de nos pratiques institutionnelles. Cet indice, qui est inclus dans les annexes du Rapport annuel, est disponible en ligne.

Nos valeurs

Le respect, l'impact, l'intégrité, le travail d'équipe et l'innovation sont les valeurs fondamentales de l'institution. Nous avons préparé une nouvelle version du code d'éthique de manière à dûment intégrer ces valeurs dans la culture et dans les opérations du Groupe de la Banque. Le code est une série de principes conçus pour aider les membres des services de l'institution à prendre les bonnes décisions lorsqu'ils sont confrontés à des dilemmes éthiques. Le règlement du personnel continue de définir les réglementations et les politiques ayant pour objet de prévenir tout comportement répréhensible.

Renforcer la diversité et l'inclusion. Durant l'exercice 20, la Banque a adopté de nouveaux indicateurs dans le but de renforcer la parité entre les femmes et les hommes à l'échelle de l'institution. Par suite des bons résultats produits par le lancement d'un programme d'apprentissage ayant recours à la réalité virtuelle pour lutter contre les préjugés inconscients et sensibiliser les agents aux questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre, nous avons élaboré un nouveau programme axé sur l'inclusion des personnes handicapées. Le Groupe de la Banque a aussi de nouveau reçu la certification du programme Economic Dividends through Gender Equality en raison des efforts qu'il déploie pour réduire les disparités entre les sexes au travail.

Plan d'action pour la prévention et la lutte contre le harcèlement sexuel. Le Groupe de la Banque s'emploie à créer une culture de travail qui lutte de manière systématique contre le harcèlement et les sévices sexuels. Durant l'exercice 20, nous avons mis en œuvre la plupart des recommandations du plan d'action pour 2019-2021 dans le but de prévenir et de lutter contre le harcèlement sexuel, et nous avons recruté un coordinateur des activités de lutte contre le harcèlement pour examiner les allégations de harcèlement, notamment sexuel, qui peuvent ne pas être réellement considérées comme un comportement répréhensible. Le coordinateur peut mettre en garde le personnel et la direction en cas d'allégation de comportement inapproprié. Le Bureau de l'éthique professionnelle et de l'intégrité (EBC) a également poursuivi de nombreuses activités de formation dans le but de prévenir le harcèlement, notamment sexuel.

Élargir notre présence mondiale et travailler dans des contextes difficiles. La Banque s'emploie à accroître sa présence dans les pays qui sont ses clients de sorte que 55 % de ses agents devraient être basés en dehors des États-Unis vers le milieu des années 2020. Cela signifie qu'un plus grand nombre d'agents travailleront à proximité de nos clients — en particulier dans les pays touchés par la fragilité, le conflit et la violence (FCV) — et que les équipes qui travaillent en première ligne seront dotées de moyens d'agir. Durant l'exercice 20, nous avons honoré l'engagement pris dans le cadre d'IDA-18 d'accroître de 150 le nombre d'agents sur le terrain dans des pays à faible revenu en situation de FCV. Nous avons également lancé une campagne de recrutement de manière à pourvoir 100 postes dans des pays en situation de FCV, dans le droit fil de la nouvelle stratégie de la Banque en ce domaine et de l'engagement pris dans le cadre d'IDA-19 d'accroître notre présence dans ces pays. Nous mettons par ailleurs en œuvre une approche révisée de la mobilité professionnelle de manière à permettre à un plus grand nombre d'agents de changer de région, de pays et de catégorie d'opérations ; nous avons aussi entrepris d'établir un nouveau cadre de prestations liées à la mobilité du personnel.

Notre personnel

Durant l'exercice 20, nous avons formulé une stratégie sur trois ans pour les près de 12 300 employés à plein temps de la Banque dans le but de constituer un personnel possédant les compétences qu'il faut, là où il faut et au moment voulu, et ainsi contribuer à résoudre

les problèmes de développement les plus pressants dans le monde. Cette stratégie vise à optimiser les résultats obtenus pour nos clients et à garantir que notre organisation offre les meilleures possibilités de mener une action à l'appui du développement.

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, nous assurons un vaste soutien à notre personnel pour faciliter le passage au travail à domicile aussi bien des agents basés au siège que du personnel des bureaux de pays (voir l'encadré intitulé « Appui au personnel durant la pandémie de COVID-19 », page 77). Nous avons ainsi pu assurer la continuité de nos opérations et de notre appui à nos clients. Selon l'enquête menée auprès du personnel, 90 % de nos agents se sont bien ou relativement bien adaptés au travail à domicile, et 88 % d'entre eux déclarent être restés relativement productifs ou très productifs durant cette période.

La prise de conscience grandissante de l'injustice raciale et du racisme systémique provoque d'importants débats sur la nécessité d'améliorer la manière dont nous valorisons la diversité, la dignité, le respect et l'inclusion au sein de notre institution. En juin 2020, le Président, David Malpass, a annoncé la constitution d'un groupe de travail de la Banque mondiale sur le racisme, qui déterminera les domaines d'intervention, offrira des recommandations concrètes pour relever ce défi et continuera de permettre au personnel de faire part de problèmes et de leurs préoccupations dans un environnement sans risque. La haute direction du Groupe de la Banque s'est engagée à collaborer étroitement avec tous les agents de manière à faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin au racisme au sein de l'institution, dans le cadre de ses programmes et au sein de ses communautés.

Assurer la santé et la sécurité du personnel. Le Groupe de la Banque propose une large gamme de programmes et de services qui ont pour objet de promouvoir et de protéger la santé et la sécurité du personnel en mettant l'accent sur la santé et le bien-être de l'individu, la santé et la sécurité au travail ainsi que la santé et le bien-être mentaux. Au deuxième semestre de l'exercice 20, la priorité a été donnée aux mesures axées sur la COVID-19 (voir l'encadré intitulé « Appui au personnel durant la pandémie de COVID-19 », page 77).

Promouvoir l'apprentissage continu et le développement des compétences. Grâce au Campus d'apprentissage ouvert (OLC), le personnel du Groupe de la Banque peut bénéficier de formations continues en ayant recours à une large gamme de ressources d'apprentissage, notamment des cours en ligne, des conversations entre pairs et des formations en cours d'emploi, auxquelles il peut accéder en même temps qu'il poursuit la mission de l'institution. Durant l'exercice 20, les interventions menées dans ce cadre ont pris de l'ampleur et ont donné lieu à la fourniture d'un appui à 30 unités du Groupe de la Banque, au lancement d'un tableau de bord pour le personnel d'encadrement qui permet à ce dernier d'avoir aisément accès aux indicateurs d'apprentissage du personnel, à l'amélioration des évaluations relatives aux activités de mentorat et en cours d'emploi et au lancement d'une version personnalisée de l'OLC comportant des trajectoires d'apprentissage organisées.

Mettre en œuvre le plan d'action pour la gestion des connaissances. Dans le but d'accroître l'efficacité et l'efficience des opérations, nous avons actualisé les programmes internes de manière à mieux recenser les compétences spécialisées du personnel et nous avons recruté des consultants externes. Nous avons révisé notre approche de la gestion des contenus et avons procédé à des analyses approfondies pour pouvoir nous attaquer

TABLEAU 14 DONNÉES SUR LE PERSONNEL DE LA BANQUE MONDIALE (BIRD/IDA), EXERCICES 18-20

INDICATEUR	EX. 18	EX. 19	EX. 20	INDICATEURS CONNEXES
Total employés à plein temps	12 216	12 283	12 394	GRI 401, ODD 8
Hors États-Unis (%)	42,6	43,2	53	
Consultants à court terme/temporaires (ETP)	4 810	5 097	5 521	
Engagement des employés (%)	–	79	77	
Indice de diversité	0,86	0,88	0,89	
<i>*Parité des sexes : écart par rapport à une parité à 50/50 (cible : <2%)</i>				
Personnel administratif et d'appui	17,3 %	17,5 %	17,4 %	
Personnel technique de niveau débutant et junior	2,0 %	2,8 %	2,7 %	
Personnel technique de niveau supérieur	7,3 %	6,8 %	6,5 %	
Chefs de service	6,6 %	3,9 %	2,8 %	
Nombre moyen de jours de formation par agent au siège	5,1	5,1	3,6	GRI 404, ODD 8
Nombre moyen de jours de formation par agent dans les bureaux-pays	4,4	4,7	3,2	

Note : – = non disponible ; ETP = équivalent temps plein (personnel) ; GRI = Initiative mondiale sur les rapports de performance. L'enquête sur l'engagement des employés n'a pas été réalisée au cours de l'exercice 18 ; la « parité des sexes » s'entend d'une répartition du personnel à 50 % d'hommes et 50 % de femmes, avec une marge de +/- 2 %.

Appui au personnel durant la pandémie de COVID-19

Nous avons pris différentes mesures pour protéger notre personnel à l'échelle mondiale durant la pandémie de COVID-19. Ces mesures, qui donnent lieu à un soutien sanitaire et sécuritaire, à une assistance financière et à l'application de politiques flexibles de travail à distance, visent principalement les agents et les personnes à leur charge situés dans des lieux vulnérables. Ces mesures comprennent, notamment :

- L'établissement d'un site d'information en ligne qui permet au personnel d'obtenir des informations à jour et des directives concernant la pandémie, notamment des informations destinées aux bureaux-pays.
- L'offre de conseils sanitaires et sécuritaires, notamment les services de conseil et de suivi pour les cas confirmés et les personnes qui pourraient avoir été en contact avec les agents ayant contracté le virus, ainsi que l'apport d'un soutien supplémentaire sous forme de consultations virtuelles et de services assurés par l'intermédiaire d'un prestataire extérieur sur place.
- Un centre de test hors site administré par un prestataire extérieur pour les membres du personnel du siège qui présentent des symptômes.
- La fourniture d'un appui financier aux membres du personnel et aux consultants ayant besoin d'un traitement ou de conseils médicaux, notamment le versement anticipé de la rémunération et l'accès à un programme de prêt d'urgence.
- Pour les agents touchés par la pandémie, la fourniture d'une aide pour la gestion des cas, une évaluation des risques et des orientations et conseils professionnels, en collaboration avec les bureaux-pays, le cas échéant.
- L'offre d'un appui psychosocial de vaste portée, notamment dans le cadre de webinaires, de sessions de conseil et de réunions de groupes de soutien par les pairs pour aider les membres du personnel à gérer leur stress et leur anxiété.
- La fourniture de jusqu'à 800 000 masques et autres équipements de protection individuelle aux agents des bureaux du Groupe de la Banque, et l'apport d'une aide à ceux qui ont des difficultés à se procurer des médicaments sur ordonnance.
- Le suivi de scénarios qui pourraient déboucher sur des violences familiales, grâce à l'octroi de ressources supplémentaires pour remédier à des situations peu sûres pour les membres du personnel ou leurs familles.
- L'offre d'un soutien à distance pour aider les membres du personnel à aménager un lieu de travail ergonomique eux.
- L'offre d'un accès aux services d'évacuation médicale COVID-19 de l'ONU, en étroite collaboration avec les partenaires interinstitutions.

Nous avons formulé des plans d'intervention et des directives pour la gestion des risques dans les bureaux et dans le cadre des processus, notamment des directives pour la réouverture des locaux dans de bonnes conditions de sécurité. L'Association du personnel fournit également une aide financière aux membres qui en ont besoin, dans le but d'alléger la charge financière que leur imposent les chocs économiques. L'OLC a lancé des options de formation virtuelle au profit des clients, qui portent sur les questions de santé, de protection sociale, d'emploi et de croissance économique, et propose des cours virtuels aux membres du personnel maintenant qu'ils travaillent chez eux.

Dans le droit fil de nos obligations fiduciaires, nous avons facilité la prise de décisions commerciales et de gestion des risques concernant la passation des marchés institutionnels et la gestion des vendeurs, notamment en prenant des mesures particulières pour assurer le maintien de la chaîne d'approvisionnement et le traitement équitable des fournisseurs durant la pandémie de COVID-19. Tandis que les agents poursuivent maintenant leurs activités à domicile, nous continuons de rémunérer nos entrepreneurs pour atténuer les difficultés qu'ils rencontrent et nous assurer qu'ils pourront reprendre leurs opérations lorsque la situation sera redevenue normale.

Nous avons entrepris d'élaborer un plan qui nous permettra de ramener progressivement et dans de bonnes conditions de sécurité le personnel dans les bureaux du siège et dans les bureaux-pays, en tenant compte des conditions locales et des directives en vigueur, en veillant à respecter des mesures de santé et de sauvegarde adaptées et en prenant en considération la situation particulière de nos agents.



aux questions plus générales de la gestion des connaissances. Nous avons établi des réseaux de collaboration efficaces qui permettent de construire des communautés de praticiens productives grâce à la fourniture de formations, de conseils et d'une assistance technique adaptée.

Offrir au personnel un environnement sûr pour remédier aux préoccupations et régler les conflits. Le Bureau de l'éthique professionnelle et de l'intégrité (EBC) traite et examine les allégations et a créé un nouveau poste de coordinateur des activités de lutte contre le harcèlement pour prévenir tous les types de harcèlement au sein de l'institution et y remédier. Durant l'exercice 20, 1 291 demandes de conseil ont reçu une réponse dans un délai moyen de moins de huit heures ouvrées. Le personnel dispose de divers moyens, dans le cadre des Services de justice interne, d'obtenir des avis, des orientations et des ressources pour le règlement des conflits, notamment l'Ombudsman, les conseillers pour le respect sur le lieu de travail, le Service de médiation, le Service d'examen par les pairs, et l'évaluation de la gestion des performances. Ces différents services facilitent une culture fondée sur le respect, les valeurs et l'éthique au travail. Durant l'exercice 20, environ 1 750 membres du personnel ont sollicité l'avis de ces services.

Représenter le personnel. L'Association du personnel du Groupe de la Banque mondiale défend les droits et les intérêts du personnel et des consultants auprès de la haute direction et des Administrateurs. Durant l'exercice 20, l'Association a fait part des préoccupations du personnel concernant les mutations qui s'opèrent au sein de l'institution, les défis posés par la révision de la méthode de calcul de la rémunération, les politiques de couverture santé et les questions de santé au travail. Elle a créé un site web pour la couverture santé des agents temporaires et des consultants employés pour de courtes périodes et a constitué des groupes de travail pour les questions ayant trait au handicap et pour la viabilité environnementale. L'Association a accueilli des représentants de plus de 80 pays lors d'un forum organisé en octobre 2019 dans le but de renforcer son réseau représentations dans les bureaux-pays.

Nos lieux de travail

Renforcer notre engagement environnemental dans le cadre de nos propres opérations.

Le Groupe de la Banque gère les impacts environnementaux, sociaux et économiques de ses opérations internes en s'efforçant d'avoir des effets nets positifs sur les écosystèmes, les collectivités et les pays dans lesquels se trouvent ses bureaux. Il mesure, réduit et compense les émissions de ses installations, de ses grandes réunions et des déplacements aériens. Durant l'exercice 20, nous avons signé la promesse d'une alimentation à bas carbone (Cool Food Pledge), en nous engageant à réduire de 25 % à l'horizon 2030 les émissions liées aux aliments des cafétérias, des cafés et des activités de restauration au siège. Un système de gestion des déchets à l'échelle du siège mis en place au cours de l'exercice 19 a permis d'augmenter considérablement le réacheminement des déchets dans les bâtiments concernés. Le Groupe de la Banque s'est engagé à réduire les émissions liées à ses installations de 28 % d'ici 2026. Afin d'optimiser l'efficacité des opérations de nos installations, nous avons organisé une série d'audits des bâtiments du siège, qui couvrent notamment les systèmes d'eau, de déchets et d'énergie, et des bâtiments des bureaux de la Banque dans les pays, en commençant par deux des plus importants, à savoir ceux de Chennai (Inde) et de Nairobi (Kenya). Les émissions de carbone qui ne sont pas réduites sont compensées par un portefeuille d'activités de réduction desdites émissions. La Banque achète également des certificats d'énergie renouvelable équivalant à 100 % de la consommation d'électricité de son siège. Les renseignements détaillés à ce sujet peuvent être consultés dans les communications du Carbon Disclosure Project.

Notre chaîne d'approvisionnement

Développer une chaîne d'approvisionnement durable. Le Cadre pour une passation de marchés durable du Groupe de la Banque veille à assurer la durabilité des activités tout au long du processus de passation des marchés institutionnels. Il couvre les effets environnementaux, sociaux et économiques de nos achats et recense les possibilités d'aligner les dépenses institutionnelles sur les priorités opérationnelles, telles que la parité hommes-femmes, le changement climatique et la lutte contre les situations de FCV. Durant l'exercice 20, nous avons poursuivi nos progrès en direction de l'objectif qui consiste à doubler la proportion des dépenses au titre de marchés institutionnels passés avec des entreprises appartenant à des femmes pour porter cette dernière à 7 % du total des dépenses consacrées à des marchés institutionnels d'ici 2023. Durant l'exercice 20, 4 % de ces dépenses ont bénéficié à des entreprises appartenant à des femmes. Nous avons par ailleurs lancé le Programme en faveur de l'entrepreneuriat des minorités, qui vise à promouvoir notre collaboration avec les communautés locales en renforçant l'appui aux entreprises appartenant à des minorités locales.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse
www.worldbank.org/corporateresponsibility.

DONNER UNE ORIENTATION À L'INSTITUTION

TOUS LES POUVOIRS DE LA BANQUE MONDIALE sont dévolus au Conseil des Gouverneurs, son principal organe de décision, conformément aux Statuts de la BIRD et de l'IDA. Chaque pays membre de la Banque est représenté par un gouverneur et un gouverneur suppléant.

Le Conseil des Gouverneurs délègue l'essentiel des pouvoirs à 25 Administrateurs permanents, qui composent le Conseil des Administrateurs de la BIRD et de l'IDA. Les Administrateurs représentent les 189 pays membres de la Banque mondiale et sont responsables de la conduite des opérations générales de la Banque. Les Administrateurs choisissent le Président du Conseil. La durée du mandat du Conseil actuel va de novembre 2018 à octobre 2020.

Les Administrateurs guident les opérations générales et définissent l'orientation stratégique de la Banque, et représentent les points de vue des pays membres sur le rôle de la Banque. Ils examinent et statuent sur les projets de prêts, de crédits, de dons et de garanties de la BIRD et de l'IDA proposés par le Président, ainsi que sur les politiques, le budget administratif et d'autres questions opérationnelles et financières. Ils examinent également les Cadres de partenariat-pays — principal outil utilisé par la direction et le Conseil pour étudier et guider la collaboration du Groupe de la Banque avec les pays clients et l'appui apporté aux programmes de développement. Les Administrateurs sont également chargés de présenter au Conseil des Gouverneurs les comptes vérifiés, un budget administratif et le rapport annuel de la Banque sur les résultats de l'exercice écoulé. Le Doyen, c'est-à-dire l'Administrateur à temps plein qui compte le plus d'ancienneté dans cette fonction, joue un rôle au sein du Conseil, notamment dans l'engagement du Président, la sélection des membres du Comité d'éthique du Conseil et la coordination des activités externes du Conseil.

Le Conseil compte cinq comités permanents et un comité ad hoc. Les Administrateurs siègent à un ou plusieurs de ces comités, qui aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à un examen attentif des politiques et des pratiques de l'institution. Le Comité directeur des Administrateurs, auquel siègent tous les Administrateurs, se réunit deux fois par mois pour examiner le programme de travail stratégique du Conseil. Par l'intermédiaire de ses comités, le Conseil s'entretient régulièrement sur l'efficacité des activités du Groupe de la Banque avec la direction et le Panel d'inspection et avec le Groupe indépendant d'évaluation, qui tous deux rendent compte directement au Conseil.

FIGURE 7 LES COMITÉS DU CONSEIL DES ADMINISTRATEURS





ASSURER LA SURVEILLANCE ET LA RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DE NOS OPÉRATIONS

NOUS NOUS TENONS COMPTABLES de notre action à travers des mécanismes institutionnels — aussi bien internes à la Banque qu'indépendantes de celle-ci — qui surveillent les résultats opérationnels, gèrent les risques institutionnels, répondent aux préoccupations et aux griefs et garantissent la transparence de notre travail. Ces mécanismes fournissent des conseils et des recommandations pour assurer une efficacité maximale sur le plan du développement et le respect des normes de responsabilité les plus élevées.

Le Groupe indépendant d'évaluation

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) a pour objectif de renforcer l'efficacité des actions du Groupe de la Banque en faveur du développement au moyen d'évaluations qui donnent une appréciation des résultats et de la performance et formulent des recommandations pour les améliorer. Il contribue à éclairer les orientations, les politiques et les procédures et programmes du Groupe de la Banque. Durant l'exercice 20, l'IEG a réalisé des évaluations relatives au pouvoir de rassemblement, à la résilience urbaine et aux contrats sociaux. Chacune des évaluations portait sur la performance du Groupe de la Banque et tirait des enseignements pour améliorer les opérations concernant un thème, un secteur ou un processus institutionnel.

Les réformes menées durant l'exercice 20 visaient à accroître la pertinence et la valeur de l'IEG. Le programme de travail réaménagé est basé sur des axes qui correspondent aux priorités stratégiques du Groupe de la Banque, notamment la fragilité, les conflits et la violence ; la parité des sexes ; et la mobilisation des financements pour le développement. Mettant désormais l'accent sur l'organisation des évaluations dans le temps et sur la flexibilité de son programme de travail, l'IEG est bien placé pour produire des rapports en temps opportun pour guider les décisions clés. Les exemples incluent une évaluation du programme des Philippines, qui a coïncidé avec la conception du nouveau cadre de partenariat avec le pays, et un examen à mi-parcours de la stratégie en matière de genre.

La série de rapports phares de l'IEG intitulée *Results and Performance of the World Bank Group* subit une transformation qui lui permettra de fournir une analyse globale de la manière dont les différentes institutions atteignent les objectifs clés et des données factuelles plus détaillées sur les résultats des programmes et projets des pays.

Pour de plus amples informations et pour consulter le rapport annuel de l'IEG, rendez-vous à l'adresse ieg.worldbankgroup.org.

Le Panel d'inspection

Le Panel d'inspection a été établi par le Conseil des Administrateurs de la Banque pour donner aux personnes qui estiment avoir été lésées par un projet financé par la Banque un accès à un organe indépendant auprès duquel elles peuvent soumettre leurs préoccupations et obtenir un recours. Durant l'exercice 20, le Comité a reçu 13 plaintes. Le Conseil a examiné un rapport d'enquête du Panel concernant deux projets en Ouganda ayant trait à la compensation d'effets néfastes sur la biodiversité. Le Panel a soumis aux Administrateurs un autre rapport d'enquête concernant un projet en Inde et en a pratiquement achevé un troisième relatif à un projet au Brésil.

Un examen du Conseil qui s'est achevé au cours de l'exercice 20 a conduit à la mise en place d'un mécanisme de responsabilisation indépendant élargi. Lorsqu'il sera fonctionnel, ce mécanisme sera composé du Panel, qui procédera aux examens de la conformité, et d'une nouvelle unité chargée du règlement des différends. Le Conseil a par ailleurs approuvé des mesures visant à i) prolonger la période durant laquelle des plaintes peuvent être déposées auprès du Panel, la portant à 15 mois après la clôture du projet ; et ii) permettre une vérification indépendante et proportionnelle aux risques, une fois approuvée par le Conseil, de la mise en œuvre des plans d'action de la direction élaborés en réponse aux conclusions du Panel. Plus tôt dans son examen, le Conseil a

officialisé la fonction de conseil du Panel et autorisé la Banque à donner aux plaignants la possibilité de prendre connaissance des rapports d'enquête du Panel avant la tenue des consultations sur l'élaboration des plans d'action de la direction.

Pour de plus amples informations et pour consulter le rapport annuel du Panel d'inspection, rendez-vous à l'adresse www.inspectionpanel.org.

La Vice-présidence de l'Intégrité

Manifestation de la résolution du Groupe de la Banque à prévenir et lutter contre la corruption, la Vice-présidence de l'Intégrité (INT) mène des enquêtes sur les allégations de fraude et de corruption dans les projets financés par le Groupe de la Banque, y compris les cas concernant son personnel et les prestataires. En tant qu'unité indépendante au sein de l'institution, l'INT joue un rôle fondamental en aidant le Groupe de la Banque à s'acquitter de sa responsabilité fiduciaire à l'égard des ressources destinées au développement qu'il administre : elle impose des sanctions aux entreprises et particuliers externes et applique des mesures disciplinaires à l'encontre des membres du personnel qui se livrent à des actes de fraude, de corruption et autres pratiques répréhensibles. À la suite des décisions de sanction, le Bureau du respect de l'intégrité (ICO) travaille avec les entreprises et les particuliers sanctionnés pour les aider à remplir les conditions de la levée des sanctions. L'INT travaille également en étroite collaboration avec les équipes des opérations pour recenser les risques pour l'intégrité et tirer les enseignements pour les atténuer de manière efficace dans les projets futurs. Les efforts déployés durant l'exercice écoulé ont permis de recenser et d'atténuer les risques pour l'intégrité dans 14 secteurs dans 53 pays.

Durant l'exercice 20, le Groupe de la Banque a sanctionné 49 entreprises et particuliers à travers des décisions non contestées du directeur des suspensions et des exclusions de la Banque, des décisions du Conseil des sanctions du Groupe de la Banque et des accords de règlement. Nous avons également entériné 72 exclusions croisées décidées par d'autres banques multilatérales de développement (BMD), et 38 exclusions du Groupe de la Banque remplissaient les critères requis pour être entérinées par d'autres BMD. L'ICO a levé la sanction de 18 entreprises après qu'elles ont rempli les conditions convenues.

Alors que l'élaboration des projets s'est accélérée pendant la riposte du Groupe de la Banque à la COVID-19, l'INT a fourni un appui supplémentaire en recensant les risques pour l'intégrité dans les secteurs concernés et en donnant des orientations pour aider à atténuer ces risques dans la conception des projets. L'INT a également mis au point des outils numériques pour surveiller les risques pour l'intégrité dans le portefeuille d'opérations du Groupe de la Banque liées à la COVID-19, ainsi que des systèmes de notification rapide des plaintes, afin d'apporter une réponse plus efficace à ces risques.

Pour de plus amples informations et pour consulter le rapport annuel du Système de sanctions du Groupe de la Banque mondiale, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/integrity.

Pour signaler des soupçons de fraude ou de corruption dans des projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/fraudandcorruption.

La Vice-présidence de l'Audit interne du Groupe

Afin d'aider le Groupe de la Banque à servir efficacement ses clients, la Vice-présidence de l'Audit interne du Groupe (GIA) collabore avec les fonctions de gestion des risques et de gouvernance au sein de la direction, ainsi qu'avec d'autres unités de contrôle et de responsabilité, pour fournir de précieux conseils, avis et assurances. La GIA fournit à la direction et au Conseil une assurance raisonnable que les processus de gestion et de maîtrise des risques — ainsi que leur gouvernance générale — sont bien conçus et fonctionnent efficacement. Elle réalise des audits et des examens d'assurance et de conseil, couvrant tous les domaines institutionnels essentiels : opérations de la stratégie, finances et fonctions institutionnelles, dont les systèmes et processus informatiques. Elle entreprend ses travaux conformément au Cadre de référence international des pratiques professionnelles de l'Institute of Internal Auditors.

La GIA met un accent sur les priorités des institutions et des parties prenantes et sur les risques importants. Elle fournit environ 25 prestations par an, couvrant à la fois des travaux de conseil et d'assurance. Les principaux sujets traités durant l'exercice 20 comprenaient la gestion des risques environnementaux et sociaux, des risques liés à la passation des marchés et des risques juridiques associés aux projets, les vérifications préalables de l'intégrité des entreprises avec lesquelles la Banque traite, la gestion des connaissances, la sécurité et la sûreté du personnel, le programme de paiements mondiaux, la tarification des prêts, les technologies mobiles et la cybersécurité.

Compte tenu de la riposte du Groupe de la Banque à la pandémie de COVID-19, la GIA entreprend des audits à distance et ajuste la portée, la priorité et le calendrier des interventions en tant que de besoin. Elle a entrepris d'examiner le mécanisme de financement accéléré face à la COVID-19 afin de fournir rapidement à la direction et des commentaires et des avis sur la continuité des activités. Pour aider le Groupe de la Banque à mettre en œuvre rapidement des programmes pour les clients, la GIA collabore avec la direction et d'autres fonctions de gestion des risques afin de fournir une assurance, des conseils et des informations pertinents.

Pour de plus amples informations et pour consulter les rapports trimestriels de la GIA, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/internalaudit.

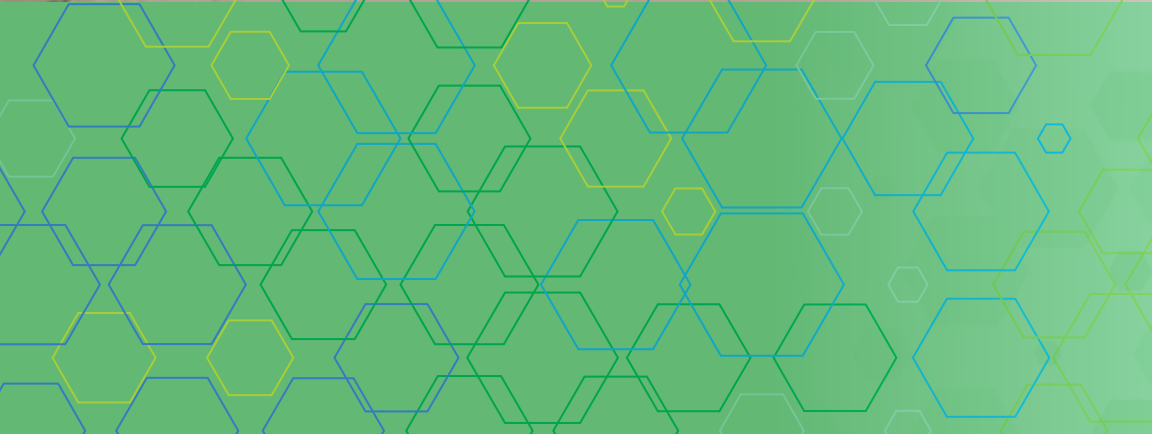


Politique d'accès à l'information de la Banque mondiale

La Politique d'accès à l'information de la Banque a fait de l'institution un chef de file mondial en matière de transparence et a conduit à un changement révolutionnaire de la manière dont nous rendons l'information accessible au public. Le public a accès à plus d'informations de la Banque que jamais auparavant, y compris des renseignements détaillés sur les projets en cours de préparation ou de mise en œuvre, les activités d'analyse et de conseil et les délibérations du Conseil. Durant l'exercice 20, la Banque a reçu 589 demandes d'informations et a déclassifié 153 264 pages de documents d'archives. Elle a également numérisé 98 880 pages de documents d'archives et les a mis à disposition dans la base de données des projets et opérations de la Banque et dans les Archives du Groupe de la Banque.

En ce qui concerne les demandes rejetées, le public peut faire appel en invoquant une violation de la Politique et/ou de l'intérêt public. Le Comité interne sur l'accès à l'information constitue la première instance d'appel, et ses décisions sont définitives concernant les appels invoquant l'intérêt public comme motif. Un dernier recours en appel invoquant la violation de la Politique est possible par l'intermédiaire du Comité d'appel externe et indépendant. Durant l'exercice 20, le Comité a examiné un cas et aucune plainte n'a été déposée auprès du Conseil.

Pour de plus amples informations et pour envoyer des demandes d'accès à l'information à la Banque mondiale, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/en/access-to-information.



DÉPLOYER LES RESSOURCES DE MANIÈRE STRATÉGIQUE

Aider les pays à faire face à la crise de la COVID-19

Le Groupe de la Banque s'appuie sur son assise financière, les partenariats qu'il a forgés à l'échelle mondiale et son pouvoir de rassemblement pour aider les pays à lutter contre la pandémie de COVID-19 et à réduire le temps nécessaire à la reprise économique et sociale. Les récentes augmentations du capital de la BIRD et d'IFC et la Dix-neuvième reconstitution des ressources de l'IDA nous permettent de poursuivre notre solide riposte à la crise. Nous sommes prêts à fournir aux pays des financements à hauteur de 160 milliards de dollars sur une période de 15 mois se terminant en juin 2021.

Durant l'exercice 20, la BIRD et l'IDA ont approuvé au total 76 opérations portant sur un montant global de 3,8 milliards de dollars en ayant recours à un mécanisme spécial de financement accéléré pour la riposte sanitaire face à la COVID-19. Ces opérations comprennent le Programme stratégique de préparation et de riposte sanitaires lancé en avril 2020. Nous fournissons un appui rapide de vaste portée aux pays pour les aider à répondre à leurs besoins sanitaires immédiats et à soutenir leur reprise économique, en employant pour la première fois une Approche-programme à phases multiples qui permet de réduire le temps de préparation des interventions d'urgence en faveur des pays clients. Nous avons également collaboré avec les autorités nationales à la réaffectation d'un montant de 2,5 milliards de dollars alloués à des projets en cours dans 63 pays en utilisant des instruments permettant d'agir avec souplesse dans le cadre des opérations en situation d'urgence, notamment les composantes d'intervention d'urgence conditionnelle. Dans les pays qui poursuivent actuellement des opérations à l'appui des politiques de développement assorties d'options de tirage différé en cas de catastrophe (CAT-DDO), il a été possible, grâce à un accès rapide à des ressources financières, de soutenir l'action menée pour lutter contre la pandémie, notamment en Colombie, au Maroc et dans l'État indépendant du Samoa.

Le Groupe de la Banque a adopté une approche de haut niveau pour la formulation de l'action à mener pour faire face aux conséquences sanitaires, économiques et sociales de la pandémie. Les besoins de financement des pays en développement ont fortement augmenté, leurs recettes fiscales ayant chuté par suite de l'atonie de l'activité économique et de l'augmentation des dépenses requises pour protéger les populations pauvres et vulnérables, apporter un appui à ceux qui ont perdu leur emploi et financer des services publics comme l'éducation.

Établir l'ordre de priorité des interventions stratégiques à travers le Groupe de la Banque mondiale

La Banque mondiale — la BIRD et l'IDA — travaille en étroite coordination avec IFC et la MIGA pour tirer parti de la force collective du Groupe de la Banque. Notre avantage comparatif tient à la conjugaison très efficace de la profondeur de nos interventions dans les pays et à l'envergure mondiale de notre action, aux relations que nous entretenons avec les secteurs public et privé, à nos connaissances multisectorielles et aux moyens dont nous disposons pour mobiliser des financements à l'appui de la réalisation des priorités de développement des pays. La collaboration au sein du Groupe de la Banque s'est renforcée au fil du temps et porte sur toute une palette d'activités menées aux échelons sectoriel, thématique, national, régional et mondial.

Nous aidons les pays non seulement à mettre en place des systèmes et des institutions plus solides, mais aussi à étendre l'effet des réformes des politiques et des institutions au-delà des limites d'un seul projet. Nous surveillons l'efficacité du développement grâce à un cadre de résultats solide, ainsi qu'à travers nos rapports institutionnels, qui regroupent les résultats en matière de développement en fonction de nos principales priorités institutionnelles. En tirant les leçons des faits et des résultats, nous améliorons systématiquement notre soutien aux pays et les aidons à obtenir de bons résultats sur le plan du développement.

Nous sommes devenus un conseiller de confiance et un courtier honnête pour nos clients en favorisant des relations à long terme, en approfondissant notre connaissance des pays, en innovant dans nos opérations, en observant les normes les plus élevées et en élargissant notre présence sur le terrain. Nous travaillons dans les contextes les plus difficiles du monde — dans les États fragiles ou touchés par des conflits et là où la pauvreté sévit avec le plus d'acuité — tout en préservant la qualité de notre portefeuille. Nos partenariats contribuent à définir et à amplifier les priorités de développement dans le monde. Notre coordination avec les partenaires de développement et les gouvernements a permis d'obtenir des financements ciblés sur les besoins les plus urgents dans le cadre de la riposte face à la COVID-19. Nous avons également fait office de plateforme de rassemblement pour aider les pays à obtenir des fournitures et du matériel médicaux essentiels grâce à des achats facilités par la Banque. Et à la faveur d'un recours accru à des instruments conditionnels, tels que l'assurance catastrophe et les options de tirage différé pour les risques liés aux catastrophes (CAT-DDO), nous aidons les pays à renforcer leurs capacités d'intervention en cas de crise et leur résilience.

Définir notre collaboration avec les pays

Le Groupe de la Banque a mis au point un modèle de prestation de services financiers, analytiques et consultatifs, qui visent assurer une solide appropriation par les pays et l'obtention par ces derniers de bons résultats dans le domaine du développement. Le Cadre de partenariat-pays (CPF) présente les objectifs stratégiques de la collaboration du Groupe de la Banque avec un pays pour une période de quatre à six ans, tout en étant suffisamment souple pour apporter un soutien à celui-ci lorsque la situation mondiale ou nationale évolue rapidement, comme c'est actuellement le cas par suite de la pandémie de COVID-19. Le CPF est le principal outil employé par la direction et les Administrateurs pour examiner et orienter les programmes de pays du Groupe de la Banque. Pour préparer un CPF, la Banque, IFC et la MIGA :

- considèrent la manière dont le pays formule ses objectifs de développement ;
- se fondent sur les conclusions des analyses et les priorités du diagnostic-pays systématique (SCD) préparé par les services des institutions en étroite consultation avec les autorités nationales, le secteur privé et d'autres parties prenantes ;
- tiennent compte de l'avantage comparatif dont jouit le Groupe de la Banque ; et
- s'alignent sur les objectifs de développement du Groupe de la Banque.

Le CPF comprend un cadre de résultats composé des produits et des réalisations convenus pour les activités en cours et prévues ; ce cadre peut être ajusté de manière à prendre en compte l'action que nous menons en réponse à l'évolution des besoins des pays et à des chocs extérieurs ou intérieurs.

Ce processus est suivi depuis juillet 2014. Durant l'exercice 20, le Groupe de la Banque a préparé des SCD pour 11 pays et de nouveaux CFP pour 11 pays.

Nous proposons aux pays une gamme d'instruments et d'approches pour les aider à atteindre du mieux possible leurs objectifs de développement ; il s'agit notamment de financements de projets d'investissement, qui aident à bâtir des infrastructures physiques et sociales et à renforcer les capacités institutionnelles ; de financements à l'appui de politiques de développement, qui aident les emprunteurs à poursuivre des actions et des réformes stratégiques et institutionnelles, notamment dans le cadre de garanties ; et du financement du Programme pour les résultats, qui apporte un soutien aux programmes des clients et établit un lien direct entre le décaissement des fonds et l'obtention de résultats déterminés.

L'Approche-programme à phases multiples, qui a été adoptée durant l'exercice 18, permet de structurer des opérations complexes au niveau d'un ou de plusieurs pays sous la forme de phases interconnectées d'un même programme. Elle s'appuie sur une conception évolutive et l'exploitation des enseignements tirés de la mise en œuvre pour faire en sorte que les opérations soient plus adaptées à l'évolution de la situation des pays et des projets. Durant l'exercice 20, nous avons suivi cette approche pour la première fois de manière généralisée dans le but de soutenir les opérations sanitaires menées dans 75 pays, y compris 25 pays en situation de FCV et 11 petits États, pour les aider à faire face à la pandémie de COVID-19. Cette approche globale a permis de suivre une démarche intégrée axée sur la réalisation d'objectifs communs au niveau des secteurs et des régions pour répondre à la situation d'urgence, tout en se prêtant à des ajustements adaptés pour optimiser les résultats. Nous avons également lancé le Programme de réponse d'urgence aux invasions acridiennes ; ce dernier, qui se déroule en plusieurs phases, couvre plusieurs régions et se chiffre à 500 millions de dollars, a pour objet d'aider les pays d'Afrique et du Moyen-Orient à lutter contre les nuées de criquets pèlerins qui menacent la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de millions de personnes.

Le Programme pour les résultats, qui produit de solides résultats depuis sa mise en place en 2012, a été appliqué de manière généralisée à l'échelle de la Banque durant l'exercice 20 par suite de l'élimination du plafond de 15 % qui limitait son emploi dans le cadre des opérations financées par la BIRD et par l'IDA. Nous avons également continué d'examiner et de préciser notre recours aux financements basés sur les résultats dans le cadre des opérations de financement de projets d'investissement, en exploitant les enseignements acquis sur la manière de renforcer plus efficacement les résultats des projets.

Le Groupe de la Banque aide les petits États à faire face à leurs problèmes de développement particuliers dans le cadre du Forum des petits États. Ce dernier rassemble 50 membres — dont 42 pays classés dans la catégorie des petits États, telle que définie par la Banque, et huit pays ayant une population plus importante mais confrontés à des défis similaires — et se réunit tous les semestres lors des Réunions de printemps et des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI. Durant les Assemblées annuelles d'octobre 2019, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et le Président du Groupe de la Banque, David Malpass, ont débattu des questions de résilience économique et financière, de l'adaptation au changement climatique et de la gamme d'instruments de la Banque adaptés à la situation des petits États.

Relever les défis du développement par des conseils techniques et des analyses

Les services d'analyse et de conseil (ASA) ont une importance cruciale pour la manière dont la Banque contribue au développement. Les pays utilisent nos conseils techniques et nos analyses pour promouvoir le développement à long terme en mettant en œuvre de meilleures politiques et stratégies de développement et en renforçant leurs institutions. Au niveau des pays, ces activités sous-tendent les cadres de partenariat-pays, les programmes gouvernementaux et les projets appuyés par des financements et des garanties de la Banque. Aux niveaux mondial et régional, les ASA contribuent aux biens publics et éclairent des débats sur les politiques.

Durant l'exercice 20, nous avons fourni 1 515 produits d'ASA dans plus de 140 pays. Ces produits portaient sur des sujets essentiels, dont la politique économique, le développement humain, la protection sociale, la gouvernance, le développement urbain et rural, le climat et l'environnement. Au Sahel, les ASA ont permis de mettre à disposition des connaissances, d'assurer le renforcement de capacités et de fournir une assistance en temps opportun pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de systèmes et programmes de protection sociale adaptés.

Les pays clients sollicitent et paient pour les services de conseil remboursables (RAS) ; tous les États membres peuvent en faire la demande, y compris les pays non emprunteurs. Durant l'exercice 20, nous avons fourni 92 produits RAS dans plus de 27 pays. Les RAS ont permis de fournir de l'assistance technique, d'assurer le renforcement de capacités et d'apporter aux pays un appui à la mise en œuvre dans divers domaines, notamment la gestion des finances publiques, les programmes de protection sociale, les réformes nationales pour une éducation de qualité et les achats centralisés dans le secteur de la santé.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/asa.

Accorder de l'importance à l'opinion des parties prenantes nationales

Le Programme d'enquêtes d'opinion auprès des pays du Groupe de la Banque mondiale donne lieu chaque année à l'évaluation des avis de milliers de décideurs et de personnes influentes de nos pays emprunteurs. Durant l'exercice 19, environ 10 000 leaders d'opinion de plus de 40 pays ont répondu à ces enquêtes. Les principales conclusions qui peuvent en être tirées montrent que nos domaines d'intervention actuels, notamment la valorisation du capital humain, la création d'emplois, la lutte contre la corruption et l'amélioration de la gouvernance, cadrent bien avec les grandes priorités des parties prenantes.

Maintenir la discipline budgétaire pour optimiser l'emploi des ressources financières

Dans le cadre du programme d'augmentation et de réforme du capital de la BIRD approuvé en 2018, nous nous sommes engagés à accroître de manière systématique l'efficacité de nos opérations et à réaliser de plus amples économies d'échelle de manière à maintenir la viabilité du budget et renforcer la position financière de la Banque. Les mesures prises pour améliorer l'efficacité et la productivité, notamment grâce à l'optimisation des processus organisationnels et à un emploi efficace des technologies, contribueront à maîtriser en partie l'augmentation du coût de nos activités due à l'accroissement du volume et de la complexité de notre programme de travail. Nous avons mis en place un cadre intégré de suivi de l'exécution des engagements budgétaires dans le contexte du programme d'augmentation et de réforme du capital pour réaliser et suivre chaque année les économies d'échelle et les gains d'efficacité cumulés.

La Banque met en œuvre un important programme pour soutenir l'action menée par les pays clients en réponse à la pandémie de COVID-19, les aider à faire face aux répercussions sanitaires, sociales et économiques et établir les conditions nécessaires à une reprise rapide, durable et résilience à l'échelle mondiale. Bien qu'elle donne la priorité à la lutte contre la COVID-19, la Banque poursuit les efforts qu'elle mène dans le cadre d'autres interventions pour promouvoir son double objectif qui consiste à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée, ainsi que les grandes priorités et les engagements du programme d'augmentation et de réforme du capital de la BIRD, de la Dix-neuvième reconstitution des ressources de l'IDA et de la stratégie en matière de FCV. Ces engagements donneront lieu à un fort accroissement du programme dans les domaines d'action prioritaires, en particulier dans les pays les plus pauvres et les plus petits et dans les pays touchés par la fragilité, le conflit et la violence. Ils appuieront également des thèmes cruciaux tels que l'élargissement de l'accès à des infrastructures essentielles, les services financiers numériques et la protection sociale ; la valorisation du capital humain ; la promotion de la croissance et du développement du secteur privé ; la promotion d'une bonne gouvernance et de la primauté du droit, ainsi que la transparence de la dette et des investissements ; l'action menée face au changement climatique ; et les objectifs de réduction des émissions de carbone ; et le renforcement de la résilience en cas de chocs exogènes.

Les engagements et les services financiers de la BIRD

La BIRD est une coopérative de développement mondiale appartenant à ses 189 pays membres. Elle est la plus importante banque multilatérale de développement au monde. Elle accorde des prêts et fournit des garanties, des produits de gestion des risques et des services-conseils à des pays à revenu intermédiaire et à des pays à faible revenu solvables, et coordonne les ripostes aux défis de portée régionale et mondiale.

Au cours de l'exercice 20, les nouveaux engagements au titre de prêts de la BIRD ont atteint 28 milliards de dollars pour 152 opérations dont 10 étaient des opérations mixtes BIRD/IDA.

Pour le suivi, l'établissement de rapports et une meilleure prise de décisions concernant ses engagements, la Banque applique une taxonomie des codes à toutes les opérations de prêt afin de refléter les secteurs et les thèmes vers lesquels nous orientons nos ressources. Les codes sectoriels tiennent compte des regroupements de haut niveau des activités économiques en fonction des types de biens et services produits et servent à indiquer le segment de l'économie que l'intervention de la Banque soutient. Les codes thématiques reflètent les buts et objectifs des activités financées par la Banque et sont utilisés pour rendre compte de l'appui de la Banque à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

TABLEAU 15 ENGAGEMENTS DE LA BIRD, PAR RÉGION, EXERCICES 16-20
MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 16	EX. 17	EX. 18	EX. 19	EX. 20
Afrique	669	1 163	1 120	820	1 725
Amérique latine et Caraïbes	8 035	5 373	3 898	5 709	6 798
Asie de l'Est et Pacifique	5 176	4 404	3 981	4 030	4 770
Asie du Sud	3 640	2 233	4 508	4 011	5 565
Europe et Asie centrale	7 039	4 569	3 550	3 749	5 699
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5 170	4 869	5 945	4 872	3 419
Total	29 729	22 611	23 002	23 191	27 976

TABLEAU 16 DÉCAISSEMENTS DE LA BIRD, PAR RÉGION, EXERCICES 16-20
MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 16	EX. 17	EX. 18	EX. 19	EX. 20
Afrique	874	427	734	690	1 087
Amérique latine et Caraïbes	5 236	3 885	4 066	4 847	5 799
Asie de l'Est et Pacifique	5 205	3 961	3 476	5 048	4 679
Asie du Sud	1 623	1 454	1 698	2 598	3 158
Europe et Asie centrale	5 167	2 799	4 134	2 209	3 100
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4 427	5 335	3 281	4 790	2 415
Total	22 532	17 861	17 389	20 182	20 238

TABLEAU 17 ENGAGEMENTS DE LA BIRD PAR SECTEUR, EXERCICES 16-20
MILLIONS DE DOLLARS

SECTEUR	EX. 16	EX. 17	EX. 18	EX. 19	EX. 20
Administration publique	5 111	4 754	2 189	5 327	4 301
Agriculture, pêche et foresterie	561	754	2 561	1 025	1 767
Eau, assainissement et gestion des déchets	4 192	2 000	2 610	1 571	1 834
Éducation	1 788	1 074	1 685	1 875	1 135
Énergie et industries extractives	4 599	4 434	3 084	2 847	2 053
Industrie, commerce et services	3 348	2 694	3 416	2 361	2 208
Protection sociale	1 393	778	2 091	2 115	4 786
Santé	1 181	1 189	2 204	1 674	3 980
Secteur financier	2 657	1 879	764	2 299	3 702
Technologies de l'information et de la communication	194	503	324	611	886
Transports	4 569	2 551	2 074	1 485	1 323
Total	29 729	22 611	23 002	23 191	27 976

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. À compter de l'exercice 17, de nouvelles catégories sectorielles ont remplacé la taxonomie précédente dans le cadre d'une initiative interne de modernisation des données. Les données de l'exercice précédent présentées dans ce rapport ayant été révisées de manière à tenir compte des nouvelles catégories, elles pourraient ne pas correspondre aux chiffres publiés dans les rapports annuels précédents. De plus amples informations concernant ces changements peuvent être obtenues à l'adresse projects.banquemondiale.org/fr/projects-operations/project-sector.

TABLEAU 18 ENGAGEMENTS DE LA BIRD PAR THÈME, EXERCICES 17-20
MILLIONS DE DOLLARS

THÈME	EX. 17	EX. 18	EX. 19	EX. 20
Développement du secteur privé	5 741	4 945	4 438	4 936
Développement humain et genre	2 687	6 641	7 227	12 799
Développement urbain et rural	5 937	8 593	6 511	6 777
Finances	3 330	2 501	3 546	5 304
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	7 237	10 409	8 514	9 423
Gestion du secteur public	3 516	1 353	2 912	3 206
Politique économique	1 677	1 124	1 363	1 000
Progrès social et protection sociale	939	2 844	2 453	4 721

Note : À compter de l'exercice 17, de nouvelles catégories thématiques ont remplacé la taxonomie précédente dans le cadre d'une initiative interne de modernisation des données. Comme les engagements au titre des prêts pour chaque opération peuvent s'appliquer à plusieurs catégories thématiques, la somme des chiffres organisés par thème ne correspond pas aux montants totaux des engagements de l'exercice, aussi ne convient-il pas de procéder à une telle addition. Les données par thème de l'exercice précédent ont été reconfigurées, mais pas révisées selon la nouvelle méthode. Elles n'ont donc pas été incluses dans le présent rapport puisqu'elles ne sont pas directement comparables. De plus amples informations concernant ces changements peuvent être obtenues à l'adresse projects.banquemondiale.org/fr/projects-operations/project-theme.

TABLEAU 19 PRINCIPAUX PAYS EMPRUNTEURS DE LA BIRD, EXERCICE 20
MILLIONS DE DOLLARS

PAYS	ENGAGEMENTS	PAYS	ENGAGEMENTS
Inde	4 580	Angola	1 380
Philippines	1 870	Colombie	1 250
Turquie	1 855	Mexique	1 230
Indonésie	1 660	Chine	1 200
Égypte, République arabe d'	1 450	Maroc	1 110

Les ressources et le modèle financier de la BIRD

La BIRD finance ses prêts sur ses fonds propres et avec de l'argent emprunté sur les marchés financiers par l'émission d'obligations de la BIRD pour financer les projets de développement dans les pays membres. La BIRD jouit d'une cote de crédit évaluée à Aaa par Moody's et à AAA par Standard & Poor's, et les investisseurs considèrent ses obligations comme des titres de haute qualité. Dans le contexte de la crise mondiale de liquidités et des défis posés par la COVID-19, l'approche de financement de la BIRD vise à obtenir le meilleur rendement sur le long terme pour les membres emprunteurs. La capacité de la BIRD à assurer l'intermédiation des fonds qu'elle lève sur les marchés financiers internationaux au profit des pays en développement membres est importante et aide à réaliser ses objectifs.

Toutes les obligations émises par la BIRD favorisent le développement durable. La BIRD a recours aussi bien à des émissions à caractère mondial qu'à des émissions adaptées aux besoins de marchés spécifiques ou de types particuliers d'investisseurs. Ses obligations favorisent la participation des secteurs privé et public à la réalisation des objectifs de la Banque par le truchement d'investisseurs tels que les gestionnaires d'actifs, les compagnies d'assurance, les fonds de pension, les banques centrales, les sociétés de capitaux et les trésoreries du monde entier. La BIRD émet des obligations à l'intention des investisseurs dans des monnaies, avec des échéances et sur des marchés divers, et à des conditions fixes et variables. Elle ouvre souvent de nouveaux marchés pour les investisseurs internationaux en émettant de nouveaux produits ou obligations dans les monnaies des marchés émergents. Les volumes des financements annuels de la BIRD varient d'une année à l'autre.

L'approche de la BIRD lui permet d'emprunter à des conditions de marché favorables et de transférer les économies ainsi réalisées à ses membres emprunteurs. Les fonds qui ne sont pas immédiatement affectés à des prêts sont conservés dans le portefeuille de placements de la BIRD afin d'apporter des liquidités pour ses opérations. Durant l'exercice 20, la BIRD a ainsi levé 75 milliards de dollars via l'émission de titres obligataires libellés en diverses monnaies.

La BIRD est une institution coopérative et, à ce titre, elle cherche non pas à optimiser son profit, mais à dégager un revenu suffisant pour assurer les capacités financières à long terme nécessaires pour soutenir ses activités de développement. Les Administrateurs ont approuvé le versement à la réserve générale d'un montant de 950 millions de dollars prélevé sur le revenu net disponible de l'exercice 20, et ils ont recommandé au Conseil des Gouverneurs d'approuver le transfert de 431 millions de dollars au compte de surplus. Le transfert au compte de surplus comprend 331 millions de dollars correspondant au montant produit par l'approche fondée sur une formule pour les transferts à l'IDA à partir du revenu disponible de l'exercice 2020. La direction et les Administrateurs ont proposé de maintenir ce montant dans le compte de surplus par mesure de prudence au vu des perspectives

FIGURE 8 MODÈLE ÉCONOMIQUE DE LA BIRD

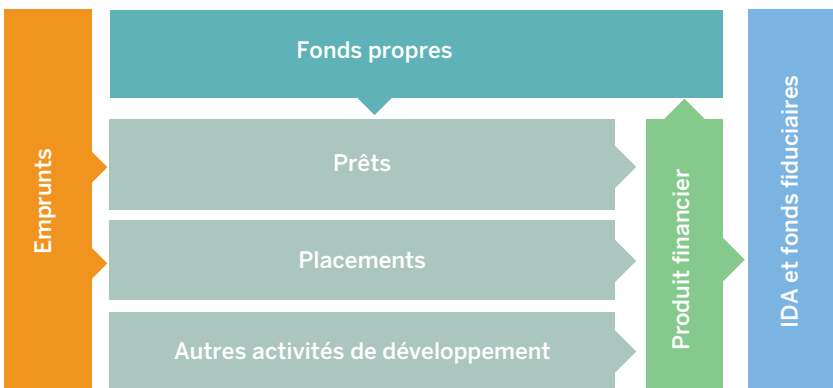


TABLEAU 20 PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE LA BIRD, EXERCICES 16-20
EN MILLIONS DE DOLLARS, EXCEPTÉ LES RATIOS, QUI SONT EXPRIMÉS EN POURCENTAGE

INDICATEUR	EX. 16	EX. 17	EX. 18	EX. 19	EX. 20
Opérations de prêt en bref					
Engagements ^a	29 729	22 611	23 002	23 191	27 976
Décaissements bruts	22 532	17 861	17 389	20 182	20 238
Décaissements nets	13 197	8 731	5 638	10 091	10 622
Base de déclaration					
<i>Compte de résultat</i>					
Transferts approuvés par le Conseil des Gouverneurs et autres transferts	(705)	(497)	(178)	(338)	(340)
Résultat net/(perte)	495	(237)	698	505	(42)
<i>Bilan</i>					
Total actifs	231 408	258 648	263 800	283 031	296 804
Portefeuille de placements nets	51 760	71 667	73 492	81 127	82 485
Encours des prêts	167 643	177 422	183 588	192 752	202 158
Portefeuille d'emprunts	178 231	207 144	213 652	228 763	237 231
Revenu disponible					
Revenu disponible	593	795	1 161	1 190	1 381
Réparti comme suit :					
Réserve générale ^b	96	672	913	831	950
Association internationale de développement	497	123	248	259	—
Compte de surplus	—	—	—	100	431
Capital disponible^{c,d}	39 424	41 720	43 518	45 360	47 138
Adéquation du capital					
Ratio fonds propres/prêts (%)	22,7	22,8	22,9	22,8	22,8

Note : Pour une présentation complète des données de l'exercice, voir les états financiers exhaustifs à l'adresse www.worldbank.org/financialresults.

- Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées ayant été approuvées durant le même exercice et comprennent les engagements de garantie et les mécanismes de garantie qui ont été approuvés par les Administrateurs de la Banque mondiale.
- Le montant au 30 juin 2020 représente la somme qu'il est proposé de prélever sur le résultat net de l'exercice 20 et de transférer à la Réserve générale, sur approbation du Conseil en date du 7 août 2020.
- Hors montants associés aux plus-values et pertes non réalisées sur des portefeuilles n'ayant pas fait l'objet de transactions, et les écarts de conversion nets et connexes.
- Le capital disponible inclut la somme qu'il est proposé de transférer à la Réserve générale.

incertaines actuelles dues à la crise de la COVID-19, afin de garder la possibilité de décider ultérieurement d'utiliser ces fonds pour renforcer ses réserves dans un scénario de dégradation de la situation. Dans le cadre de ses opérations de prêt, d'emprunt et de placement, la BIRD est exposée à des risques de marché, des risques de contrepartie, des risques pays et des risques opérationnels.

Le Responsable principal de la gestion des risques du Groupe de la Banque dirige la fonction de surveillance des risques et soutient le processus décisionnel de l'institution par le biais de comités de gestion des risques. En outre, la BIRD a mis en place un cadre efficace de gestion des risques qui aide la direction dans ses fonctions de surveillance. Ce cadre vise à donner des moyens d'action à la BIRD et à l'aider à réaliser ses objectifs d'une manière financièrement viable. Le ratio des fonds propres rapportés aux prêts est un indicateur synthétique de la capacité de l'institution à assumer ces risques. La BIRD suit attentivement l'évolution de cet indicateur en tenant compte de ses perspectives financières et des risques auxquels elle s'expose. Au 30 juin 2020, ce ratio s'établissait à 22,8 %, et le capital souscrit cumulé de la BIRD s'élevait à 288 milliards de dollars, dont 18 milliards de dollars de capital libéré.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/ibrd.

Les engagements et les services financiers de l'IDA

L'IDA est la source multilatérale de financements concessionnels la plus importante pour les pays les plus pauvres. Elle accorde des financements sous forme de prêts, dons et garanties pour aider ces pays à renforcer la croissance économique, faire reculer la pauvreté et améliorer les conditions de vie des pauvres.

Durant l'exercice 20, 76 pays étaient admissibles au bénéfice de l'aide de l'IDA, la Somalie ayant été admise durant l'exercice. En outre, trois pays — la Bolivie, le Sri Lanka et le Viet Nam, qui sont sortis du régime IDA à la fin du cycle d'IDA-17 — ont bénéficié d'une aide transitoire exceptionnelle de l'IDA. Les nouveaux engagements au titre de prêts de l'IDA se sont chiffrés à 30,4 milliards de dollars pour 305 opérations, dont 10 étaient des opérations mixtes BIRD/IDA. Ces engagements comprenaient 22,4 milliards de dollars de crédits, 8 milliards de dollars de dons et 25 millions de dollars de ressources de l'IDA pour soutenir des garanties. En outre, durant l'exercice, 35 projets et sous-projets d'une valeur totale de 792 millions de dollars ont été approuvés pour bénéficier d'un financement par le Guichet de promotion du secteur privé d'IFC et de la MIGA établi dans le cadre d'IDA-18.

Pour le suivi, l'établissement de rapports et une meilleure prise de décisions concernant ses engagements, la Banque applique une taxonomie des codes à toutes les opérations de prêt afin de refléter les secteurs et les thèmes vers lesquels nous orientons nos ressources. Les codes sectoriels tiennent compte des regroupements de haut niveau des activités économiques en fonction des types de biens et services produits ; ils servent à indiquer le segment de l'économie que l'intervention de la Banque soutient. Les codes thématiques reflètent les buts et objectifs des activités financées par la Banque et sont utilisés pour rendre compte de l'appui de la Banque à la réalisation des ODD.

TABLEAU 21 ENGAGEMENTS DE L'IDA, PAR RÉGION, EXERCICES 16-20
MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 16	EX. 17	EX. 18	EX. 19	EX. 20
Afrique	8 677	10 679	15 411	14 187	19 095
Asie de l'Est et Pacifique	2 324	2 703	631	1 272	2 500
Europe et Asie centrale	233	739	957	583	1 497
Amérique latine et Caraïbes	183	503	428	430	978
Moyen-Orient et Afrique du Nord	31	1 011	430	611	203
Asie du Sud	4 723	3 828	6 153	4 849	6 092
Total	16 171	19 463^a	24 010^b	21 932^b	30 365^b

a. Ce chiffre n'inclut pas l'engagement au titre d'un don de 50 millions de dollars pour le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

b. N'inclut pas les activités menées au titre du Guichet de promotion du secteur privé d'IFC et de la MIGA.

TABLEAU 22 DÉCAISSEMENTS DE L'IDA, PAR RÉGION, EXERCICES 16-20
MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 16	EX. 17	EX. 18	EX. 19	EX. 20
Afrique	6 813	6 623	8 206	10 190	13 373
Asie de l'Est et Pacifique	1 204	1 145	1 252	1 282	1 589
Europe et Asie centrale	365	310	298	931	365
Amérique latine et Caraïbes	303	229	223	340	466
Moyen-Orient et Afrique du Nord	44	391	569	647	151
Asie du Sud	4 462	3 970	3 835	4 159	5 235
Total	13 191	12 668^a	14 383	17 549	21 179^b

a. Ce chiffre n'inclut pas le décaissement au titre d'un don de 50 millions de dollars pour le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

b. N'inclut pas les activités menées au titre du Guichet de promotion du secteur privé d'IFC et de la MIGA.

TABLEAU 23 ENGAGEMENTS DE L'IDA PAR SECTEUR, EXERCICES 16-20
MILLIONS DE DOLLARS

SECTEUR	EX. 16	EX. 17 ^a	EX. 18	EX. 19	EX. 20
Administration publique	1 500	1 954	5 013	3 109	4 252
Agriculture, pêche et foresterie	1 849	2 025	1 442	2 796	1 978
Eau, assainissement et gestion des déchets	1 271	2 102	2 105	1 572	1 820
Éducation	1 431	1 773	2 836	1 767	4 037
Énergie et industries extractives	2 814	1 891	4 028	3 468	3 218
Industrie, commerce et services	841	1 541	1 991	1 963	2 712
Protection sociale	2 475	1 913	2 112	2 163	4 185
Santé	1 191	1 246	2 062	1 736	4 295
Secteur financier	443	1 227	546	870	534
Technologies de l'information et de la communication	78	519	419	779	1 202
Transports	2 277	3 271	1 455	1 709	2 132
Total	16 171	19 463	24 010^b	21 932^b	30 365^b

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. À compter de l'exercice 17, de nouvelles catégories sectorielles ont remplacé la taxonomie précédente dans le cadre d'une initiative interne de modernisation des données. Les données de l'exercice précédent présentées dans ce rapport ayant été révisées de manière à tenir compte des nouvelles catégories, elles pourraient ne pas correspondre aux chiffres publiés dans les rapports annuels précédents. De plus amples informations concernant ces changements peuvent être obtenues à l'adresse projects.banquemondiale.org/fr/projects-operations/project-sector.

a. La répartition des prêts de l'IDA par secteur pour l'exercice 17 inclut un don de 50 millions de dollars pour le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

b. N'inclut pas les activités menées au titre du Guichet de promotion du secteur privé d'IFC et de la MIGA.

TABLEAU 24 ENGAGEMENTS DE L'IDA PAR THÈME : EXERCICES 17-20
MILLIONS DE DOLLARS

THÈME	EX. 17 ^a	EX. 18	EX. 19	EX. 20
Développement du secteur privé	4 837	4 240 ^b	5 145 ^b	7 232 ^b
Développement humain et genre	6 471	7 509	7 860	15 974
Développement urbain et rural	8 352	8 654	7 866	8 899
Finances	1 507	1 642	2 418	2 680
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	5 766	9 491	9 680	11 141
Gestion du secteur public	1 936	3 827	2 513	4 158
Politique économique	1 791	468	1 073	1 192
Progrès social et protection sociale	2 544	2 980	2 722	4 738

Note : À compter de l'exercice 17, de nouvelles catégories thématiques ont remplacé la taxonomie précédente dans le cadre d'une initiative interne de modernisation des données. Comme les engagements au titre des prêts pour chaque opération peuvent s'appliquer à plusieurs catégories thématiques, la somme des chiffres organisés par thème ne correspond pas aux montants totaux des engagements de l'exercice, aussi ne convient-il pas de procéder à une telle addition. Les données par thème de l'exercice précédent ont été reconfigurées, mais pas révisées selon la nouvelle méthode. Elles n'ont donc pas été incluses dans le présent rapport puisqu'elles ne sont pas directement comparables. De plus amples informations concernant ces changements peuvent être obtenues à l'adresse projects.banquemondiale.org/fr/projects-operations/project-theme.

a. La répartition des prêts de l'IDA par thème pour l'exercice 17 inclut un don de 50 millions de dollars pour le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

b. N'inclut pas les activités menées au titre du Guichet de promotion du secteur privé d'IFC et de la MIGA.

TABLEAU 25 PRINCIPAUX PAYS EMPRUNTEURS DE L'IDA, EXERCICE 20
MILLIONS DE DOLLARS

PAYS	ENGAGEMENTS	PAYS	ENGAGEMENTS
Nigéria	2 576	Tanzanie	950
Bangladesh	2 265	Népal	949
Congo, République démocratique du	1 642	Kenya	943
Pakistan	1 471	Somalie	903
Éthiopie	1 046	Myanmar	900

Les ressources et le modèle financier de l'IDA

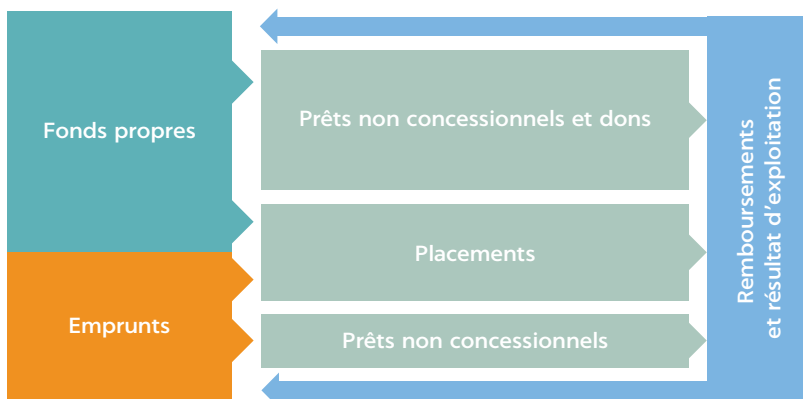
Par le passé, le financement de l'IDA a été assuré en grande partie par les contributions des pays partenaires à revenu élevé ou intermédiaire. L'Association tire des ressources supplémentaires des transferts du Groupe de la Banque et des remboursements par les emprunteurs de crédits antérieurs de l'IDA. Dans le cadre de l'enveloppe inédite d'IDA-18, qui couvre les exercices 18 à 20, les partenaires de l'IDA ont décidé de transformer le modèle de financement de l'Association en se servant de son important capital comprenant des financements de donateurs et des fonds levés sur les marchés financiers pour soutenir un ambitieux train de mesures axées sur cinq thèmes particuliers : emplois et transformation économique ; changement climatique ; parité hommes-femmes et développement ; fragilité, conflits et violence ; et gouvernance et institutions. L'IDA a reçu sa toute première notation financière en 2016, un triple A. La solidité financière de l'IDA tient à la robustesse de la situation de son capital et du soutien de ses actionnaires, ainsi qu'à la prudence de ses politiques et de ses méthodes financières, qui lui permettent de maintenir sa cote de crédit triple A.

Pour IDA-18, les partenaires de développement ont convenu d'une enveloppe de financement de 53,5 milliards de DTS (soit 75 milliards de dollars)* pour accorder des crédits, des dons et des garanties aux pays clients de l'IDA. Au départ, 63,5 milliards de dollars devraient être accordés à des conditions de faveur, 9 milliards de dollars aux conditions de la BIRD pour le Mécanisme de financement complémentaire et l'aide transitoire, et 2,5 milliards de dollars pour le Guichet de promotion du secteur privé. Au 30 juin 2020, après l'effet des réaffectations convenues avec les partenaires de développement de l'IDA au cours de la période couverte par IDA-18, y compris dans le cadre de l'aide apportée par l'IDA aux clients pour faire face à la COVID-19, 68 milliards de dollars ont été engagés à des conditions de faveur, 8,4 milliards de dollars aux conditions de la BIRD pour le Mécanisme de financement complémentaire et l'aide transitoire, et 1,4 milliard de dollars pour le Guichet de promotion du secteur privé. Les dépenses administratives de l'IDA sont recouvrées principalement sur les commissions de service et intérêts nets versés par les pays bénéficiaires.

Les contributions à IDA-18 s'élevaient à 16,1 milliards de dollars (contre-valeur de 22,6 milliards de dollars), dont 0,9 milliard de DTS (1,2 milliard de dollars) constitue l'élément de libéralité des contributions sous forme de prêts concessionnels des partenaires. Les partenaires apportent en outre 3,6 milliards de DTS (5,1 milliards de dollars) sous forme de

* Le cadre de financement de la reconstitution des ressources d'IDA-18 est principalement administré en droits de tirage spéciaux (DTS). Les contre-valeurs en dollars des États-Unis présentées dans ce rapport sont calculées aux taux de change de référence d'IDA-18.

FIGURE 9 MODÈLE ÉCONOMIQUE DE L'IDA



prêts concessionnels, soit 2,7 milliards de DTS (3,8 milliards de dollars) hors l'élément de libéralité des prêts, et 2,9 milliards de DTS (4,1 milliards de dollars) pour dédommager l'IDA des remises de dette au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (MDRI). Au 30 juin 2020, 50 partenaires avaient soumis des Instruments d'engagement et des accords de prêts concessionnels au titre d'IDA-18. Avec la compensation au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale pour la période couverte par IDA-18, les contributions s'élèvent au total à 21,7 milliards de DTS (30,4 milliards de dollars).

Le programme d'emprunt de l'IDA lui permet d'accroître considérablement l'appui qu'elle apporte à la réalisation des ODD tout en offrant aux investisseurs un moyen efficace de contribuer au développement dans le monde. L'optimisation du capital de l'IDA lui permet de mobiliser trois dollars d'engagements pour chaque dollar que les partenaires de développement contribuent à IDA-18. Le 17 avril 2018, pour la première fois, l'IDA a émis un emprunt obligataire de 1,5 milliard de dollars sur les marchés financiers internationaux. Cette toute première obligation de l'IDA a été très favorablement accueillie sur le marché et a ouvert la voie à un accroissement des emprunts sur le marché, y compris le Programme de bons de l'IDA, et une augmentation des émissions de référence libellées en euro, en livre sterling et en dollar des États-Unis. Le programme a permis de mobiliser avec succès des liquidités dans diverses devises auprès d'un ensemble diversifié d'investisseurs à travers le monde. L'IDA continuera de rechercher des possibilités de diversifier davantage les monnaies dans lesquelles sont libellées ses transactions et d'accroître sa présence sur les marchés financiers.

TABLEAU 26 PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE L'IDA, EXERCICES 16-20
EN MILLIONS DE DOLLARS, EXCEPTÉ LES RATIOS, QUI SONT EXPRIMÉS EN POURCENTAGE

	EX. 16	EX. 17	EX. 18	EX. 19	EX. 20
Prêts, dons et garanties					
Engagements ^a	16 171	19 513 ^b	24 010 ^c	21 932 ^c	30 365 ^c
Décaissements bruts	13 191	12 718 ^b	14 383	17 549	21 179 ^c
Décaissements nets	8 806	8 154	9 290	12 221	15 112 ^c
Bilan					
Total actifs	167 985	173 357	184 666	188 553	199 472
Portefeuille de placements nets	29 908	29 673	33 735	32 443	35 571
Encours des prêts	132 825	138 351	145 656	151 921	160 961
Portefeuille d'emprunts	2 906	3 660	7 318	10 149	19 653
Total fonds propres	154 700	158 476	163 945	162 982	168 171
Compte de résultat					
Produit des intérêts sur prêts, net des dépenses d'emprunt	1 453	1 521	1 647	1 702	1 843
Transferts provenant d'organisations affiliées et autres	990	599	203	258	252
Dons au titre du développement	(1 232)	(2 577)	(4 969)	(7 694)	(1 475)
Résultat net/(perte)	371	(2 296)	(5 231)	(6 650)	(1 114)
Résultat net ajusté^d	423	(158)	(391)	225	724
Adéquation du capital					
Ratio du capital stratégique utilisable	s.o.	37,2 %	37,4 %	35,3 %	35,8 %

Note : s.o. = sans objet. Pour une présentation complète des données de l'exercice, voir les états financiers exhaustifs à l'adresse www.worldbank.org/financialresults.

- Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées ayant été approuvées durant le même exercice.
- Ces chiffres incluent l'engagement et le décaissement au titre d'un don de 50 millions de dollars pour le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.
- Les engagements et décaissements n'incluent pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé d'IFC et de la MIGA.
- À compter du 30 juin 2019, l'IDA a introduit un nouvel indicateur de revenu pour tenir compte des résultats économiques de ses opérations. Les chiffres des périodes précédentes ont été calculés et sont présentés à des fins de comparabilité.

Dix-neuvième reconstitution des ressources de l'IDA

Tous les trois ans, les partenaires de développement se réunissent pour examiner les politiques de l'IDA, évaluer sa capacité financière, convenir du montant du financement pour le prochain cycle de reconstitution et s'engager à verser des contributions supplémentaires aux fonds propres requis pour atteindre les buts de l'IDA et les objectifs de développement. Le processus de reconstitution des ressources d'IDA-19, qui couvre les exercices 21 à 23, a démarré en novembre 2018 s'est achevé en décembre 2019.

IDA-19 comprend une enveloppe de 82 milliards de dollars pour financer des projets du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2023, ce qui représente une augmentation de 3 % en valeur réelle par rapport à IDA-18. Sur ce total, 23,5 milliards de dollars proviennent des contributions des bailleurs de fonds et le reste des remboursements de l'encours des prêts de l'IDA, des contributions de la Banque et des financements levés sur les marchés financiers. Ces ressources financières permettront à l'IDA de continuer à aider les pays à faire face aux défis posés par le changement climatique, l'inégalité des sexes et les situations de fragilité, de conflit et de violence, tout en renforçant l'aide à la création d'emplois et à la transformation économique, à la bonne gouvernance et à des institutions responsables. Les ressources d'IDA-19 serviront également s'attaquer à des défis de développement plus large portée, tels que le renforcement de la viabilité et de la transparence de la dette, l'exploitation et l'adaptation aux technologies numériques transformatrices, la promotion de l'inclusion des personnes handicapées et l'investissement dans le capital humain. Alors que la pandémie de COVID-19 appelle des ripostes innovantes, en particulier pendant la période couverte par IDA-19, l'IDA reste attachée au relèvement des défis de développement à long terme des pays.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/ida.

Atténuer les risques pour l'institution dans un contexte d'incertitudes mondiales

Le Responsable principal de la gestion des risques du Groupe de la Banque surveille les incidences politiques et économiques mondiales susceptibles de nuire à la stabilité financière de l'institution. En pleine pandémie de COVID-19, les pays ont été confrontés aux perturbations du commerce mondial, des chaînes d'approvisionnement, des migrations et des envois de fonds, des voyages internationaux et du tourisme. Le PIB réel des économies avancées devrait se contracter de 7 % cette année. Le confinement et autres mesures restrictives affectent aussi bien la demande intérieure que l'offre de main-d'œuvre. Le ralentissement de l'activité économique ayant affaibli les recettes, les déficits budgétaires et les taux d'endettement public ont fortement augmenté.

De nombreux pays ont tenté de soutenir l'activité économique en apportant une aide à ceux qui sont durement touchés par le ralentissement. Un certain nombre de marchés émergents ont enregistré de fortes sorties de capitaux en mars et avril 2020, qui se sont ensuite redressées alors que les banques centrales des économies avancées redoublaient d'efforts pour favoriser la liquidité. Bien que les prix des matières premières, en particulier du pétrole, aient fortement chuté au début de la pandémie, l'intensification de l'activité en Chine a contribué à un redressement modeste et partiel de ces prix, en particulier ceux des métaux. Un engagement renouvelé de l'OPEP et d'autres pays producteurs de réduire la production de pétrole a également conduit à un redressement partiel des cours du pétrole.

Les perspectives concernant la qualité du crédit restent incertaines et dépendront de l'ampleur et de la durée de la pandémie. Les ratios de la dette publique resteront probablement élevés dans de nombreux pays. Les secteurs financiers pourraient présenter des passifs conditionnels importants pour de nombreux États. La pandémie pourrait également entraîner une perte durable de capital humain et physique et réduire ainsi les taux de croissance potentiels à long terme.

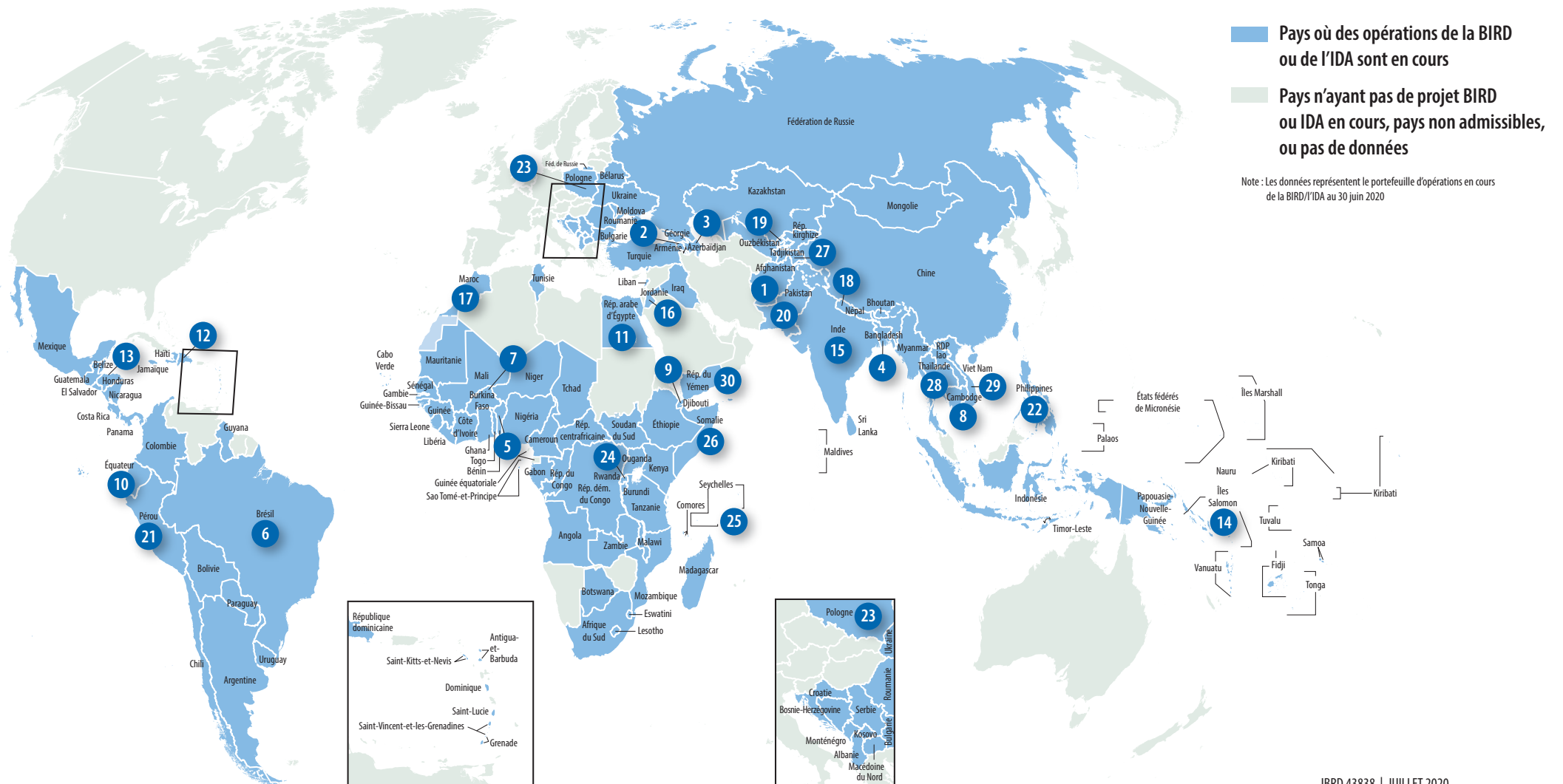


UNE VOLONTÉ DE RÉSULTATS

La Banque mondiale aide à promouvoir le développement durable dans les pays en fournissant des financements, en partageant ses connaissances et en travaillant avec les secteurs public et privé. L'apport de solutions intégrées pour aider les pays à surmonter les obstacles à leur développement exige de mettre l'accent sur les résultats. Ces dernières années, nous avons largement contribué aux résultats obtenus par les pays partenaires dans de nombreux domaines.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/results.

- 1 Afghanistan** : entre 2003 et 2018, le taux de mortalité néonatale est passé de 53 pour 1 000 naissances vivantes à 23 pour 1 000 naissances vivantes, et le nombre d'établissements de santé fonctionnels est passé d'environ 500 à plus de 2 800.
- 2 Arménie** : depuis 2013, plus de 270 000 habitants des zones rurales ont eu accès à des routes praticables en toute saison.
- 3 Azerbaïdjan** : entre 2011 et 2018, la couverture des services d'irrigation et de drainage est passée de 530 000 hectares à plus de 920 000 hectares.
- 4 Bangladesh** : entre 2013 et 2020, plus de 333 000 personnes, dont plus de 166 500 femmes, ont développé une plus grande résilience aux inondations et aux ondes de tempête grâce à la construction de digues dans des zones de basse altitude.
- 5 Bénin** : entre 2012 et 2020, plus d'un million de personnes — dont environ 41 % de femmes — ont bénéficié d'interventions qui ont amélioré la productivité agricole et augmenté le volume des exportations.
- 6 Brésil** : entre 2010 et 2018, près de 47 millions de personnes ont reçu des transferts monétaires conditionnels.
- 7 Burkina Faso** : entre 2014 et 2019, plus de 570 000 personnes supplémentaires — dont 53 % de femmes — ont été incluses dans le système de protection sociale du pays. Plus de 34 000 d'entre elles ont reçu des transferts monétaires adaptatifs à la suite des chocs touchant la sécurité alimentaire.
- 8 Cambodge** : en 2019, environ 2,9 millions de personnes parmi les plus pauvres ont bénéficié d'un accès gratuit à des soins de santé ambulatoires et 160 000 d'une admission dans des hôpitaux chaque année.
- 9 Djibouti** : entre 2014 et 2019, plus de 300 000 personnes ont reçu des soins de santé de qualité et plus de 85 % des enfants ont reçu tous leurs vaccins avant leur premier anniversaire.
- 10 Équateur** : depuis 2015, plus de 39 000 personnes à Guayaquil ont bénéficié de meilleurs services d'assainissement.
- 11 Égypte** : entre 2014 et 2019, plus de 300 000 emplois ont été créés et près de 175 000 entrepreneurs — dont 42 % de femmes — ont pu démarrer leur entreprise.
- 12 Haïti** : entre 2011 et 2018, 57 écoles ont été construites dans des zones reculées et près de 460 000 enfants ont participé à des programmes de santé et de nutrition dans les écoles.
- 13 Honduras** : entre 2013 et 2018, plus de 30 000 personnes dans neuf communautés ont bénéficié d'une baisse des taux de criminalité, d'une plus grande sécurité des écoles et d'un meilleur accès aux services de justice, dans le cadre d'initiatives visant à réduire la violence dans leurs communautés.
- 14 Îles Salomon** : depuis 2010, plus de 882 000 jours de travail ont été générés pour les jeunes et les femmes des zones urbaines, qui ont ainsi gagné plus de 4 millions de dollars en salaires.
- 15 Inde** : entre 2007 et 2019, plus de 10 000 kilomètres-circuits de lignes de transport ont été installés, contribuant à relier la région sud de l'Inde au réseau électrique du pays et permettant le transport transfrontalier de l'électricité entre l'Inde, le Népal et le Bangladesh.



■ Pays où des opérations de la BIRD ou de l'IDA sont en cours

■ Pays n'ayant pas de projet BIRD ou IDA en cours, pays non admissibles, ou pas de données

Note : Les données représentent le portefeuille d'opérations en cours de la BIRD/l'IDA au 30 juin 2020

IBRD 43838 | JUILLET 2020

16 Jordanie : depuis 2016, plus de 2 millions de Jordaniens et près de 250 000 réfugiés syriens — dont au moins 45 % étaient des femmes — ont bénéficié de services municipaux, notamment une meilleure collecte des déchets, des réseaux routiers et l'éclairage public.

17 Maroc : entre 2010 et 2020, plus de 9 000 agriculteurs des régions confrontées à une grave pénurie d'eau ont bénéficié de meilleurs services d'irrigation sur plus de 24 000 hectares.

18 Népal : entre 2016 et 2019, environ 670 000 personnes — dont 30 % de femmes — ont ouvert des comptes bancaires.

19 Ouzbékistan : entre 2012 et 2018, plus de 30 grandes entreprises industrielles ont amélioré leur efficacité énergétique, ce qui s'est traduit par des économies de 360 millions de kilowattheures — assez pour répondre aux besoins en électricité de plus de 176 000 ménages chaque année.

20 Pakistan : entre 2015 et 2020, environ 7 millions de personnes ont bénéficié d'une meilleure protection contre les risques d'inondation grâce à de nouvelles infrastructures de protection et à des institutions et pratiques de gestion des risques de catastrophe plus efficaces.

21 Pérou : entre 2011 et 2017, environ 143 000 personnes ont obtenu de nouveaux branchements électriques, dont près de 12 000 systèmes d'énergie solaire pour les ménages des zones reculées.

22 Philippines : depuis 2014, plus de 27 000 projets communautaires ont bénéficié à plus de 5 millions de ménages dans environ 19 300 villages.

23 Pologne : entre 2007 et 2020, plus de 2,5 millions de personnes ont obtenu une meilleure protection contre les inondations grâce à des digues, des canaux et des ponts nouvellement construits pour faire face aux inondations,

ainsi qu'à la construction du réservoir sec de Racibórz Dolny, le plus important investissement dans le secteur de l'eau en Pologne.

24 Rwanda : entre 2008 et 2019, environ 2 200 projets de travaux publics ont été mis en œuvre, employant plus de 800 000 ménages et générant plus de 40 millions de jours de travail rémunérés.

25 Seychelles : entre 2013 et 2019, le gouvernement a réformé son processus de budgétisation dans tous les ministères, départements et agences, leur permettant de mieux allouer les financements aux domaines prioritaires, de suivre les performances et de mettre l'accent sur les résultats.

26 Somalie : entre 2017 et 2018, 767 000 Somaliens, dont 42 % de femmes, ont obtenu un meilleur accès à la nourriture et 777 000 Somaliens ont bénéficié d'un meilleur accès à l'eau.

27 Tadjikistan : entre 2012 et 2020, près de 1,4 million de personnes ont bénéficié de meilleurs services d'irrigation et d'une gestion plus rationnelle de l'eau.

28 Thaïlande : entre 1994 et 2014, l'évolution des techniques de production des petites et moyennes entreprises a contribué à réduire les émissions de carbone à hauteur de l'équivalent de 870 000 tonnes par an.

29 Viet Nam : Entre 2010 et 2018, plus de 11 000 groupes d'intérêts communs de petites entreprises ont été créés, les aidant à augmenter leur part dans les chaînes de valeur et à vendre plus de 24 millions de dollars de produits.

30 Yémen : Depuis 2017, plus de deux millions de personnes ont regagné accès à des services urbains cruciaux, dont l'eau et l'assainissement, les transports, l'énergie et la gestion des déchets.

Rapport annuel 2020 de la Banque mondiale

Intégration des États financiers par renvoi. Le Rapport de gestion et les États financiers vérifiés de la BIRD et de l'IDA (les « États financiers ») sont réputés être intégrés au présent Rapport annuel et en faire partie. Les États financiers peuvent être consultés à l'adresse <http://www.worldbank.org/financialresults>.

Des informations complémentaires sur les questions financières et organisationnelles et sur les opérations de prêt de la BIRD et de l'IDA sont disponibles sur le site internet du Rapport annuel 2020 de la Banque mondiale : <http://www.worldbank.org/annualreport>.

Pour de plus amples informations sur la Banque mondiale ou sur ses données et ressources en connaissances accessibles au public, consultez en ligne :

- *Finances One* : <https://financesapp.worldbank.org>
- *Fiche de performance institutionnelle* : <http://scorecard.worldbank.org>
- *Données ouvertes de la Banque mondiale* : <http://data.worldbank.org>
- *Archives du savoir en libre accès* : <http://openknowledge.worldbank.org>
- *Responsabilité institutionnelle de la Banque mondiale* : <http://www.worldbank.org/corporateresponsibility>
- *Accès à l'information de la Banque mondiale* : <http://www.worldbank.org/en/access-to-information>

Production. Le Rapport annuel 2020 de la Banque mondiale a été produit par l'Unité des relations extérieures et institutionnelles du Groupe de la Banque mondiale sous la direction de Jeremy Hillman du Département de la communication institutionnelle et la coordination éditoriale de Leslie Yun, Paul McClure et Nicole Frost. La conception graphique du rapport a été assurée par Naylor Design, Inc. et la composition typographique par BMWW. Le Rapport annuel a été traduit par le Service de traduction et d'interprétation de la Banque mondiale.

Crédits photos. Couverture : Henitsoa Rafalia/Banque mondiale ; page 2 : Vincent Tremeau/Banque mondiale ; page 5 : Simone D. McCourtie/Banque mondiale ; pages 6 et 7 : Grant Ellis/Banque mondiale ; page 8 : Forces de défense nationales des Maldives ; page 11 (de haut en bas) : Arne Hoel/Banque mondiale, Sh. Khash-Erdene/Banque mondiale, Pavel Kondrashin/Banque mondiale, Dominic Chavez/Banque mondiale, Hanan Ishaq/OMS, John Isaac/Banque mondiale ; page 16 (de haut en bas) : Sh. Khash-Erdene/Banque mondiale, Mihaaru ; page 21 : Gouvernement ougandais ; page 25 : Tom Perry ; page 29 : Taguhi Minasyan/Banque mondiale ; page 33 : Greta Granados/Banque mondiale ; page 37 : Dominic Chavez/Banque mondiale ; page 41 : Rumi Consultancy/Banque mondiale ; page 42 : John Lyimo/Banque mondiale ; page 46 : Graham Crouch/Banque mondiale ; page 53 : Henitsoa Rafalia/Banque mondiale ; page 64 : Tom Perry ; page 66 : Henitsoa Rafalia/Banque mondiale ; page 70 : Brandon Payne/Banque mondiale ; page 72 : Pavel Kondrashin/Banque mondiale ; page 74 : Henitsoa Rafalia/Banque mondiale ; page 80 : Paul Salazar/Banque mondiale ; page 83 : Gerhard Jörén/Banque mondiale ; page 84 : John Lyimo/Banque mondiale ; page 97 : Paul Salazar/Banque mondiale.

Cet ouvrage respecte les normes d'utilisation de papier recommandées par Green Press Initiative. Le papier utilisé contient de la fibre recyclée, est certifié FSC® et EcoLogo, et est fabriqué au moyen d'un procédé sans chlore élémentaire qui utilise de l'énergie renouvelable à base de biogaz.

© 2020 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale

1818 H Street NW, Washington, DC 20433

Téléphone : 202-473-1000 ; site internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

1 2 3 4 23 22 21 20

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Aucune des dispositions précédentes ne constitue une limite ou une renonciation à l'un quelconque des privilèges et immunités de la Banque mondiale, et ne peut être interprétée comme telle. Tous lesdits privilèges et immunités de la Banque mondiale sont expressément réservés.

Droits et licences



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution — Pas

d'utilisation commerciale — Pas de modification 3.0 Organisations internationales (CC BY-NC-ND 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons — Pas d'utilisation commerciale — Pas de modification —, il est possible de copier, distribuer et transmettre le contenu de l'ouvrage, à des fins non

commerciales uniquement, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Paternité — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Banque mondiale. 2020. Rapport annuel 2020 de la Banque mondiale. Washington, DC : Banque mondiale. doi : 10.1596/978-1-4648-1621-5. Licence : Creative Commons Attribution — Pas d'utilisation commerciale — Pas de modification 3.0 Organisations internationales (CC BY-NC-ND 3.0 IGO).

Pas d'utilisation commerciale — Cet ouvrage ne peut être utilisé à des fins commerciales.

Pas de modification — Cet ouvrage ne peut être modifié, transformé ou utilisé pour créer des œuvres dérivées.

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamation ou de plainte pour violation desdits droits. Pour réutiliser une partie de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les parties de l'ouvrage, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences s'adresser à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; télécopie : 202-522-2625 ; courriel : pubrights@worldbank.org.
ISBN : 978-1-4648-1621-5
eISBN : 978-1-4648-1622-2
doi : 10.1596/978-1-4648-1621-5



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD - IDA

IFC Société Financière
Internationale

MIGA

Agence multilatérale de
garantie des investissements

La Banque mondiale se compose de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (IDA). La mission de l'institution consiste à mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée de manière durable.

Pour en savoir plus : www.worldbank.org/annualreport

SKU : 211622